



UNIVERSITE DE TOAMASINA
FACULTE DE DROIT, DES SCIENCES ÉCONOMIQUES
ET DE GESTION

* * * * *

DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE

oooooooooooooooooooooooooooo

Mémoire pour l'obtention du Diplôme de
Maîtrise ès Sciences Economiques

**L'EDUCATION ET LE DEVELOPPEMENT
SOCIO-ECONOMIQUE
(CAS DE LA RÉGION ATSIANANA)**

Présenté et soutenu par
TOTO Velona

Promotion : 2008-2009

Sous la direction de :

Encadreur Enseignant
Mr Modongy ROLAND
Enseignant Chercheur
à l'Université de Toamasina

Encadreur Professionnel
Mr Pascal Germain RA-LEMAZAVA
Ex-Chef Service de la Planification DREN
Atsinanana

Date de soutenance : 05 Mai 2011



UNIVERSITE DE TOAMASINA
FACULTE DE DROIT, DES SCIENCES ÉCONOMIQUES
ET DE GESTION

* * * * *

DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE

oooooooooooooooooooooooooooo

Mémoire pour l'obtention du Diplôme de
Maîtrise ès Sciences Economiques

**L'EDUCATION ET LE DEVELOPPEMENT
SOCIO-ECONOMIQUE
(CAS DE LA RÉGION ATSIANANA)**

Présenté et soutenu par

TOTO Velona

Promotion : 2008-2009

Sous la direction de :

Encadreur Enseignant

Mr Modongy ROLAND
Enseignant Chercheur
à l'Université de Toamasina

Encadreur Professionnel

Mr Pascal Germain RA-LEMAZAVA
Ex-Chef Service de la Planification DREN
Atsinanana

Date de soutenance : 05 Mai 2011

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	4
LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	5
INTRODUCTION.....	6

PREMIERE PARTIE : GENERALITES RELATIVES A L'EDUCATION ET PRESENTATION DE LA RÉGION AT SINANANA

CHAPITRE I : GENERALITES SUR L'EDUCATION.....	10
SECTION I : QUELQUES DEFINITIONS.....	10
SECTION II : HISTORIQUE DE L'EDUCATION.....	11
SECTION III : ROLE DE L'EDUCATION POUR LE DEVELOPPEMENT.....	14
CHAPITRE II : PRESENTATION DE LA REGION AT SINANANA.....	24
SECTION I. CARACTERISTIQUES ADMINISTRATIVES.....	24
SECTION II. SITUATION DEMOGRAPHIQUE.....	27
SECTION III : ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES.....	32
CHAPITRE III. ÉDUCATION DANS LA RÉGION AT SINANANA.....	41
SECTION I : CARACTERISTIQUES ET QUELQUES DIVERGENCES ENTRE L'ENSEIGNEMENT GENERAL PUBLIC ET PRIVE.....	41
SECTION II : QUALITE DE SERVICES OFFERTS POUR LE NIVEAU I.....	43
SECTION III : QUALITE DE SERVICES RESPECTIVE DES NIVEAUX II ET III.....	48

DEUXIEME PARTIE : ANALYSE DE L'EFFICACITE DE L'ÉDUCATION ET PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS

CHAPITRE I : ANALYSE DE L'EFFICACITE DE L'EDUCATION POUR LE DEVELOPPEMENT.....	57
SECTION I : ANALYSE THEORIQUE DE L'EFFICACITE DE L'EDUCATION.....	57
SECTION II : EDUCATION CLE DE DEVELOPPEMENT.....	60
SECTION III : INDICATEURS DE L'EDUCATION.....	65
CHAPITRE II. SYNTHESE DES PROBLEMES RENCONTRES ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS.....	73
SECTION I. FACTEURS DE BLOCAGE DE L'EDUCATION.....	73
SECTION II. PROPOSITIONS DE SOLUTION.....	78
CHAPITRE III. PRIORISATION DES RECOMMANDATIONS.....	83
SECTION I : RECOMMANDATIONS AU NIVEAU DES AUTORITES.....	83
SECTION II: RECOMMANDATIONS AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTE.....	86
SECTION III : PRIORISATION DES RECOMMANDATIONS.....	87
CONCLUSION.....	90
BIBLIOGRAPHIE.....	92
ANNEXES.....	93
LISTE DES TABLEAUX.....	115
LISTE DES GRAPHES.....	116
TABLE DES MATIERES.....	117

REMERCIEMENTS

Avant toute chose, nous tenons à remercier le Seigneur Tout Puissant, de nous avoir donné la force ainsi que le courage, aussi bien tout au long de la préparation que pendant la réalisation proprement dite de notre mémoire. Ensuite, nous voulons témoigner notre profonde gratitude à l'endroit de :

* Monsieur Modongy ROLAND, enseignant chercheur à l'Université de Toamasina, notre encadreur enseignant, qui a accepté de prendre en charge notre travail et nous a accordé une grande partie de son temps, malgré ses diverses occupations et ses multiples obligations.

* Monsieur Pascal Germain RA-LEMAZAVA, notre encadreur professionnel qui a consacré son temps à l'examen de notre écrit.

Nous sommes également reconnaissants envers les enseignants de la faculté de Droit, des Sciences Economiques et de Gestion, pour leur contribution respective à notre formation. Il en est de même pour le personnel administratif de l'Université de Toamasina qui a facilité notre séjour au campus de *Barikadimy*, lequel s'est déroulé dans les meilleures conditions.

Nous exprimons, en outre, notre gratitude à tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

Nous sommes évidemment redevables envers nos parents, nos frères et sœurs pour les sacrifices qu'ils ont consentis, ainsi que leur soutien financier et moral, durant nos études. Qu'ils trouvent dans ce mémoire, l'expression de notre affection, la récompense de leurs efforts conjugués.

Enfin, nous ne pouvons pas ignorer nos amis et tous ceux qui nous ont aidé par leur convivialité et leur affection

A tous, merci !

Jorèsse TOTOVELONA

LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ADEMA	: Aéroport de Madagascar
BAC	: Baccalauréat
BEPC	: Brevet d'Etudes du Premier Cycle de l'Enseignement Secondaire
CE	: Cours Elémentaire
CEG	: Collège d'Enseignement Général
CEPE	: Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires
CISCO	: Circonscription Scolaire
CM 1	: Cours Moyen 1 ^{ère} Année
CM 2	: Cours Moyen 2 ^{ème} Année
CP 1	: Cours Préparatoire 1 ^{ère} Année
CP 2	: Cours Préparatoire 2 ^{ème} Année
CSB1	: Centre de Santé de Base de niveau 1
CSB2	: Centre de Santé de Base de niveau 2
DREN	: Direction Régionale de l'Education Nationale
DRSP	: Direction Régionale de la Santé Publique
EPT	: Education Pour Tous
EVPT	: Entreprise de Voyage et de Prestations Touristiques
FRAM	: Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra
HIMO	: Haute Intensité de Main d'Œuvre
INSTAT	: Institut National de la Statistique
IRA	: Infections Respiratoires Aiguës
IST	: Infections Sexuellement Transmissibles
JP	: Journée Pédagogique
MEEFT	: Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts et du Tourisme
MEFT	: Ministère de l'Environnement, des Forêts et du Tourisme
MEN	: Ministère de l'Education Nationale
MENFPT	: Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle et Technique
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	: Organisation Non gouvernementale
PDP	: Plan de Développement Pédagogique
PIB	: Produit Intérieur Brut
SIDA	: Syndrome Immuno Déficience Acquise
SPAT	: Société du Port à Gestion Autonome de Toamasina
TBS	: Taux Brut de Scolarisation
TNS	: Taux Net de Scolarisation
UNESCO	: United Nations Education, Science and Culture Organization
UNICEF	: United Nations Institution Children's Educational Found
ZAP	: Zone d'Animation Pédagogique

INTRODUCTION

Toute évolution réalisée et constatée dans le monde contemporain n'a été obtenue qu'à partir de l'éducation. En effet, c'est grâce à l'éducation que tout individu a pu compléter son épanouissement culturel, social et économique local.

Le chômage est un problème fondamental qui touche tous les pays, et notamment les pays en développement. A Madagascar, beaucoup de jeunes diplômés sont sans emploi, car ni les entreprises privées, ni l'Etat ne peuvent les embaucher. Une des principales causes du chômage, à Madagascar, c'est *le dysfonctionnement entre la structure éducative et la structure socio-économique*. Ainsi, *le redressement progressif de ce phénomène pourrait sûrement améliorer la situation* tendant vers la diminution progressive du chômage.

La région Atsinanana fait partie des zones où le chômage est très récurrent, malgré l'existence de grandes sociétés comme la SPAT, GALANA et le projet d'exploitation minière SHERITT. Les établissements scolaires devraient disposer d'un personnel enseignant bien formé, selon les normes internationales. Beaucoup de diplômés, issus des établissements universitaires, publics ou privés, viennent grossir le rang des chômeurs. Par conséquent, il serait nécessaire d'agir dans le domaine qui pourrait entraîner et orienter les autres secteurs dans le processus de la croissance et du développement.

La défaillance du système éducatif, dans la région Atsinanana, peut être expliquée par plusieurs facteurs. Tout d'abord, il faut signaler la défectuosité des infrastructures et l'effectif extensible de la population scolarisable, ensuite l'insuffisance du personnel enseignant, ainsi que leur mauvaise répartition, et enfin la vétusté des équipements et matériels didactiques. Par ailleurs, on a constaté un taux de redoublement et un taux d'abandon fortement élevé qui se traduit par une déperdition scolaire plus ou moins inquiétante pour la majorité des élèves des zones rurales.

Le présent travail propose une stratégie pour appréhender les problèmes relatifs à la structure de la politique éducative et analyser son efficience actuelle dans la région Atsinanana, afin de pouvoir dégager les solutions adéquates. L'objectif principal est de sortir de la pauvreté, en assurant un développement durable pour le pays tout entier, en général, et à la région Atsinanana, en particulier.

Notre travail s'intitule : **L'ÉDUCATION ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE (CAS DE LA RÉGION ATSIINANANA.)**

Le problème se présente de la façon suivante : d'une part, l'éducation joue un rôle déterminant pour le développement socio-économique d'une zone donnée et, d'autre part, la production issue de l'éducation n'est pas toujours compatible avec le développement réel.

Nous avons mené notre recherche à travers la collecte de données auprès de différents services : DREN, INSTAT, DRSP, sites internet, à l'aide d'enquêtes sur terrain et des interviews auprès des responsables concernés.

L'étude est divisée en deux parties :

La première partie est consacrée aux généralités relatives à l'éducation, à la présentation de la région Atsinanana et à la situation de l'éducation dans la région Atsinanana. Quant à la deuxième partie, elle est réservée à l'efficacité théorique de l'éducation, à l'analyse des différents indicateurs de l'éducation dans la région Atsinanana et enfin à la synthèse des problèmes de l'éducation ainsi que les recommandations susceptibles d'améliorer la situation qui prévaut.

PREMIERE PARTIE

GENERALITES RELATIVES A L'EDUCATION ET PRESENTATION DE LA RÉGION ATSIANANA

L'éducation est une accumulation d'investissements. A l'heure actuelle, ce sont des dépenses, mais plus tard, ils constitueront un supplément de richesse. En général, l'éducation s'avère être un moyen efficace pour sortir de la pauvreté, car elle peut favoriser le développement social, culturel et économique durable. C'est pourquoi les sociétés et les individus attendent de celle-ci une contribution toujours plus efficace pour résoudre divers problèmes importants, liés au développement. C'est pour cette raison que nous allons analyser l'éducation dans la région Atsinanana, en commençant par les généralités sur l'éducation, puis en continuant sur la description de la zone d'étude, et en terminant par les réalités relatives à l'éducation, dans cette région.

CHAPITRE I : GENERALITES SUR L'EDUCATION

SECTION I : QUELQUES DEFINITIONS

1.1 Définitions générales

L'éducation est une action qui consiste à développer un ensemble de connaissances et de valeurs morales, physiques, intellectuelles et scientifiques, lesquelles sont considérées comme essentielles pour atteindre le niveau de culture souhaitée. Elle permet de transmettre, d'une génération à l'autre, la culture nécessaire au développement de la personnalité et à l'intégration sociale de l'individu.

L'éducation est l'action d'élever un enfant, une jeune personne. C'est un ensemble d'habitudes intellectuelles ou manuelles qui s'acquiert et des qualités morales qui se développent.

L'éducation est la formation de l'esprit et du corps, et elle est constituée par l'instruction : "le soin qu'on prend de l'instruction des enfants, soit en ce qui regarde les exercices de l'esprit, soit en ce qui regarde les exercices du corps".

L'éducation signifie la somme totale des processus par lesquels une communauté ou un groupe social, petit ou grand, transmet ses pouvoirs et ses objectifs acquis, afin d'assurer sa propre existence et sa croissance continue.

1.2 Définitions spécifiques

L'éducation est une sorte de transmission, orale ou écrite, des atouts dont disposent les propriétaires, à l'endroit des personnes concernées. Elle se déroule, soit au niveau de la vie extraprofessionnelle, soit au travail.

L'éducation est la transmission des connaissances, par une organisation bien déterminée. Elle est dispensée à l'école et par l'enseignant, et elle est organisée à différents niveaux.

SECTION II : HISTORIQUE DE L'EDUCATION :

2.1 : Contexte global

L'histoire de l'éducation est assez longue et elle s'est déroulée par plusieurs étapes. Mais dans le cas présent, nous allons seulement voir le passage de l'éducation par voie orale à l'alphabétisation, ainsi que de l'alphabétisation à l'éducation en général.

Autrefois, l'éducation était une sorte de transmission des acquis par voie orale. En d'autres termes, c'était un transfert de connaissances et de savoir-faire, en joignant les gestes à la parole. Cette transmission s'est développée dans le temps et dans l'espace. Mais plus tard, les besoins de l'homme ne furent plus satisfaits en termes d'informations nécessaires à son développement, surtout en termes d'instruction par cette forme d'éducation. Cela a ainsi donné naissance à l'alphabétisation.

2.1.1 : Alphabétisation

L'alphabétisation, c'est l'ensemble de toutes les activités interdépendantes permettant à une personne d'être capable de lire et d'écrire, d'où le terme <<**alphabétiser**>>. Durant la moitié du XX^{ème} siècle, être alphabétisé c'est être conscient et sûr de son domaine humain, culturel, intellectuel et social.

2.1.2 : Caractéristiques de l'alphabétisation

Tout d'abord, l'alphabétisation nous permet de lire et d'écrire les lettres de l'alphabet, pour pouvoir donner un sens aux mots. Elle nous permet de lire et écrire pour comprendre ce qu'on dit, ce qu'on pense ou ce qu'on entend. Elle est la faculté de traduire par écrit, ce qu'on dit et ce qu'on écoute. En général, il y a donc deux types d'alphabétisation : d'un côté, celle dite traditionnelle et, de l'autre, celle qui est dénommée fonctionnelle.

2.1.3: Alphabétisation traditionnelle

L'alphabétisation traditionnelle vise à enseigner la lecture et le calcul pour tout usage quotidien. A titre d'exemple, on peut citer : pouvoir écrire le nom et les pré-

noms et signer un document officiel, ou encore rédiger un courrier familial. Le but final de cette forme d'alphabétisation est de réduire le nombre de citoyens analphabètes car l'effectif de ceux qui maîtrisent les rudiments de la lecture et des opérations arithmétiques simples augmente.

2.1.4 : Alphabétisation fonctionnelle

Par contre, l'alphabétisation fonctionnelle vise à apprendre la lecture et le calcul, pour les utiliser dans la vie quotidienne, soit professionnelle, soit sociale, culturelle et économique. L'objectif est d'améliorer la conduite de la vie professionnelle par le biais de l'éducation, cela permet d'asseoir une considération d'ordre social, culturel et économique.

On peut donc dire que l'alphabétisation traditionnelle n'est plus acceptable de nos jours. Elle est dépassée par le temps. L'alphabétisation fonctionnelle, quant à elle, est une sorte d'éducation utile à la vie quotidienne, et on doit l'adapter, pour assurer notre développement. D'où le passage obligé de l'alphabétisation à l'éducation.

Toutes les formes d'éducation agissent sur la transmission des connaissances et sur la formation de la personnalité de chaque individu. Le but est donc d'améliorer la qualification de tout citoyen dans le secteur du travail, afin qu'il puisse obtenir le maximum de rentabilité. L'éducation dispensée à l'école est la forme la plus courante. C'est surtout le type d'éducation qui intéresse tout le monde, en général, et les économistes, en particulier. Le passage de l'alphabétisation à l'éducation, nous amène à voir l'historique de l'éducation à Madagascar.

2.2 : Historique de l'éducation à Madagascar

L'historique de l'éducation à Madagascar s'étale sur trois époques. La première commence avant l'époque coloniale, la deuxième au début de la colonisation, jusqu'en 2002, et la dernière de 2002 jusqu'à nos jours.

2.2.1 : Avant l'époque coloniale

L'éducation à Madagascar a une longue et remarquable histoire. L'éducation formelle a commencé avec des gens de la mer médiévale arabe, ils ont établi quelques écoles primaires islamiques et ont entrepris la transcription de la langue malgache, en utilisant l'alphabet arabe. Toutefois, les écoles formelles ont été largement limitées à la région montagneuse centrale, autour de la capitale Antananarivo, et ont été fréquentées par les enfants de la classe noble.

2.2.2 : De la colonisation à 2002

Depuis l'arrivée de l'autorité coloniale française en 1896, le système éducatif à Madagascar n'a cessé de s'étendre vers les communautés rurales, même les plus éloignées. A l'avènement de la Première République et sous la présidence de Philibert Tsiranana, la forte influence française a été conservée. Les manuels scolaires et les enseignants sont d'origine française. Sous la Seconde République, de 1975 à 1992, le système éducatif a été orienté par la Loi 78-040 qui a stipulé et préconisé la malgachisation, ainsi que la démocratisation de l'enseignement. C'est à partir de cette loi que chaque Fokontany devrait être doté d'une Ecole Primaire Publique ou EPP, chaque Firaïampokontany, actuellement Commune, un Collège d'Enseignement Général ou CEG, chaque Fivondronampokontany ou District, un Lycée d'enseignement général et enfin chaque Faritany ou Province, un Centre Universitaire Régional ou CUR. A cette époque, le contenu de l'enseignement a été imprégné d'idéologie socialiste.

2.2.3 : De 2002 à nos jours

L'éducation a été une priorité des priorités sous le régime du président Marc Ravalomanana, à partir de 2003 jusqu'en 2009. L'objectif a été, d'une part, d'améliorer l'accès et, d'autre part, d'obtenir un enseignement de qualité. Une campagne massive de réhabilitation et de construction d'établissements scolaires a été réalisée, et a été accompagnée par le recrutement et la formation de dizaines de milliers de nouveaux enseignants non fonctionnaires. Cette initiative a été appuyée par des fonds provenant des bailleurs bilatéraux et multilatéraux, tels que la France, le Japon et les Etats-Unis,

par exemple, et les Nations Unies, par le biais de la Banque Mondiale, l'UNICEF et l'UNESCO.

SECTION III : ROLE DE L'ÉDUCATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

D'une manière générale, l'éducation a pour rôle d'offrir aux citoyens des compétences utiles aux besoins individuels et collectifs, afin de pouvoir vivre normalement. Elle est un instrument de découverte de tout ce qui est au-delà de la réalité, pour satisfaire les besoins de la recherche.

L'éducation a pour rôle d'améliorer les aspects qualitatifs de l'individu ou de la communauté. Parmi ces aspects, nous pouvons retenir : l'attitude, le comportement, la valeur et la motivation. Chacun de ces termes seront successivement expliqués, car ils déterminent, respectivement, le rôle que joue l'éducation pour le développement.

3.1 : Aspects qualitatifs de l'éducation

Comme nous l'avons déjà annoncé plus haut, les aspects qualitatifs jouent un rôle non négligeable dans le développement, aussi bien de chaque individu, que de la communauté, dont chacun fait partie intégrante.

3.1.1 : Attitude et comportement

L'attitude diffère d'un individu à l'autre, et de même, d'une communauté à l'autre. En outre, la qualité de cette attitude est influencée par le niveau d'éducation reçu, soit par l'individu, soit par l'ensemble de la communauté¹.

Or, l'attitude adoptée par tout un chacun détermine le comportement, aussi bien individuel que collectif. Ainsi, le niveau d'éducation reçu par chaque citoyen influe sur son comportement, face à toutes les situations qu'il doit affronter.

Un individu éduqué peut résoudre plus facilement tous les problèmes éventuels qui se présentent, soit au niveau de sa vie quotidienne, soit au niveau de sa vie professionnelle. Ainsi une société, qui dispose d'un nombre important de personnes édu-

¹ - GUILLAUMONT Patrick, Economie du développement 2/ dynamique interne du développement page 344

quées, peut se développer rapidement, tant du point de vue social et culturel qu'économique.

3.1.2 : Valeur et motivation

De ce qui précède, nous pouvons dire que l'attitude et le comportement, individuels ou collectifs, déterminent aussi bien la valeur que la motivation. En d'autres termes, le niveau d'éducation influe sur la valeur et la motivation, soit individuelles, soit collectives.

L'éducation joue donc un rôle important dans les aspects qualitatifs de l'individu et de la communauté, et il existe une corrélation très importante entre éducation, attitude, comportement, valeur et motivation.

3.2 : Rôles de l'éducation selon l'analyse empirique

D'après l'analyse empirique, il est utile d'analyser le rôle de l'éducation dans le développement. Il faut alors se référer aux relations statistiques qui existent entre les deux variables : l'éducation et le développement. Pour pouvoir analyser ces deux variables, on doit corrélérer le niveau du revenu par tête de la population et celui de l'éducation des individus. La comparaison entre niveau national et international permet de déterminer la puissance économique de chacun des pays du monde. Dans cette analyse, divers auteurs ont tenté de présenter une théorie de comparaison entre deux pays instruits ou non instruits, au niveau socio-économique.

3.2.1 : Comparaison internationale

Dans la comparaison internationale, les indicateurs utilisés pour le calcul sont très variés. Parmi ces indicateurs, figure le revenu par tête, qui sera corrélé avec le taux de scolarisation primaire et secondaire. Il est également possible de comparer la consommation d'électricité et l'indicateur composite des ressources humaines, dont la signification statistique permet de déterminer les causes y afférentes.

Il faut remarquer qu'il y a une très forte corrélation entre le PIB par tête et le taux de scolarisation. Cependant, si le taux de scolarisation favorise l'augmentation du reve-

nu par tête, l'inverse n'est pas toujours vrai. En effet, un pays dont le revenu est assez modeste peut avoir un taux de scolarisation assez élevé¹.

3.2.2 : Comparaison entre groupes inégalement instruits

Nous allons comparer des groupes dont le niveau d'instruction est différent. Si on les compare, il apparaît, qu'en moyenne, la rémunération des individus est respectivement proportionnelle à leur niveau d'instruction.

Cela semble être valable dans un pays à niveau de développement varié. Dans ce cas, la courbe de revenu augmente en fonction de l'expérience. En d'autres termes, plus on est expérimenté, plus forte est la probabilité de trouver un emploi à revenu élevé. Cette vision est soulevée par un auteur, Mark Blaug, dans le livre « économie de développement », concernant la valeur économique de l'éducation.

Pour mieux saisir les causes du problème rencontré, auparavant, à propos de la comparaison internationale, on va analyser deux ordres d'interprétation, pour apprécier la contribution de l'éducation dans le développement. Il s'agit, respectivement de l'interprétation d'ordre économique, d'une part, et celle d'ordre sociologique, d'autre part.

3.2.3 : Interprétation d'ordre économique

Sur le plan économique, l'éducation joue un grand rôle au niveau de l'amélioration de la productivité. C'est pour cette raison que les théoriciens empiriques disent que les personnes instruites sont plus productives que celles qui le sont moins. Cela est vrai, parce qu'elles ont, en effet, acquis toutes qualifications utiles. Autrement dit, leur productivité marginale est plus élevée et, par conséquent, régime de concurrence parfaite, oblige, cela entraîne un salaire supérieur. Les avantages et les potentialités des élites intellectuelles ne se limitent pas seulement au niveau du salaire, mais aussi à la chance d'être embauché plus vite sur le marché du travail, par rapport aux autres.

¹ - GUILLAUMONT Patrick, Economie du développement 2/ dynamique interne du développement page 344

3.2.4 : Interprétation d'ordre sociologique

Sur le plan sociologique, l'éducation joue un rôle très important, quand on entre dans le secteur du travail. C'est pour cette raison que les empiriques disent : « L'éducation propage certaines valeurs sociales et fait accéder, en fait, à l'élite dirigeante de la société »

Cette interprétation elle-même avait connu plusieurs versions, dont celle qui se fonde sur une corrélation entre l'origine sociale des parents et le niveau d'éducation. Voici quelques versions de cette analyse :

- les effets de l'éducation sur le niveau du revenu se font sentir, même s'ils sont mesurés pour les personnes ayant la même origine sociale ;
- l'éducation correspond aux besoins d'une structure pyramidale de la société et elle inculque diverses catégories de la population, recherchées pour assurer la productivité dans la société ; et
- le fondement des capacités intellectuelles des individus varie selon la corrélation entre l'origine sociale des parents et le niveau d'éducation de la mère.

Il faut signaler que si la mère des enfants a atteint une classe supérieure, l'enfant dispose d'un capital social assez important. Il pourra alors évoluer plus rapidement, grâce à son origine sociale.

3.3: Rôles de l'éducation selon l'analyse néo-classique

Les néo-classiques analysent les effets de l'éducation, considérés comme facteurs autonomes de production et de croissance. Mais ils sont substituables aux autres facteurs, et en mesurent la productivité. Leur portée est différente, selon que cette analyse est effectuée sur le plan macro-économique ou sur le plan micro-économique.

3.3.1 : Analyse macro-économique

Sur le plan macro-économique, l'analyse néo-classique essaie de rechercher la contribution de l'éducation à la croissance économique. Cette analyse a été particulièrement appliquée à des économies industrielles et a connu différentes étapes qui donnent une certaine phase de la théorie de la croissance.

3.3.2 : Apport de l'éducation dans le fonctionnement de production.

Pour mieux effectuer cette analyse, on a intérêt à appliquer la relation entre le capital et le travail. Afin de respecter le principe de relation entre le capital et le travail, dont nous avons parlé auparavant, on peut dire que les deux concepts suivants seront suffisants pour aborder ces analyses :

- le rôle du capital, dans les fonctions de production, appliqué aux économies en développement ; et
- la nature et le niveau de coefficients de capital appliqués à l'analyse du développement.

3.3.3 : Rôle du capital dans les pays en développement.

Depuis la seconde guerre mondiale, pour analyser la situation, le capital a existé dans la théorie de la croissance économique. La question est de savoir, si le capital est, dans la fonction de production, un facteur complémentaire ou substituable au travail.

Le concept est qualifié et présenté par les théoriciens postkeynésiens dont fait partie Harrod Domar, comme un facteur complémentaire. Or, la conception dite néo-classique, illustrée par la fonction de type Cobb-Douglas, le qualifie comme facteur substituable. Ce concept est présenté par deux auteurs : Philips en 1966 et Solow en 1972.

A ces deux types de fonction correspondent des appréciations différentes du rôle du capital, qui eurent quelques échos en matière de développement.

Rappelons que la fonction de type Harrod-Domar se présente de la façon suivante :

$$G = \frac{\Delta Y}{Y} = \frac{I}{Y} \times \frac{1}{K} \text{ Avec } G \leq G_n : \frac{\Delta L}{L} + P$$

Avec :

G : représentant le taux de croissance du produit,

G_n : représente le taux naturel de croissance du produit,

Y : représente le revenu de la population,

ΔY : représente l'accroissement du revenu de la population,

K : représente le capital,

L : représente le travail,

ΔL : représente l'accroissement du travail,

I : représente l'investissement,

P : représente le taux de progrès technique.

La fonction signifie que le taux de croissance du produit G est proportionnel aux taux d'investissement I. La proportion étant établie par K, le coefficient de capital :

$(I / \Delta Y)$

Supposé constant, c'est dans la limite du taux « naturel » de croissance « G_n », qualifié parfois aussi de maximum et égal à la somme du taux de croissance, du travail ou de la population active $\Delta L / L$ et d'un taux de progrès technique P.

Le capital est une fonction complémentaire du travail, il est important pour l'accroissement de la production.

Si le coefficient marginal du capital $I / \Delta Y$ est égal au coefficient moyen K/Y , et si l'on considère que I représente l'accroissement de capital, l'équation peut s'écrire :

$$G = \text{Min} (\Delta K / K ; G_n)$$

On comprend, dans ces conditions, le rôle accordé au capital par les acteurs qui, au demeurant, ne négligeaient pas dans leurs analyses l'existence d'autres facteurs.

Rappelons aussi, d'autre part, la fonction de types Cobb-Douglas, appliqué de façon dynamique à l'économie globale.

$$(1) G = \frac{\Delta Y}{Y} = \alpha \times \frac{\Delta K}{K} + \mu \quad \text{Ou} \quad Y_t = K^\alpha \cdot L^\beta \cdot e^{\mu t}$$

K : représente le capital,

ΔK : représente l'accroissement du capital,

L : représente le travail (ou le nombre de travailleurs),

Y : représente le revenu de la population,

ΔY : représente l'accroissement de revenu,

μ : représente le taux de progrès technique exogène,

α et β : α représente l'élasticité du produit, par rapport au capi-

tal ;

β représente l'élasticité du produit, par rapport au travail ;

(En l'absence d'économie due à la dimension $\alpha + \beta = 1$).

Selon cette fonction, l'accroissement du capital peut exercer un effet sans limite sur le taux de croissance, mais ne le fait qu'avec une productivité marginale décroissante ($\alpha < 1$), toute chose égale par ailleurs.

Il est clair également que l'on peut déterminer le niveau de la production à l'aide de deux facteurs « capital » et « travail », celui-ci étant considéré comme homogène, sans étudier le rôle du capital, par rapport à ce seul travail.

3.4 : Coefficient du capital dans la planification du développement

Le coefficient du capital, est un concept couramment utilisé dans la théorie et dans l'analyse descriptive de la croissance, ainsi que dans la planification du développement. Dans ce cas, son succès s'explique, non seulement par sa simplicité, mais aussi par des raisons théoriques

La complémentarité des facteurs dominant est présentée ci-dessous.

3.4.1 : Efficacité marginale du capital

L'efficacité marginale du capital c'est le taux d'actualisation qui est appliqué à la somme des revenus nets de l'investissement ; Elle rend la valeur actuelle de cette somme égale au coût de l'investissement.

Le coefficient marginal du capital est une variable de la valeur ajoutée ; Cela représente l'efficacité ou la productivité de l'investissement.

D'où, la fonction du concept brut est égale au concept net

$$(2) \quad I / \Delta Y = \frac{\Delta K + fK}{\Delta Y} = \frac{\Delta K}{\Delta Y} + \frac{f}{G} \cdot \frac{K}{Y}$$

I : représente l'investissement ;

Y : représente le revenu de la population ;

ΔY : représente l'accroissement du revenu

K : représente le capital

ΔY : représente l'accroissement du capital

f : représente le taux de dépréciation du capital

Cette formule nous emmène à passer à la différenciation de la main d'œuvre en deux catégories. D'un côté, il y a la main d'œuvre qualifiée et, de l'autre, la main d'œuvre non qualifiée.

3.4.2 : Différenciation entre main d'œuvre qualifiée et non qualifiée

La différence entre main d'œuvre qualifiée et non qualifiée, c'est la conséquence du fait d'avoir une bonne éducation ou non.

* Main d'œuvre qualifiée

Quand on parle de la main-d'œuvre qualifiée, il s'agit d'un apport positif et concret de l'éducation. Son existence peut favoriser rapidement le développement du pays et, par conséquent, de la région. C'est une condition nécessaire pour combattre l'explosion, aussi bien du taux de chômage que celui de la pauvreté qui touche presque 85 % de la population en milieu rural.

Il est souvent vérifié que la qualification de la main d'œuvre est plus sollicitée que la durée d'expérience. Dans ce cas, la qualification est plus rémunérée que l'expérience ; une main d'œuvre qualifiée est toujours recherchée par l'employeur pour garantir la réussite de son projet.

* Main d'œuvre non qualifiée

Le fait d'être non qualifiée est perçu comme étant les conséquences de l'insuffisance de formation. Tous ceux qui entrent dans la vie professionnelle sans spécialisation sont classés dans la catégorie de main d'œuvre non qualifiée.

Ces deux types de main d'œuvre peuvent dégager des salaires différents que nous pouvons présenter comme suit :

- les agents de la main d'œuvre qualifiée touchent un salaire relativement supérieur, et l'on parle ainsi de "salaire d'existence", et
- les agents de la main d'œuvre non qualifiée touchent un salaire inférieur, et l'on parle, par conséquent, de "salaire de subsistance".

3.5 : Analyse micro-économique

La microéconomie est une science qui étudie les comportements économiques individuels, ainsi que le fonctionnement des marchés et du système général que ces marchés forment ensemble.

Les néo-classiques ont fait l'étude de la rentabilité de l'éducation, pour pouvoir dégager son rôle le plus essentiel. L'objectif est simple, il faut comparer les résultats de l'éducation aux différents coûts, qui incluent le processus de cette éducation et de donner une définition de la rentabilité de l'éducation. Cette analyse est donc particulière-

ment développée par la théorie du capital humain. Les différents concepts apportés par les théoriciens pour évoquer leurs idées sont les suivants :

- le rendement du système scolaire, et
- le passage de la rentabilité privée à la rentabilité sociale

3.5.1: Taux de rendement du système scolaire

Par définition, le rendement c'est la production évaluée par rapport à une norme ou une unité de mesure. Le système scolaire est alors considéré comme tout autre secteur d'activités, qui a un but bien déterminé. Mais le rendement du système scolaire est à la fois quantitatif et qualitatif, car quelques objectifs du système ne sont pas mesurables comme :

- le niveau des enfants passant en classe supérieure, dans une école ; et
- la capacité d'adaptation des enfants pouvant améliorer le taux de réussite à l'examen.

Ce taux est le rapport entre l'effectif des élèves admis et l'effectif total des élèves par classe. Le rendement du système scolaire varie donc selon les résultats d'un établissement, où le taux de promotion par classe est satisfaisant. Il est donc déduit du taux de redoublement et celui de l'abandon, qu'on a constaté dans chaque établissement.

3.5.2 : Passage de la rentabilité privée à la rentabilité sociale

Selon les définitions que nous avons présentées plus haut, l'éducation a pour objectif de former tout homme et tout l'homme. Ainsi, les bienfaits ne resteront pas uniquement au niveau de chaque individu, mais également au niveau de la communauté, donc de la société.

Si un individu dégage, par le biais de l'éducation, une rentabilité par ses activités, il s'agit d'une rentabilité privée. De ce fait, si tous les individus améliorent leur niveau de revenu, grâce à l'éducation, et apportent des effets positifs sur le plan social, on pourra alors parler de rentabilité sociale.

CHAPITRE II : PRESENTATION DE LA REGION ATSINANANA

SECTION I. CARACTERISTIQUES ADMINISTRATIVES

1.1 Localisation

La Région Atsinanana est délimitée : au Nord par la région Analanjirôfo, à l'Ouest par les trois régions, Alaotra Mangoro, Vakinankaratra et Amoron'i Mania, au Sud par la région de Vatovavy Fito Vinany et à l'Est par l'Océan Indien. Sa façade littorale mesure approximativement 285 km, avec une largeur moyenne de 75 km.



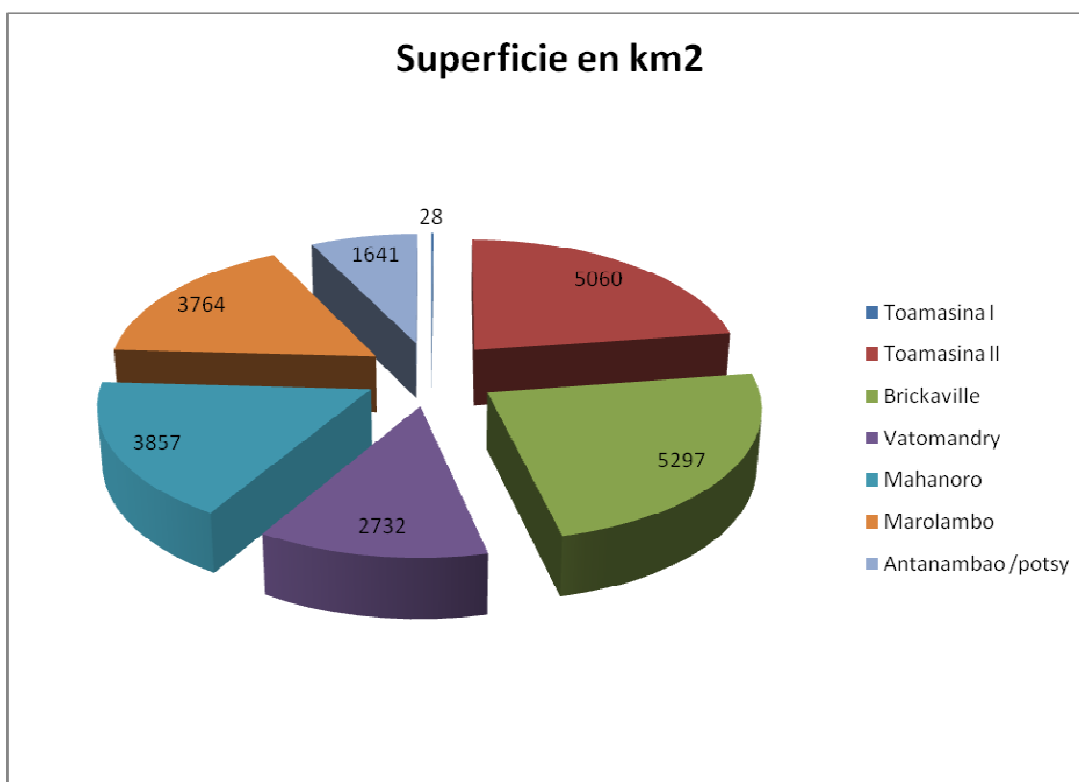
Source : Plan Régional de Développement Atsinanana, Mai 2005.

1.2 : Organisation territoriale

La Région Atsinanana, est une institution politico-administrative, se présentant comme la déconcentration de l'administration centrale. Elle est composée de 7 districts, 84 communes et 1 016 Fokontany. Selon le texte fondamental : la Région est administrée par le chef de Région, nommé par voie de décret, pris en conseil des ministres

Elle est formée de plusieurs instances administratives, dirigées par des chefs de districts, qui eux même sont des fonctionnaires nommés par l'Etat. La plus petite unité administrative de la Région est formée par chaque commune. Il en existe deux types : d'un côté, la commune urbaine, et de l'autre, la commune rurale.

Graphique I : Répartition de la superficie des districts de la Région Atsinanana



Source : Colonnes 1 et 2 de l'annexe I

D'après ce graphe, la région Atsinanana a une superficie de 22 382 km². Cette superficie varie d'un district à l'autre, dont le plus vaste est le district de Mahanoro, qui a une superficie de 5 297 km², suivi du district de Toamasina II, avec une superficie de 5 060 km². Par ailleurs, la plus petite surface est le district de Toamasina I, avec une superficie de 28 km².

1.3 : Caractéristiques géographiques

La Région Atsinanana, comme son nom l'indique, se trouve dans la région Est de Madagascar. Elle est délimitée par cinq régions, et a l'Est par l'océan indien

1.3.1 : Relief

La partie nord de la Région est constituée par une succession de montagnes, avec des forêts naturelles. Elle est constituée aussi par des collines à faibles pentes propices aux cultures de rente et au riz pluvial.

Au sud, le relief de la Région Atsinanana est marqué par l'existence de montagnes peu accidentées et discontinues. On y rencontre également des vallées et des collines couvertes de *savoka*, ainsi que de zones forestières presque inhabitées.

1.3.2 : Végétation

La végétation de la Région Atsinanana est constituée de forêts assez importantes et de Savoka, elle est aussi composée de forêts-parcs dans la zone littorale. Cette végétation varie d'un district à l'autre. Au Nord comme au sud, la couverture forestière est assez dense et il en est de même pour le savoka. Pour le district de Vatohandry, la végétation est constituée en général de plantes aquatiques et de forêts secondaires sur la bande côtière.

1.3.3: Nature du sol

Au nord, la Région Atsinanana présente des sols de type ferrallitique de couleur jaune ou rouge, sensibles à l'érosion et à la dégradation. Au sud de la Région Atsinanana, les sols sont de type argileux, suivis de ceux composés de sables et de cailloux. Il y a aussi des sols cristallins à épaisse couverture latéritique, et enfin, il existe aussi des sols alluvionnaires sableux et des dunes.

1.3.4 : Hydrographie

Comme la Région Atsinanana se trouve au bord de l'Océan Indien, beaucoup de cours d'eau y déversent leurs eaux. Au nord, on peut citer les fleuves Onibe et Ivoloïna se trouvant dans le district de Toamasina II. Ensuite, il faut signaler le Canal des Pangalanes reliant Toamasina et Manakara. Enfin, dans le sud, il y a les fleuves Mangoro et Manampontsy, respectivement dans le district de Mahanoro et d'Antanambao Manampontsy.

1.3.5 : Climat

La région Atsinanana est caractérisée par un climat tropical chaud et humide, presque toute l'année. La moyenne pluviométrique est de 3 420 mm soit 250 jours de pluie en moyenne par an.

La saison chaude et pluvieuse s'étale de Décembre à Mars et se caractérise par des pluies fines, elle se situe entre Mai et Août. Le mois d'octobre reste le plus sec, avec seulement 89 mm de pluie. En moyenne, la température varie entre 20 et 26 °C.

SECTION II. SITUATION DEMOGRAPHIQUE

Les données démographiques jouent un rôle très important dans toutes les études sur le développement, tant au niveau social qu'économique. La connaissance de l'évolution de la population, ainsi que sa structure, permet de déceler les problèmes qui pourraient menacer la situation socio-économique d'une région, ou d'une localité étudiée. L'étude permet de déterminer certains indicateurs tels que la population scolarisable, ou d'éclaircir la situation de l'offre et de la demande, soit pour l'emploi, soit pour l'éducation. Elle donnerait en effet la possibilité d'évaluer, entre autres, le taux de scolarisation, le pourcentage de la population active, la répartition de la population urbaine et rurale, la répartition de la population par sexe, et de faire une projection bien déterminée.

2.1 : Tendance de l'évolution de la population

Nous présentons dans le tableau ci-dessous l'évolution de l'effectif de la population de 2002 à 2007.

Tableau n°1 : Evolution de l'effectif de la population de 2000 à 2007

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Effectif	1 047 535	1 081 433	1 117 119	1 153 984	1 192 694	1 231 405

Source : Direction Régionale de l'INSTAT, Toamasina Octobre 2010

L'enquête emploi faite au niveau de la **Direction Régionale de l'INSTAT Toamasina** a permis de savoir que l'effectif du nombre de la population dans la région Atsinanana a été de 1 047 535 en 2002. Depuis cette année, la population n'a pas cessé de croître. De 2002 à 2007, elle a augmenté de 14,93 %, c'est-à-dire avec un taux d'accroissement annuel moyen de 3,95 %.

2.2 : Facteurs d'évolution de la population

L'évolution de la population, dans un pays ou dans une région, est expliquée par deux facteurs. Le premier est le mouvement naturel, tandis que le deuxième est le solde migratoire.

2.1.1 : Mouvement naturel

Le mouvement naturel résulte de la différence entre les naissances et les décès. L'augmentation de la natalité à Madagascar, y compris la région Atsinanana, est palpable depuis le progrès de l'hygiène et de la médecine. Ce dernier entraîne l'accroissement de la naissance et la diminution des décès. Ce progrès est donc la cause principale de l'expansion démographique.

2.1.2 : Solde migratoire

Le solde migratoire est la différence entre l'immigration et l'émigration. La région Atsinanana, où se trouve la ville de Toamasina, deuxième ville de la Grande Île, après la capitale, possède un effectif important de population. Cette importance pourrait s'expliquer par le mouvement migratoire. La majorité des immigrants est le résultat, soit de l'exode rural, soit du déplacement d'autres ethnies. La raison principale est que la ville de Toamasina, récemment qualifiée de capitale économique, est réputée pour l'importance d'offres d'emploi, grâce à l'existence de divers projets économiques.

2.3 : Structure de la population

Nous allons voir dans la structure de la population, la tranche d'âge des différents sexes.

Tableau n°II : Structure de la population de la région Atsinanana par sexe et par tranche d'âge, en 2007

Groupe d'âge	Sexe					
	Masculin	%	Féminin	%	Total	%
[0 - 5[	110 811	18,02	108 874	17,65	219 684	17,84
[5 -10[	94 617	15,39	92 505	14,91	187 122	15,19
[10 -15[	76 118	12,38	76 207	12,35	152 325	12,37
[15 -20[	58 723	9,55	60 268	9,77	118 991	9,66
[20 -25[	52 110	8,48	53 609	8,70	105 719	8,58
[25 -30[	47 981	7,80	50 081	8,12	98 061	7,96
[30 -35[	38 650	6,28	40 727	6,60	79 377	6,44
[35 -40[	33 398	5,43	33 336	5,40	66 735	5,41
[40 -45[	28 209	4,49	27 451	4,45	55 661	4,52
[45 -50[	22 823	3,71	21 743	3,52	44 566	3,62
[50 -55[	16 248	2,64	15 098	2,45	31 346	2,54
[55 -60[	10 707	1,74	11 320	1,83	22 017	1,78
[60 -65[	9 137	1,48	10 108	1,64	19 246	1,56
[65 -70[	6 825	1,11	7 266	1,18	14 092	1,14
[70-75[	4 703	0,65	4 689	0,76	9 391	0,76
[75-80[	2 213	0,36	2 175	0,35	4 388	0,35
80 et +	1 374	0,22	1 311	0,21	2 658	0,21
Total	614 648	100,00	616 757	100,00	1 231 405	100,00

Source : Direction Régionale de l'INSTAT, Toamasina, Octobre 2010

L'effectif de la population résidente dans la région Atsinanana, au milieu de l'année 2007 était de 1 231 405. Cette population a un caractère juvénile, car 55,06 %

ont moins de 20 ans. En ce qui concerne la structure de la population par sexe, la proportion est, dans l'ensemble, 49,91% pour le sexe masculin, contre 50,09% pour le sexe féminin. Quant à la tranche d'âge de 18 à 60 ans, correspondant à la population active, elle représente 45,48% de la population totale. Cette population active constitue un atout important pour l'exploitation des potentialités économiques.

2.4 : Répartition spatiale de la population de la région Atsinanana

La région Atsinanana est composée de 7 districts, et bien évidemment, chaque district à sa superficie. A cause de cela, la densité de la population au km² est différente pour chaque district.

2.4.1 : Répartition de la région Atsinanana par district

Le tableau qui va suivre montre la répartition de la population de la région Atsinanana par district, au cours de l'année 2007.

Tableau n°III : Répartition spatiale de la région Atsinanana au cours de l'année 2007

Fivondronana	Population	Superficie (km ²)	Densité (hab. / km ²)
Antanambao Manampontsy	37 194	1 641	23,0
Brickaville	190 636	5 297	35,0
Mahanoro	257 174	3 857	7,0
Marolambo	145 934	3 764	4,0
Toamasina GCU	217 950	28	7,8
Toamasina II	207 559	5 063	40,0
Vatomandry	174 968	2 732	64,0

Source : Direction Régionale de l'INSTAT, Toamasina, Octobre 2010

Au milieu de l'année 2007, en moyenne, la densité est de 55 habitants au km² dans la région Atsinanana. Cette densité varie d'un district à un autre. La densité la plus élevée est celle du district de Toamasina I, avec 7 783 habitants au km². Par contre, la densité la plus faible est celle du district de Marolambo. Cette inégalité du peuplement de notre région pourrait s'expliquer par diverses raisons.

Premièrement, l'afflux démographique dans le district de Toamasina I peut être expliqué par l'arrivée sans cesse de travailleurs à la recherche d'emploi, car le site dis-

pose d'un environnement économique plus rentable, mais cela peut aussi s'expliquer par le fait que le district de Toamasina I se trouve dans un domaine très restreint : 28 km², la plus petite superficie de la région. La densité de la population la plus faible est celle du district de Marolambo : 4 habitants au km². Cette faiblesse de la densité de la population peut être expliquée par la nature géographique et l'inaccessibilité routière (zone située à l'extrême sud de la région, elle est enclavée). Cette situation fait que c'est un district en contexte socio-économique isolé.

Deuxièmement, le district de Vatomaniry possède la densité de population proche de la moyenne de la région, avec 64 habitants par km². C'est à dire qu'après le district de Toamasina I, le district de Vatomaniry prend le deuxième rang. Cela peut s'expliquer par l'environnement économique (potentialités économiques : terrestre, marine et destination pour les touristes) du district, mais peut être aussi par la superficie qui est encore assez restreinte, (2 732 km²).

2.4.2: Répartition de la population par milieu.

Nous l'avons dit plus haut, la région Atsinanana est divisée en 7 districts, ces districts sont composés de deux milieux différents, à savoir le milieu urbain et le milieu rural. Nous allons les voir dans le tableau suivant.

Tableau n°IV : Evolution de la population par milieu de 2002 à 2007

Année	2002	2003	2004	2005	2007	%
Région	1 047 535	1 081 433	1 117 119	1 153 984	1 231 405	100,00
Milieu urbain	290 508	299 956	309 854	320 079	341 553	27,74
Milieu rural	757 028	781 477	807 265	833 905	889 852	72,26

Source : Direction Régionale de l'INSTAT, Toamasina Octobre 2010

Étant donné que la région Atsinanana est composée de 7 districts, elle peut être répartie en deux milieux distincts, la population urbaine et la population rurale. Au milieu de l'année 2007, la répartition de la population de la région Atsinanana par zone d'occupation permet de connaître que la proportion de la population urbaine est de 27,74 % de la population de la région, soit 341 553 habitants, tandis que la proportion de la population habitant la zone rurale est de 72,26 % de la population de la région, soit 889 852 habitants. Cette large différence entre l'occupation en zone urbaine et en

zone rurale pourrait s'expliquer par diverses raisons. D'abord, la subdivision en zone urbaine et en zone rurale, est un phénomène inévitable. Ce qui nous intéresse, c'est d'expliquer l'écart de proportion entre ces deux zones. Les proportions 27,7 % et 72,3 %, respectivement pour la population urbaine et pour la population rurale sont identiques à la proportion nationale.

Aux environs de 30 % de la population malgache seulement vivent dans les zones urbaines, et le reste dans les zones rurales. On peut aussi expliquer ce large écart de proportion entre zone rurale et urbaine par le fait que seuls deux districts sur les sept possèdent une commune urbaine (Toamasina I et Vatoman-dry), le 5 autres sont classées parmi les communes rurales, même si elles sont des districts.

SECTION III : ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES

Avant tout, la ville de Toamasina est la capitale économique du pays. Cela Pour nous dire que la région Atsinanana est une des régions à forte potentialité économique, qui lui permettrait d'atteindre le développement social.

3.1 : Environnement socio-économique

Comme nous l'avons déjà annoncé ci-dessus, la région Atsinanana a une potentialité économique importante.

3.1.1 : Potentialités économiques de la région

L'existence du grand port fait de Toamasina la première ville commerciale de la Grande Île. Il donne aussi une grande opportunité, face aux firmes à vocation commerciale, nationale ou internationale, existant dans le pays, et dont la majorité est installée dans la ville de Toamasina.

Tableau n°V : Evolution des entreprises dans la région Atsinanana selon leur forme juridique de 2004 à 2007

Désignation	2004	2005	2006	2007
Entreprise individuelle	2 732	1 388	2 335	1 644
Société	102	55	103	113
Entreprise artisanale	148	44	44	46
Autres formes juridiques	16	46	42	35

Source : Direction Régionale de l'INSTAT, Toamasina, Octobre 2010

Dans ce tableau, nous voyons que beaucoup d'entreprises sont installées dans la région. La majorité de celles-ci sont des entreprises individuelles. Ensuite, viennent les entreprises de type « société », et enfin les autres types d'entreprises.

La région Atsinanana dispose d'une particularité au niveau du climat et celui du relief. Pour le climat, il est chaud et humide, presque toute l'année, et quant au relief, c'est une zone littorale. Cela permet à la région d'avoir une potentialité productrice considérable. On y trouve des cultures vivrières et industrielles, mais surtout les produits destinés à l'exportation, tels que les letchis, le café et le girofle. Grâce à ses potentialités, la région détient le premier rang au niveau du pays. Il faut aussi tenir compte du développement de la création des entreprises, surtout depuis quelques années, comme les petites et moyennes entreprises ou PME. Récemment, l'installation de l'entreprise d'extraction minière, e « projet Ambatovy » à Toamasina a accéléré le développement économique, d'abord de la ville, de la région, et même de la nation toute entière. Cela constitue des avantages aussi bien économiques que sociaux.

3.1.2 : Emploi

L'enquête faite par la **Direction Régionale de l'INSTAT, Toamasina**, au milieu de l'année 2007, permet de recenser la structure des emplois par branche d'activité dans la région Atsinanana. On voit que la proportion des activités dans le secteur primaire reste importante¹, c'est-à-dire 82 % des activités totales. Ce taux est logique, car la proportion au niveau national de la population travaillant dans le secteur primaire est encore estimée à plus de 75 %. Cela peut être expliqué par le fait que la majorité de la population sont des ruraux, ils pratiquent l'agriculture. Et même les personnes habitant la ville pratiquent des activités parallèles. En dehors de leur horaire de travail quotidien,

¹. CF. Annexe II Structure des emplois par branche d'activité selon le niveau d'instruction

ils exploitent une petite ferme, ou s'adonnent à des activités agricoles. Ensuite, on peut aussi l'expliquer par le fait que ce secteur, dans notre région, ne nécessite parfois pas d'instructions, car on estime que 92,3 % des individus dans ce secteur n'ont pas d'instruction, et 86,5 % ont terminé l'enseignement primaire.

La proportion de gens pratiquant les activités du secteur secondaire est très minime, c'est-à-dire estimé à 9,7 % de l'ensemble des activités. Cela pourrait s'expliquer par l'absence ou l'insuffisance de centres de formation professionnelle requise pour la demande des entreprises locales. On peut aussi expliquer cette proportion par le fait que l'industrie ou l'artisanat demande un certain niveau d'instruction ou une technique particulière, pour faire quelques tâches. Les personnes sans instruction n'ont aucune chance d'être embauchées dans le secteur, et les personnes n'ayant atteint que le niveau primaire, ont même très peu de chance de l'être. Par exemple, en ce qui concerne les personnes qui travaillent dans le secteur textile et l'industrie alimentaire, seulement 0,6 % ont le niveau primaire.

La part des gens travaillant dans les activités tertiaires est estimée à 14.6 %. Cela peut être expliqué, tout d'abord par le développement, surtout depuis quelques années, du secteur tertiaire, par rapport au secteur secondaire, dans notre région, C'est-à-dire, l'expansion des services privés, de l'administration, de l'enseignement, du commerce et du transport. Les personnes diplômées peuvent s'adapter facilement à ces genres d'activités, quelles que soient leurs capacités. Surtout, dans notre région, l'opportunité de la formation supérieure est compatible avec la demande des services locaux, estimée à 63 % des activités demandant ce niveau.

3.1.3 : Revenu.

Le niveau de revenu par tête est classé parmi les indicateurs économiques, il est obtenu à partir du niveau de la consommation par tête de population, dans un milieu donné. Dans la région Atsinanana, le tableau ci-après récapitule les données chiffrées qui la concerne.

Tableau n°VI : Consommation par tête, suivant le niveau d'instruction, par milieu.
(Ressource annuelle, unité : Ariary)

Désignation	Urbain	Rural	Ensemble
Sans instruction	209 438	239 031	229 890
Primaire	288 795	266 127	267 563
Secondaire	384 465	333 616	364 491
Supérieur	613 105	515 331	621 070
Ensemble	341 133	271 667	287 700

Source: Direction Régionale de l'INSTAT, Toamasina, 2005

La consommation est le terme qui exprime la manière de satisfaire les besoins des êtres humains, à partir des biens ou des services. Il faut noter aussi que cette consommation est différente, d'une personne à une autre, et surtout d'une ressource à une autre.

Pour clarifier cette différence de consommation, l'analyse micro-économique stipule que **"la propension marginale à consommer par chaque individu est fortement liée au niveau du revenu qu'il a obtenu"**. Mais il faut aussi noter que la ressource financière est différente d'un foyer à un autre. La différence de niveau d'instruction antérieurement obtenue est un des facteurs pouvant expliquer ce phénomène. Le revenu est proportionnel au niveau d'instruction : donc le revenu est plus important pour les individus qui ont un niveau d'instruction élevé et vice versa. Si les personnes qui ont atteint le niveau primaire perçoivent 288 795 de revenu annuel, les personnes qui ont un niveau secondaire gagneront plus, soit 384 465 et cela sera beaucoup plus important, c'est-à-dire 613 105, pour les personnes qui ont pu atteindre le niveau supérieur. Enfin, il faut aussi ajouter que la consommation est aussi un phénomène obligatoire pour chaque individu. C'est pourquoi, mêmes les individus, qui n'ont aucun niveau d'instruction, font toujours des dépenses de consommation. Celle-ci est de 229 890 Ariary par an, en moyenne, pour toute la région.

3.2 : Santé

La santé fait partie des éléments fondamentaux de la vie sociale. L'impact de la maladie, y compris le SIDA et la malnutrition doit être envisagé comme faisant partie d'un problème de développement multisectoriel, dont l'éducation doit tenir compte. Les autorités nationales, la société civile et les organismes donateurs peuvent participer à

l'élaboration des stratégies pour renforcer le rôle de l'éducation dans la promotion du développement durable.

3.2.1 : Problème de la maladie

Les maladies courantes qu'on trouve dans la région Atsinanana sont : le paludisme simple, la maladie diarrhéique, la fièvre qui compromettent systématiquement les capacités du secteur de l'éducation puisqu'elles entraînent des pénuries d'enseignants et de personnel éducatif. En outre elles augmentent la vulnérabilité des enfants et des apprenants, et posent des difficultés nouvelles en matière de planification. Cela nécessite des services et des infrastructures sanitaires, afin de mieux soigner la population active et surtout la force productive, à court ou à long terme. Quant à la région Atsinanana, le personnel Administratif à la DRSP, par nombre et par catégorie est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau n°VII : Personnel Administratif par nombre et par catégorie à la DSRP Atsinanana

Désignation	Catégorie	Nombre
Concepteur	VIII	7
Réalisateur	VI	4
Réalisateur Adjoint	V	8
Intendant des hôpitaux	V	3
Technicien supérieur	IV	1
Encadreur	III	24
Economiste des hôpitaux	III	4
Adjoint d'Administration	III	6
Opérateur	II	22
Assistant d'Administration	II	22
Assistant de service	II	6
Total		107

Source : Direction Régionale de la Santé publique, Octobre 2010

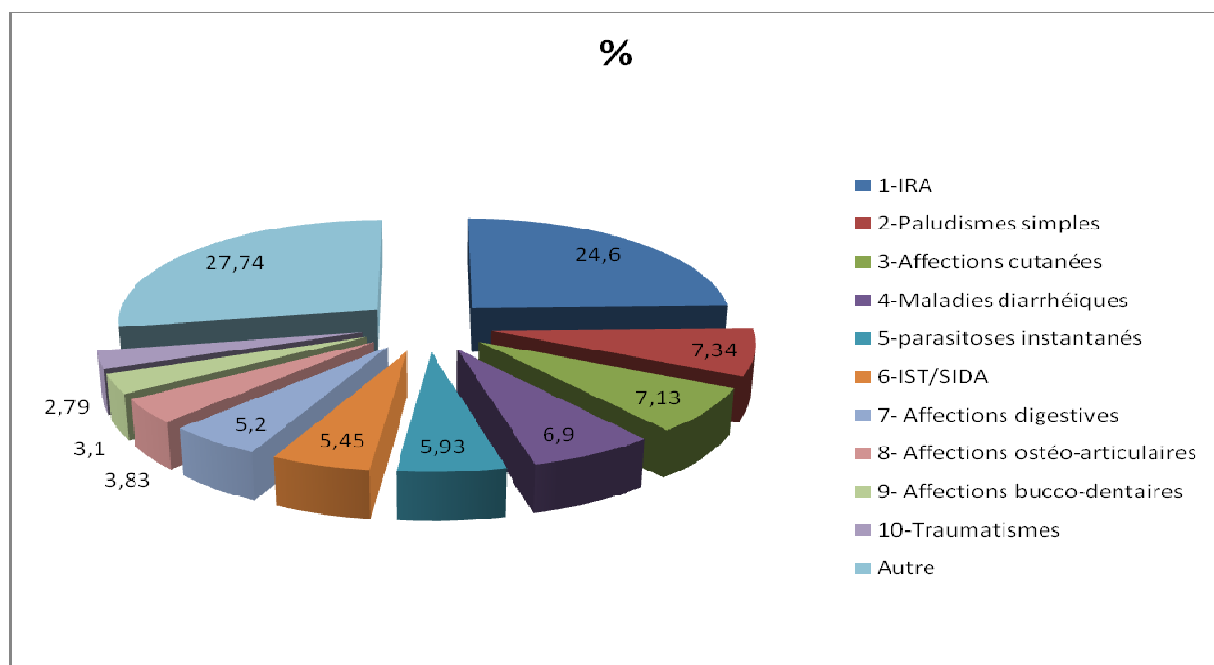
Dans la Direction Régionale de la Santé Publique ou DRS Atsinanana, le personnel administratif est le plus nombreux, celui des encadreurs suit, puis les opérateurs et les assistants Administratifs. Par contre, il n'y a qu'un seul technicien supérieur, cela veut dire que cette région manque de personnel expérimenté dans le domaine sanitaire, parce qu'un seul technicien supérieur s'occupe d'une population de 1.231.405

habitant, en 2007. C'est donc pour cette raison que la région Atsinanana n'est pas tout à fait en sécurité, en termes de santé. Il est donc nécessaire de renforcer le secteur par le biais de la formation supérieure, en commençant par l'éducation de base, pour bien sécuriser toutes les personnes.

3.2.2 : Principales pathologies

Le graphe ci-dessous montre la répartition des dix principales pathologies, qui touchent l'homme en général, et la région Atsinanana en particulier.

Graphe n°II : Répartition des principales pathologies



Source : Colonnes 1 et 2 de l'annexe III

Le tableau ci-dessus nous montre les dix principales pathologies qui touchent l'homme en général, et dans la région Atsinanana en particulier. Selon la DSRP, c'est l'IRA qui touche la majorité de la population, surtout les gens âgés de 1-4 ans et 25 ans et plus. Elle représente 24,60% de la pathologie. Vient ensuite l'IST/SIDA. D'après ce tableau, c'est à partir de 15 ans que les personnes sont atteintes de l'IST/SIDA, parce que c'est à partir de cet âge que l'individu pratique le rapport sexuel. Le SIDA est une maladie transmissible, surtout à travers les relations sexuelles ; il est incurable, d'où l'augmentation des personnes sidéennes, le nombre va de 8 291, pour atteindre 13594.

3.3 : Tourisme

Dans le classement économique, le tourisme est classé dans le secteur tertiaire, car il s'agit, dans la majorité des cas, d'une prestation de service. Dans cette perspective, le concept de tourisme vise toujours des fins économiques. Il faut noter qu'il figure parmi les éléments déterminants de l'économie, aussi bien nationale que régionale.

3.3.1 : Définition

Le mot tourisme signifie, pour une personne ou un groupe de personnes, voyager d'un lieu à un autre ; En d'autres termes, il s'agit de se promener et de découvrir de nouveaux sites, ou bien de changer d'air, que ce soit au niveau régional et national qu'international. Mais le déplacement systématique ou périodique d'un opérateur économique, qualifié de « *voyage d'affaires* », est aussi classé dans ce concept de tourisme.

3.3.2 : Tourisme dans la région Atsinanana

L'« éco-tourisme » est actuellement le terme célèbre, utilisé dans le but de développer la part de ce secteur dans l'économie, en général. La partie sud de l'île est la première destination des touristes à Madagascar. Dans la région Atsinanana, auparavant, ce secteur n'était pas encore très développé, mais actuellement, comme la région est devenue le centre économique du pays, depuis quelques années, le nombre de visiteurs ne cesse d'augmenter, ainsi que les infrastructures relatives à ce secteur.

Selon *MEFT, ADEMA, DCE, INSTAT*, de 2004 à 2007, le nombre de visiteurs croît respectivement de 28 784 à 344 348, de janvier à décembre. Soit un accroissement moyen annuel de +11,9 %. Autrement dit : +11,9 %, d'accroissement apporté par ce secteur à l'économie globale, chaque année.

Par conséquent, ce taux d'accroissement permet aux entreprises hôtelières et de restauration d'améliorer le service qu'ils offrent : infrastructures, gamme de service, effectifs du personnel, pour s'étendre à l'amélioration du revenu de chaque unité économique concernée.

Le tableau, ci-dessous, nous montre l'évolution de l'emploi concernant ce secteur, de 2003 à 2007. On voit que en 2003, le nombre des hôtels, de restaurants était encore de 14 809, il s'élève jusqu'à 18 850, en 2007. Cela pourrait s'expliquer par le démarrage de l'économie nationale en 2003, après la crise de 2002, alors que l'économie est en phase de stabilité en 2007, d'où son augmentation progressive. Il en est de même des guides touristiques.

Tableau VIII : Evolution des emplois directs concernés par le secteur. (En unité)

Désignation	2003	2004	2005	2006	2007
Personnel d'établissement hôtelier	14 809	15 906	16 877	17 805	18 850
Personnel d'agence de voyages	3 781	3 939	4 310	4 527	4 770
Guides touristiques	46	52	60	77	106
Total	18 636	19 897	21 247	22 409	24 726

Source : Entreprises de voyage et de prestations touristiques. (MEFT), Octobre 2010

En 2007, de nouvelles infrastructures et des entreprises touristiques ont été créées, à savoir 1 405 chambres additionnelles, 164 établissements d'hébergement et de restauration et 61 entreprises de voyage et de prestations touristiques.

Tableau XIX : Etablissements touristiques créés en 2007.

Désignation	Nombre
Etablissements d'hébergement et de restauration	164
En/prise de voyage et de prestations touristiques	61

Source : Ministère de l'Environnement, des Forêts et du Tourisme, MEFT, Octobre 2010

3.4 : Pratique religieuse

La population dans la Région Atsinanana est en majorité chrétienne. Toutes les religions qui existent dans le monde existent aussi dans cette région. Comme dans le monde entier, la religion catholique est très dominante dans la région Atsinanana, on la trouve dans chaque district ou commune, et même dans les Fokontany. Même si cette religion se propage et que la population est croyante, elle respecte toujours les coutumes traditionnelles, comme le *tromba*.

Lorsqu'on parle de religion, on ne peut pas oublier l'éducation des adultes et des enfants, parce que chaque fois qu'ils vont prier à l'église, chaque dimanche, il y a toujours transmission de diverses pratiques par les prêtres, c'est cela l'éducation des adultes. Chaque institution religieuse met à la disposition du public plusieurs établissements scolaires confessionnels qui offrent des services à des prix plus ou moins abordables.

Nous venons de voir les informations d'ordre général concernant la région Atsinanana. Maintenant, nous allons voir l'éducation dans la région Atsinanana.

CHAPITRE III. ÉDUCATION DANS LA RÉGION ATSINANANA

SECTION I : CARACTERISTIQUES ET QUELQUES DIVERGENCES ENTRE L'ENSEIGNEMENT GENERAL PUBLIC ET PRIVE

1.1 : Caractéristiques

L'enseignement général public ou privé mène le même combat pour atteindre les mêmes objectifs. Ce type d'enseignement est censé transmettre toutes les connaissances jugées nécessaires et utiles pour éduquer les enfants.

1.1.1 : Formation

La formation est dispensée selon un cycle plus ou moins long. Et l'on parle alors de moyen ou de long terme. Mais sa durée dépend de l'ambition de chaque individu qui suit l'enseignement. La plupart du temps, les parents envoient d'abord leurs enfants suivre l'enseignement général, car c'est la forme d'éducation la plus courante et la plus accessible. C'est en quelque sorte à la fois une tradition et une routine.

1.1.2 : Destination finale

Les organismes des Nations Unies, responsables de l'éducation au niveau mondial, tels que l'UNESCO et l'UNICEF, préconisent à ce que la majorité des élèves atteignent au minimum la fin du Niveau II. Il est souhaitable qu'ils puissent obtenir le diplôme de Brevet d'Etudes du Premier Cycle de l'Enseignement Secondaire ou BEPC. Si les élèves quittent le système éducatif avant d'atteindre ce niveau, on peut conclure que son efficacité interne est remise en question.

Par ailleurs, selon les Objectifs du Millénaire pour le Développement ou OMD, l'universalisation de l'enseignement primaire, par la mise en œuvre de l'Education Pour Tous ou EPT figure parmi les dix premières priorités. L'objectif est que chaque citoyen puisse avoir un minimum de connaissances, pour affronter les difficultés de la vie quotidienne. En outre, il faut aussi **former des cadres et assurer la relève dans le pays**. Donc, « ***l'éducation est une accumulation d'investissements, c'est-à-dire des dé-***

penses à l'heure actuelle, mais, elle pourra produire un supplément de richesses, demain ». Pour que chaque individu puisse atteindre cet objectif, il faut qu'il puisse continuer ses études le plus longtemps possible.

1.2 : Quelques divergences entre l'enseignement public et l'enseignement privé.

Nous venons de voir certains points caractéristiques de l'enseignement général, qu'il soit public ou bien privé. Maintenant, nous allons voir les différences qui peuvent exister entre les deux.

Dans le privé, les enseignants tiennent compte de la personnalité de chaque enfant, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne. La pédagogie est exclusivement axée sur la réussite de chaque enfant. Dans le public, les enseignants, quoiqu'ils disent ou qu'ils veulent prouver, sont toujours en train de se plaindre de leurs conditions de travail, soit ils n'ont pas assez de matériel, soit les classes sont surchargées, soit les parents démissionnent, soit les enfants sont difficiles à mener. Bref, la réussite de leurs élèves n'est importante, parce que la plupart des enseignants du public, qui eux, effectivement, prennent leur métier à cœur.

La grande différence : l'affection des enseignants pour nos enfants à l'école privée, alors qu'ils représentent qu'un simple outil de travail dans le public. Pour l'administration, Comme nous l'avons déjà évoqué ci-dessus, l'enseignement public et privé se distinguent tout d'abord par la manière de gérer les affaires entre eux.

L'enseignement public est géré par l'administration publique, l'Etat prend en charge presque la totalité des dépenses, comme les dépenses d'infrastructures (bâti-ments scolaires, tables bancs,...), les dépenses de fonctionnement (fournitures consommables, divers) et les dépenses liées aux ressources humaines. Il y a une participation des parents, plus ou moins minime, pour la scolarisation de leurs enfants.

Pour ce qui concerne l'enseignement privé, sa gestion, et son organisation sont entièrement entre les mains du gérant propriétaire, qui assume la totalité des dépenses. Les parents participent seulement par l'intermédiaire des droits ou des écolages.

1.3 : Qualité de services offerts

Nous avons déjà vu la différence entre l'enseignement général public et l'enseignement privé. Nous allons maintenant voir les infrastructures à la disposition de chaque établissement. La plupart du temps, la qualité du service éducatif joue un rôle très important sur l'efficacité du système éducatif. On admet que l'enseignement général public possède plus d'infrastructures que le privé, du fait que l'Etat dispose de budget conséquent, de planification rigoureuse pour la réhabilitation, ou bien la construction des bâtiments scolaires. Tandis que pour l'enseignement général privé, tout dépend de son envergure (nombre d'élèves et des partenaires potentiels) pour pouvoir réaliser ses projets.

Mais actuellement, surtout dans les villes, si l'on parle des infrastructures, notamment les fournitures techniques et consommables, l'enseignement général privé détient le premier rang. Cela est dû aux difficultés que rencontre l'Etat pour financer l'expansion des établissements scolaires dans toute l'île.

La qualité des services offerts par l'enseignement public et l'enseignement privé est différente. Par exemple, au niveau de l'application de la discipline, les établissements privés sont plus rigoureux, par rapport aux établissements publics. Les infrastructures dont dispose chacun d'entre eux est un indicateur de l'efficacité de l'un ou de l'autre. Pour pouvoir distinguer ou connaître la qualité du système éducatif, nous allons voir, maintenant, la qualité de service en niveau I.

SECTION II : QUALITE DE SERVICES OFFERTS POUR LE NIVEAU I

A Madagascar, l'enseignement primaire ou éducation de base, ou également le niveau I, a une durée de 5 ans, du CP1 au CM2. Les problèmes rencontrés par ce niveau d'enseignement concernent surtout les infrastructures scolaires et l'effectif du personnel enseignant. Ces deux éléments sont les moteurs du fonctionnement de l'enseignement. Des indicateurs permettent d'évaluer la qualité du service offert. L'analyse, y afférente, sera réalisée respectivement pour le secteur public et celui du privé ; entre deux années scolaires : 2001-2002 et 2005-2006.

2.1 : Qualité de services offerts en niveau I public

L'analyse de la qualité de service sera réalisée à partir de trois points : le ratio Elèves par Maître ou E/M, le ratio Elèves par Salle ou E/S et le Pourcentage de Classes Multigrades ou % CMG. Ces trois éléments permettent d'apprécier, aussi bien les conditions de travail des enseignants que celles de l'apprentissage des élèves. Le tableau y afférent est présenté ci-dessous.

Tableau n°X : Indicateurs de qualités de services du Niveau I public en 2001-2002 et 2005-2006

CISCO	2001 - 2002			2005 - 2006		
	E / S	E / M	% CMG	E / S	E / M	% CMG
Antanambao Manampontsy	65	65	45	76	60	33
Brickaville	56	64	55	59	55	47
Mahanoro	79	76	46	70	68	34
Marolambo	57	69	58	67	44	37
Toamasina I	40	47	0	47	53	0
Toamasina II	67	61	54	66	52	36
Vatomandry	65	61	49	68	57	23
Ensemble	64	62	46	68	57	32

Source : Service de la Planification, DREN Atsinanana, Annuaire Statistique, Février 2011.

Nous allons donc analyser successivement ces trois indicateurs pour pouvoir apprécier la qualité du service en niveau I, dans chaque CISCO et dans l'ensemble de la Région.

2.1.1: Ratio élèves par salle de classe ou E / S

Si la norme est de 50 élèves par salle de classe, la Région affiche un E / S de 64 en moyenne. Par rapport à la norme, il y a un excédent de 14 élèves par salle. Cela signifie que les conditions d'apprentissage des élèves ne sont pas satisfaisantes : insuffisance d'espace vital et difficulté de gestion de la répartition des élèves en classe.

En comparant les deux années scolaires, nous constatons que ce ratio, au lieu de s'améliorer, devient de plus en plus inquiétant. Cela signifie que, soit le nombre de salles de classe diminue, faute d'entretien, soit l'effectif des élèves scolarisés a augmenté d'une manière exponentielle, d'une année à l'autre. En d'autres termes, il y a inadéquation du nombre de salles de classe disponibles et de l'effectif des élèves scolarisés.

Et au niveau de la CISCO, pour l'année 2001-2002, ce ratio est différent, d'une CISCO à l'autre. Le plus élevé est constaté à Mahanoro et à Toamasina II, et il est respectivement égal à 79 et 67. Pour l'année 2005-2006 à Toamasina II, ce ratio s'améliore, grâce à l'augmentation du nombre de salles de classe nouvellement construites. Par contre, pour Mahanoro, le problème persiste et il en est de même pour Antanambao Manampontsy.

A cet effet, comme nous l'avons dit plus haut, il y a inadéquation du nombre de salles de classe disponibles et de l'effectif des élèves scolarisés. En outre, les zones rurales sont moins considérées par rapport aux zones urbaines. Parce que pour le cas du CISCO de Toamasina I, le ratio élèves salle de classe respecte la norme, car pour les deux années, il est respectivement de 40 et 47. On peut donc dire que la qualité du service dans les écoles publiques dans la région Atsinanana mérite d'être considérée d'une manière sérieuse et rationnelle.

2.1.2: Ratio élèves enseignants

Par la norme nationale, chaque enseignant doit prendre en charge au maximum 50 élèves. Pour la région Atsinanana, la norme est largement dépassée, car la moyenne est de 62 élèves par maître. Il y a donc un excédent de 12 élèves par rapport à la norme. On peut donc conclure que l'apprentissage des élèves est dérisoire ; l'enseignant ne peut pas suivre individuellement ses élèves. L'inadéquation, nombre d'enseignants disponibles et effectif des élèves en classe, est notoire.

En comparant les deux années scolaires, ce ratio s'est amélioré, mais malheureusement, n'a pas encore atteint la norme. Cela signifie donc qu'il y a un effort à fournir au niveau de l'Etat pour le recrutement des enseignants. De la même manière, l'Association des Parents d'Elèves ou FRAM doit contribuer activement pour augmenter le nombre des enseignants.

Ce ratio est différent pour chacun des sept districts. En 2001-2002, le problème est crucial pour Mahanoro, et Marolambo avec 69 et 76. Cela signifie que la répartition des enseignants n'est pas équitable et ce sont les zones enclavées qui en souffrent le plus. Il en est de même pour Mahanoro mais la norme n'est pas encore atteinte. Pour Antanambao Manampontsy ce ratio a également augmenté.

Cette situation fait augmenter le pourcentage des classes multigrades. En effet, l'insuffisance d'enseignants conduit les chefs d'établissement à mettre en commun des années d'études différents pour constituer des classes multigrades. Par ailleurs, la plupart du temps, l'horaire hebdomadaire d'enseignement tend à diminuer, passant de 27 heures 30 à 25 heures. Il y a des cas, où cet horaire descend jusqu'à 15 heures, si les classes utilisent une même enseignant en deux périodes différentes. Dans ces cas, on parle de classe à mi-temps ou de classe à temps partiel, car la norme est la classe à plein temps.

2.1.3 : Pourcentage des classes multigrades

A cause de l'insuffisance du nombre d'enseignants, le pourcentage de classes multigrades est assez important dans la région Atsinanana. En moyenne, celui-ci est de 46 % pour la région toute entière. Apparemment, ce taux n'est pas du tout inquiétant, mais cependant, certaines CISCO, surtout celles qui sont enclavées sont victimes.

En comparant les deux années scolaires, on constate une nette diminution : ce taux passe de 46 à 32, respectivement pour 2001-2002 et 2005-2006. Cette diminution est la suite logique de l'augmentation progressive du nombre d'enseignants.

Il faut signaler que seule la CISCO Toamasina I n'est pas concernée par ce problème. Mais ce sont Brickaville et Marolambo, avec respectivement 58 % et 55 %, qui subissent ce problème avec beaucoup plus d'ampleur. C'est toujours le résultat de la mauvaise répartition des enseignants, de l'inadéquation effectif élèves et nombre d'enseignants, et également celle de l'effectif élèves et nombre de salles de classe disponibles.

S'il en est ainsi pour le secteur public, nous allons aborder le secteur privé. Les problèmes ont-ils la même ampleur ? Nous le saurons dans la sous-section suivante.

2.2 : Qualité de services offerts en niveau I privé

Comme nous l'avons annoncé auparavant, l'analyse de la qualité de service, sera réalisée à partir de trois points : le ratio Elèves par Maître ou E/M, le ratio Elèves par Salle ou E/S et le Pourcentage de Classes Multigrades ou % CMG. Ces trois éléments permettent d'apprécier, aussi bien les conditions de travail des enseignants, que celles de l'apprentissage des élèves. Le tableau y afférent est présenté ci-dessous.

Tableau n°XI : Indicateur de la qualité de services du Niveau I privé dans la région Atsinanana en 2001-2002 et 2005-2006

CISCO	2001-2002			2005-2006		
	E / S	E / M	% CMG	E / S	E / M	% CMG
Antanambao Manampontsy	0	0	0	0	0	0
Brickaville	25	23	7	37	33	4
Mahanoro	34	34	15	37	38	10
Marolambo	10	8	67	21	64	100
Toamasina I	40	27	4	37	34	3
Toamasina II	25	30	23	38	34	11
Vatomandry	24	25	0	35	30	0
Ensemble	36	27	6	37	34	4

Source : Service de la Planification, DREN Atsinanana, Annuaire Statistique, Février 2011.

L'analyse de cette qualité de service sera effectuée successivement à l'aide de ces trois points. Nous allons commencer par le ratio E / S.

2.2.1: Ratio élèves par salles de classe ou E / S

Si la norme est de 50, celle de la région est en moyenne de 36 élèves par salle, pour l'enseignement privé. Ce ratio est donc raisonnable, et par conséquent viable, autant pour les élèves, que pour les enseignants. On peut donc dire que les conditions d'apprentissage des élèves sont satisfaisantes et les enseignants peuvent surveiller et suivre individuellement leurs élèves.

Suivant ce tableau, ce ratio est quasi stable. Il est respectivement de 36 et 37 pour l'année 2001-2002 et 2005-2006. Cela est dû au fait que c'est une minorité des parents qui ont la possibilité d'envoyer leurs enfants dans le secteur privé. La raison est le coût onéreux des frais de scolarisation, qui n'est pas toujours à la portée de toutes les bourses. Par ailleurs, la plupart des établissements privés ont tendance à limiter le nombre des élèves par classe.

2.2.2 : Ratio élèves enseignants

Les écoles privées ne sont pas du tout concernées par le problème de sureffectif, que ce soit au niveau de la salle de classe, ou au niveau des enseignants. En moyenne, le nombre des élèves par maître est de 27. La surveillance des élèves est

ainsi très facile. Il n'est pas du tout étonnant que la majorité des élèves terminent sans difficulté le niveau I et passe aisément au collège, soit en niveau II.

En effet, aucune CISCO n'affiche un ratio de 50 élèves par enseignant pour l'année 2001-2002. Mais pour l'année 2005-2006, dans la CISCO de Marolambo, ce ratio atteint 64. Il y a donc un excédent de 14 élèves, par rapport à la norme. Cela provient du fait que la CISCO de Marolambo se trouve dans une zone enclavée, d'où faible motivation, autant pour les chefs d'établissements à ouvrir une école privée que pour les enseignants à y travailler.

2.2.3 : Pourcentage de classes multigrades

La présence des classes multigrades dans les établissements privés est faible, car il y a en moyenne 6 % dans la région Atsinanana. Cela signifie que le nombre des enseignants est proportionnel à l'effectif des élèves, et au nombre de salles de classe. La surveillance ainsi que la gestion des élèves s'avère satisfaisante.

Ensuite, le pourcentage de classes multigrades a tendance à diminuer, en passant de 6 % pour l'année 2001-2002 à 4 % en 2005-2006. Il y a donc une diminution de 2 points de pourcentage.

Deux CISCO affichent les plus forts pourcentages, avec respectivement 67 % et 23 % pour Marolambo et Toamasina II, en 2001-2002. Ce taux a diminué et devient 11 % pour Toamasina II. Pour Marolambo, par contre, le problème est devenu plus important, tel que le pourcentage est devenu 100 %. Cela signifie que toutes les années d'études (du CP1 au CM2) de l'établissement privé est reçu en même temps dans une même salle de classe, par un seul enseignant. Il s'ensuit que les conditions ne sont pas du tout normal, aussi bien pour le travail de l'enseignant que l'apprentissage des élèves

Après avoir observé ce qui se passe pour le Niveau I, nous allons à présent passer aux Niveaux II et III. Il faut noter que la méthodologie d'analyse sera différente.

SECTION III : QUALITES DE SERVICES RESPECTIVE DES NIVEAUX II ET III

L'enseignement secondaire est divisé en deux cycles, à savoir le premier est dénommé Niveau II, tandis que le second est appelé Niveau III. La durée d'études est

respectivement de 4 ans et 3 ans pour le Niveau II (de la 6^{ème} à la 3^{ème}) et pour le Niveau III (de la 2^{nde} à la Terminale).

3.1 : Qualité de services offerts en niveau II

La qualité de service offert en niveau II sera analysée séparément pour chaque secteur, soit : public, d'un côté, et privé de l'autre. Cette analyse sera basée sur la comparaison de l'horaire requis et de l'horaire offert.

Si l'horaire requis est déduit du nombre de sections, multiplié par le nombre de matières, fois 4 heures, moyenne de la durée de chaque matière, l'horaire est calculé par le produit du nombre d'enseignants, par 20 heures, qui est l'horaire assuré par enseignant.

3.1.1 : Qualité de services offerts en niveau II public

L'analyse de la qualité de service en Niveau II et en Niveau III n'est pas tout à fait comme celle du Niveau I. En effet, pour ces deux derniers niveaux, il y a lieu de considérer l'existence des enseignants par matières, de l'horaire par matière et le nombre de sections. Tous ces éléments permettent d'évaluer la qualité du service offert. L'analyse y afférente sera réalisée respectivement pour le secteur public et celui du privé ; entre deux années scolaires : 2006-2007 et 2008-2009.

Tableau n°XII : Indicateurs de la qualité de services en niveau II public dans la région Atsinanana 2006-2007

2006-2007

DISTRICT	T. Section	N. Ens.	Requis	Offre	M. Lit	M. Sc.
Antanambao Manampontsy	15	16	420	320	9	7
Brickaville	71	96	1 988	1 920	68	28
Mahanoro	63	82	1 764	1 640	57	25
Marolambo	62	98	1 736	1 960	69	29
Toamasina I	131	197	3 668	3 940	131	66
Toamasina II	52	74	1 456	1 480	51	23
Vatomandry	60	77	1 680	1 540	50	27
Ensemble	454	640	12 712	12 800	435	205

T. : Total
 N. : Nombre
 H. : Heure
 M. : Matière
 Lit. : Littéraire
 Sc. : Scientifique

Horaire Requis = 4 h * Nombre de Sections * Nombre de Matières
 Horaire Offert = 20 h * Nombre Enseignants
 Matières Littéraires = Mal. + H-G + Franç. + Ang.
 Matières scientifiques = Math. + PC+ SVT

Tableau n° XIII : Indicateurs de la qualité de services en niveau II public dans la région Atsinanana 2008-2009

CISCO	T. Section	N. Ens.	Requis	Offre	M. Lit	M. Sc.
Antanambao Manampontsy	22	32	616	640	23	9
Brickaville	97	134	2 716	2 680	92	42
Mahanoro	112	123	3 136	2 460	86	37
Marolambo	74	121	2 072	2 420	83	38
Toamasina I	140	214	3 920	4 280	144	70
Toamasina II	74	99	2 072	1 980	69	30
Vatomandry	56	81	1 568	1 620	57	24
Ensemble	575	804	16 100	16 080	554	250

Source : Service de la planification, DREN Atsinanana, Annuaire statistique Année Scolaire 2008 2009, 25 octobre 2008

D'après le tableau ci-dessus, pour l'année 2001-2002, il y a un excédent d'enseignants. En effet, l'horaire offert par les enseignants disponibles est supérieur à celui de la demande, soit : 12 800 contre 12 712. Tandis que pour l'année 2008-2009, le nombre des élèves a augmenté, mais cette augmentation ne coïncide pas avec celui des enseignants. Par conséquent, l'horaire requis est inférieur à l'horaire offert pour la région Atsinanana.

Mais il y a une différence d'un district à l'autre. Par exemple, en 2006-2007, pour le cas du district d'Antanambao Manampontsy et celui de Mahanoro, l'horaire requis est supérieur à celui offert par les enseignants, avec respectivement : $420 > 320$ pour le premier et $1\,764 > 1\,640$ pour le second. Le déficit horaire pour les deux districts avoisine les 100 heures.

De même en 2008-2009, il y a une disparité entre les districts, en ce qui concerne l'heure offerte. Le district de Mahanoro accuse le plus important déficit, avec 3 136 heures requises, contre 2 640 heures offertes. Cette situation est la conséquence de l'insuffisance des enseignants, d'une part, et leur mauvaise répartition, d'autre part.

Par ailleurs, pour les matières enseignées, l'équilibre devrait être respecté entre le nombre d'enseignants scientifiques et celui des littéraires, lequel est de 250 contre 554. Ainsi, dans la région Atsinanana, le nombre d'enseignants scientifiques s'avère insuffisant pour assurer un enseignement dans les normes de qualité requise.

Les CISCO de Mahanoro et de Marolambo sont les plus défavorisées, avec respectivement : 123 enseignants, dont 37 scientifiques, et 121 enseignants dont 38 scientifiques.

3.1.2 : Qualité de services offerts en niveau II privé

Comme dans l'enseignement public, l'analyse de la qualité de service, en Niveau II et en Niveau III, prend en considération l'existence des enseignants par matière, de l'horaire par matière et du nombre de sections. Tous ces éléments permettent d'évaluer la qualité du service offert. L'analyse y afférente est réalisée respectivement pour le secteur public et celui du privé entre deux années scolaires : 2006-2007 et 2008-2009

Tableau n°XIV : Indicateurs de la qualité de services en niveau II privé dans la région Atsinanana

2006-2007

CISCO	T. Sec°	N. Ens.	Requis	Offre	M. Lit	M. Sc.
Antanambao Manampontsy	-	-	-	-	-	-
Brickaville	13	34	364	680	22	12
Mahanoro	12	15	336	300	10	5
Marolambo	5	2	140	40	1	1
Toamasina I	165	375	4 620	7 500	234	141
Toamasina II	8	16	224	320	10	6
Vatomandry	15	18	420	360	12	6
Ensemble	218	460	6 104	9 200	289	171

Source : Service de la planification, DREN Atsinanana, Annuaire statistique 2008-2009, 25 octobre 2008

Pour les enseignements privés, l'offre est toujours supérieure à la demande, en ce qui concerne l'horaire d'enseignement. Il y a donc un excédent d'horaire, lequel est évalué à 300, aussi bien pour 2006-2007 que pour 2008-2009. La différence entre le Niveau II public et privé est sensible en termes de qualité de service.

Tableau n°XV : Indicateurs de la qualité de services en niveau II privé dans la région Atsinanana 2008-2009

CISCO	T. Section	N. Ens.	Requis	Offre	M. Lit	M. Sc.
Antanambao Manampontsy	-	-	-	-	-	-
Brickaville	19	45	532	900	28	17
Mahanoro	16	31	448	620	20	11
Marolambo	5	9	140	180	6	3
Toamasina I	185	383	5 180	7 660	246	137
Toamasina II	18	33	504	660	19	14
Vatomandry	16	18	448	360	12	6
Ensemble	259	519	7 252	10 380	331	188

Source : Service de la planification, DREN Atsinanana, Annuaire statistique 2008-2009, 25 octobre 2008

Pour le cas de la CISCO de Marolambo, en 2006-2007, le décalage entre offre et demande est flagrant : 40 contre 140, soit un déficit de 100 heures. Cela est dû à l'insuffisance quasi-permanente d'enseignants. Toutefois, en 2008-2009, la situation s'est considérablement améliorée : l'offre a largement dépassée la demande, avec 180 contre 140.

Mais par contre, pour la CISCO de Vatomandry, c'est tout à fait l'inverse, parce que l'offre a toujours été déficitaire, par rapport à la demande. Exemple, elles étaient respectivement, de : en 2006-2007 : 360 offres sur 420 demandes, et en 2008-2009 : 360 sur 448.

D'une manière générale, le déséquilibre entre enseignants de matières littéraires et ceux des matières scientifiques est notoire. Les enseignants scientifiques s'avèrent insuffisants, et cette situation inquiétante a un impact négatif sur la promotion par année d'études, notamment pour les classes d'examen officiel, soit en 3^{ème}.

3.2 : Qualité de services offerts en niveau III

Comme en niveau II, la qualité de service offert en niveau III sera analysée séparément, pour chaque secteur : public, d'un côté, et privé de l'autre. Cette analyse sera basée sur la comparaison de l'horaire requis et de l'horaire offert, et l'équilibre entre les matières enseignées, qu'elles soient littéraires ou scientifiques ; il en est de même pour les langues vivantes existantes.

L'analyse de la qualité de service en Niveau III est identique à celle du Niveau II. Ainsi, pour ce niveau, il y a lieu de considérer l'existence des enseignants par matière, de l'horaire par matière et le nombre de sections. Tous ces éléments permettent d'évaluer la qualité du service offert. L'analyse s'y rapportant sera réalisée pour le secteur public et privé, entre deux années scolaires : 2006-2007 et 2008-2009.

Tableau n°XVI : Indicateurs de la qualité de services en niveau III public dans la région Atsinanana 2006-2007

CISCO	T. Section	N. Ens.	Requis	Offre	M. Lit	M. Sc.	LV 2
Antanambao Manampontsy	-	-	-	-	-	-	-
Brickaville	9	15	288	300	11	4	-
Mahanoro	10	18	320	360	11	7	-
Marolambo	8	13	288	260	7	2	-
Toamasina I	45	95	1 440	1 900	61	34	4
Toamasina II	9	20	288	400	14	6	-
Vatomandry	14	19	448	380	13	6	-
Ensemble	95	180	3 072	3 600	117	59	4

Source : Service de la planification, DREN Atsinanana, Annuaire statistique 2008-2009, 25 octobre 2008

En moyenne, la qualité de service en niveau III public ne rencontre aucun problème notoire. L'horaire requis est toujours inférieur à l'horaire offert, avec 3 072 < 3600, soit un excédent de 528 heures.

Toutefois, pour les CISCO de Marolambo et de Vatomandry, l'offre n'arrive pas encore à satisfaire la demande, avec respectivement 288 > 260 contre 448 > 380. Nous l'avons déjà constaté, même pour le Niveau I, Marolambo est toujours victime de l'insuffisance d'enseignants, à cause de son enclavement. Mais le cas de Vatomandry est quelque peu difficile à expliquer.

En ce qui concerne la répartition entre enseignants des matières littéraires et ceux des matières scientifiques, le déséquilibre est toujours flagrant, comme nous l'avons pu constater pour le Niveau II. Cette situation a des répercussions désastreuses sur les résultats scolaires, et notamment pour le Baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Tableau n°XVII : Indicateurs de la qualité de services en niveau III privé dans la région Atsinanana 2008-2009

CISCO	T. Sec°	N. Ens.	Requis	Offre	M. Lit	M. Sc.	LV 2
Antanambao Manampontsy	-	-	-	-	-	-	-
Brickaville	4	8	112	160	5	3	-
Mahanoro	-	-	-	-	-	-	-
Marolambo	-	-	-	-	-	-	-
Toamasina I	55	159	1 760	3 180	108	43	8
Toamasina II	-	-	-	-	-	-	-
Vatomandry	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble	59	167	1 872	3 340	113	46	8

Source : Service de la planification, DREN Atsinanana, Annuaire statistique 2008-2009, 25 octobre 2008

Dans la Région Atsinanana, seules les CISCO de Brickaville et de Toamasina I disposent d'établissements du Niveau III. Il faut noter que la qualité de service n'y rencontre aucun problème, car ce sont la majorité des enseignants des Lycées publics qui enseignent dans les établissements privés, en qualité de vacataires. Il n'est donc pas étonnant que l'offre soit toujours supérieure à la demande. Par ailleurs, le nombre d'élèves est assez faible, car tous les parents n'ont pas la possibilité d'y envoyer leurs enfants.

On peut constater une chose, le système éducatif dans la région Atsinanana est confronté à un problème. Toujours est-il que l'enseignement joue un rôle non négligeable dans le développement. On peut remarquer aussi qu'il y a une grande différence entre l'enseignement général public et l'enseignement général privé, tant au niveau du service offert, qu'au niveau de l'application de la discipline. Cela a un impact direct sur l'efficacité interne du système éducatif : ce sera l'objet de la deuxième partie.

DEUXIEME PARTIE

ANALYSE DE L'EFFICACITE DE L'ÉDUCATION ET PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS

La recherche de l'amélioration de la qualité de l'éducation et son adaptation aux besoins de l'économie locale est un objectif fondamental. Il s'agit de former les élèves, afin qu'ils puissent obtenir les capacités et les qualifications qui leur permettent d'être utiles à la vie quotidienne, et trouver facilement du travail. L'essentiel est que l'éducation soit en adéquation avec les besoins de l'économie locale.

Nous allons voir, dans la deuxième partie, en quoi l'éducation participe au développement. Dans un premier temps, nous allons voir l'efficacité théorique de l'éducation, ensuite l'effet, et l'indicateurs de l'éducation dans la région Atsinanana, et enfin les problèmes de l'éducation, et quelques recommandations.

CHAPITRE I : ANALYSE DE L'EFFICACITE DE L'EDUCATION POUR LE DEVELOPPEMENT

L'étude de l'efficacité de l'éducation est assez difficile à évaluer, aussi bien au niveau social et culturel qu'économique, surtout dans les pays en voie de développement. Pour faciliter notre analyse, nous allons voir, tout d'abord, l'efficacité théorique, en passant par l'explication de l'efficacité endogène et exogène de l'éducation.

SECTION I : ANALYSE THEORIQUE DE L'EFFICACITE DE L'EDUCATION

Le système éducatif est assimilé à une usine qui produit des biens et services permettant de satisfaire les besoins, soit individuels, soit collectifs. Les inputs ou intrants sont les enfants scolarisés, tandis que les outputs ou extrants, ce sont les élèves formés : diplômés ou non.

Au cours de ce processus de transformation, il y a donc des produits transformés et finis, en norme de qualité, mais il existe également des malfaçons et des déchets. Autrement dit, il y a ceux qui passent facilement d'une année d'études à l'autre, ou bien ceux qui doivent redoubler, une fois ou deux fois, une même année d'études, ou encore ceux qui sont contraints d'abandonner. Le rendement interne du système éducatif dépend beaucoup de ce flux.

1.1: Efficacité endogène

L'efficacité endogène est assimilée à l'efficacité interne de l'éducation, et elle s'intéresse aux relations entre les élèves inscrits et les résultats obtenus à l'intérieur du système éducatif. Cette efficacité interne dépend de plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci figurent : les ressources humaines, matérielles et financières, ainsi que l'organisation, la gestion et la bonne gouvernance.

L'efficacité interne décrit le rapport entre les résultats obtenus et les objectifs visés. Cette analyse est basée sur le calcul des taux de flux : à savoir le taux de promotion, de redoublement et d'abandons, ainsi que le taux de réussite aux examens officiels (CEPE, BEPC et BAC).

Cependant, l'efficacité interne dépend de la qualité du service éducatif. Autrement, un système est efficace, si le service éducatif est de bonne qualité. En effet, si les conditions de travail des enseignants sont convenables, de même que les conditions d'apprentissage des élèves, il n'y a pas de raison que les résultats scolaires ne soient pas satisfaisants : hausse du taux de promotion par année d'études, baisse ou même inexistence de redoublement et d'abandon.

1.2 : Efficience

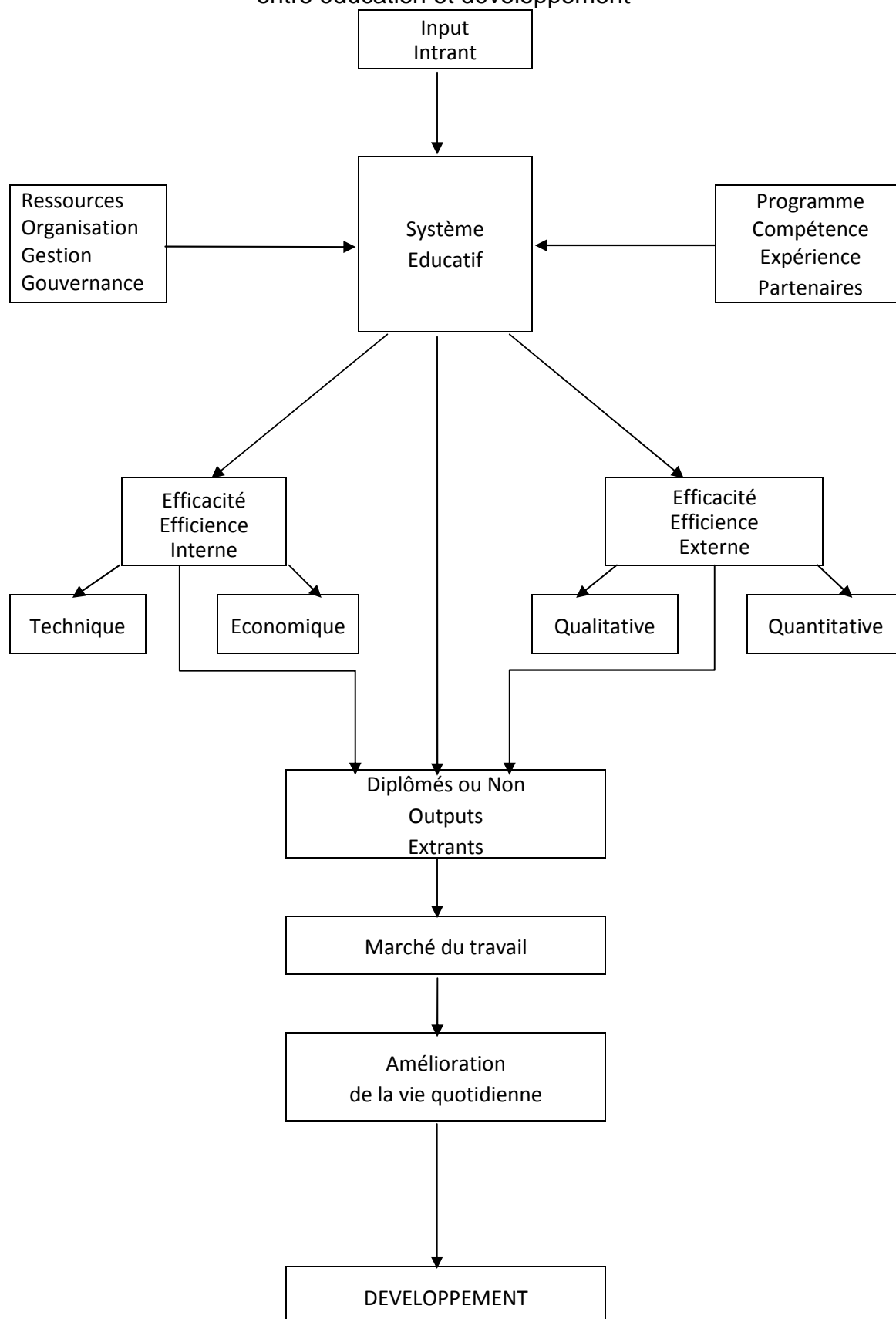
L'efficience associe simultanément : efficacité et coût. Ainsi, on parle d'efficience, si l'efficacité est obtenue avec le moindre coût possible. L'efficience est le souci primordial de tout économiste, car en matière de rentabilité, il faut se soucier de l'efficacité de toute entreprise, ou activité réalisée, tout en minimisant les dépenses.

On analyse aussi l'efficience en termes d'efficacité technique et économique, de telle sorte que *l'efficacité technique* se préoccupe de savoir quel est le résultat maximum qui peut être obtenu à partir d'un montant donné des ressources données. Quant à *l'efficacité économique*, elle se préoccupe de savoir, comment un niveau désiré de résultat peut être obtenu avec le minimum de ressources. Les deux efficacités sont complémentaires et indissociables. D'une manière générale, pour les économistes, l'analyse de la productivité revient à décrire le rapport entre les ressources utilisées pour une activité productive et les résultats obtenus.

1.3 : Efficacité exogène

L'efficacité exogène est exprimée par l'efficacité externe du système éducatif. Elle consiste à se demander, si les individus issus, soit formés dans le système éducatif, sont utiles ou productifs, tant socialement qu'économiquement. En effet, cette efficacité ***permet de savoir, dans quelle mesure l'éducation répond aux objectifs de la société et satisfait les besoins du marché du travail.***

Grphe n°3 : Corrélation fonctionnelle et organisationnelle entre éducation et développement



Source : Auteur.

Ce graphe permet aussi *d'apprécier la capacité du système éducatif à préparer les élèves et les étudiants à leur futur rôle dans la société*. En ce sens, l'efficacité externe permet d'évoquer l'idée d'impacts de l'éducation sur le développement, que ce soit les diplômés ou non. Et en fin, l'efficacité externe pourrait être abordée selon des critères aussi bien de quantité que de qualité.

➤ Evaluer qualitativement l'efficacité externe d'un système éducatif reviendrait à se demander, notamment : si le système peut former des cadres requis en nombre suffisant.

➤ Evaluer qualitativement l'efficacité externe d'un système éducatif consisterait notamment : à faire la comparaison entre les compétences et l'expérience acquises par tous ceux qui sont issus du système éducatif, ainsi que leurs performances dans la vie quotidienne, par rapport à ceux qui n'ont reçu aucune éducation ou formation.

Pour atteindre un tel objectif, les profils requis par les postes de travail devront être clairement définis et spécifiés par le système ; en fonction des programmes conçus et des partenaires éventuels, pour que l'éducation puisse en tenir compte. Nous avons vu dans le schéma ci-dessus que l'éducation a une efficacité endogène et exogène. D'après cette théorie, il y a, d'un côté, l'efficacité qualitative et, de l'autre, l'efficacité quantitative.

SECTION II : EDUCATION CLE DE DEVELOPPEMENT

Même si Madagascar est un pays sous-développé, le gouvernement s'efforce d'améliorer le secteur éducatif à l'intérieur de son territoire. Cela est perceptible à travers le budget que ce dernier alloue à l'éducation de base. Il se trouve quelquefois que l'allocation se fait au détriment de celle de l'enseignement supérieur.

Nous avons vu que si l'éducation est efficace, elle est la clé du développement. A cet effet, nous allons voir dans le paragraphe suivant, autant l'effet quantitatif que qualitatif de l'éducation, ainsi que l'indicateur d'efficacité interne du système éducatif, dans la région Atsinanana.

2.1 : Effets qualitatifs de l'éducation sur la vie quotidienne

Quand on parle de la qualité, en général, on fait une évaluation appréciative, donc plus ou moins subjective. Autrement, aucune valeur quantitative ne peut être donnée. Nous allons donc voir tout ce qui concerne l'amélioration de la qualité des individus et leur changement de comportement.

2.1.1 : Amélioration de la qualité des individus

L'éducation est une accumulation de connaissances et elle permet de distinguer les agents qui ont la capacité d'assimiler ou non. Autrement dit, elle filtre ou sélectionne l'agent qui est capable d'exercer avec aisance un travail qui requiert de l'intelligence. C'est pour cette raison que l'éducation propage certaines valeurs sociales et fait accéder les personnes qui ont reçu une bonne éducation à une place privilégiée au sein de la société.

On peut donc dire que l'éducation est un facteur de changements sociaux et même politiques. Ainsi, c'est grâce à l'éducation que la construction nationale pourrait être facilement atteinte. En effet, quelle que soit la situation des individus, s'ils ont poursuivi leurs études, ils peuvent facilement améliorer leur qualité personnelle.

2.1.2 : Changement de comportement

Dans la vie courante, la notion de comportement signifie la manière d'agir, telle qu'on peut l'observer. En termes de psychologie, elle désigne une réaction observable individuellement ou dans une communauté.

En économie, la notion de comportement c'est l'ensemble de tout choix ou de décision prise par un individu ou une entreprise, suivant un objectif bien être déterminé. Plus précisément, face à chaque situation, les agents qui ont des connaissances plus ou moins élevées peuvent évaluer les coûts du temps et de l'investissement personnel, ainsi que les avantages du bien être personnel.

Par le biais de l'éducation, les agents issus du système éducatif peuvent donc apporter des avantages plus élevés, par rapport aux autres, en termes de rapport de coût supporté. Si la majorité de la population est éduquée, on peut avoir l'esprit de combativité. De la même manière, on peut atteindre un développement commun.

2.2 : Effets quantitatifs de l'éducation sur le développement

Quand on parle de quantité, au cours de l'analyse, on peut mesurer toutes les données à travers leurs effets. Pour évaluer les effets de l'éducation dans la région Atsinanana, on peut les déterminer à l'aide de chiffres, qui sont alors ses effets quantitatifs.

Pour bien démontrer que l'éducation est une des clés du développement, nous allons voir, successivement, les aspects suivants. Grâce à l'éducation, on peut réduire le taux de natalité et celui de la mortalité.

2.2.1: Effets de l'éducation sur la croissance démographique

La démographie est une science qui étudie la population humaine au niveau de ces caractéristiques quantitatives et qualitatives, de ses mouvements et de sa structure. Les effets de l'éducation sur la croissance démographique sont importants, mais relativement difficiles à déterminer, de telle sorte que les variables démographiques ont rarement été rendues endogènes dans le modèle démo-économique. Notre analyse est ici basée sur les effets de l'éducation au niveau de la natalité et celui de la mortalité, en vue d'améliorer le développement de la région, d'une part et, celui du pays, d'autre part.

2.2.2 : Effets de l'éducation sur la natalité

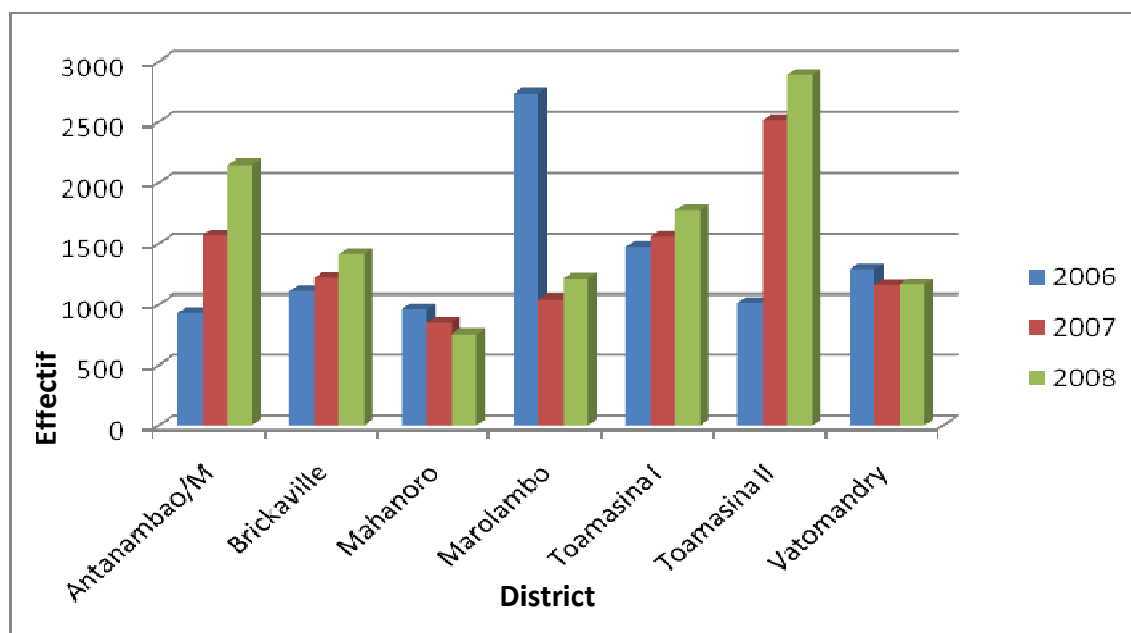
Suivant les études effectuées par les économistes, toutes tendances confondues, il n'est plus à démontrer que l'éducation contribue fortement au développement d'un pays, ou d'une région, et ce dans différents domaines.

Par exemple, grâce à l'éducation qu'il a reçue, un couple est en mesure de réguler le nombre d'enfants qu'il désire mettre au monde. Avant de procréer, ce couple va analyser un certain nombre de facteurs, entre autres, l'importance du revenu familial.

S'il a beaucoup trop d'enfants, serait-il capable d'assurer convenablement la santé de la famille ? Est-ce qu'il pourrait assurer l'avenir de ses descendants c'est-à-dire pouvoir les envoyer à l'école pour qu'ils aient une vie décente, maintenant et à l'avenir ?

Ainsi pour cette raison, nous pouvons dire que « *il y a un rapport direct entre l'éducation, en particulier celle de la femme et la fécondité. C'est ainsi que le développement entraîne la baisse de fécondité.* »

Graphe n°IV : Evolution du nombre de naissances en 2006,2007 et 2008 dans la région Atsinanana.



Source : Tableau de l'Annexe V

En général, nous savons que la probabilité d'avoir le minimum de naissances, dans les pays en voie de développement, est très difficile. Pour cette raison, si un pays ou une région a un taux de croissance démographique inférieur à 20 %, il y a intervention de plusieurs facteurs. Pour le cas de la région Atsinanana, parmi une population de 1 231 405 en 2007, il y a eu seulement 9 914 naissances¹. Cela représente alors 8 % de la population totale. Ce faible taux de croissance, pendant cette période, et même jusqu'à nos jours, peut être expliqué par :

- l'accord entre le couple pour diminuer le nombre de leurs enfants ;
- l'accroissement du niveau d'éducation des femmes, et
- la mise en place du planning familial.

Le graphe ci-dessous nous montre l'évolution du nombre de naissances en 2006, 2007 et 2008. Mais le faible taux d'accroissement du nombre de naissances varie d'un district à l'autre. Nous prenons seulement deux exemples : premièrement, le cas du district Toamasina I, l'augmentation du nombre de naissances est très minime, soit 150

¹ CF. Annexe, V : Variation du nombre de naissance de 2006 à 2008

par an, en moyenne et deuxièmement, le cas du district de Toamasina II, elle est de 900 naissances, en moyenne par an.

Cette disparité de l'accroissement du nombre de naissances est expliquée par le fait que Toamasina I est un district en milieu urbain, où la majorité de la population est éduquée. Par contre, en milieu rural, comme la majorité de la population est analphabète, il n'est pas du tout étonnant que le nombre de naissances soit plus important.

2.2.3 : Impacts de l'éducation sur la mortalité

Le développement économique, suivi de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, est considéré comme la cause de la diminution de la mortalité.

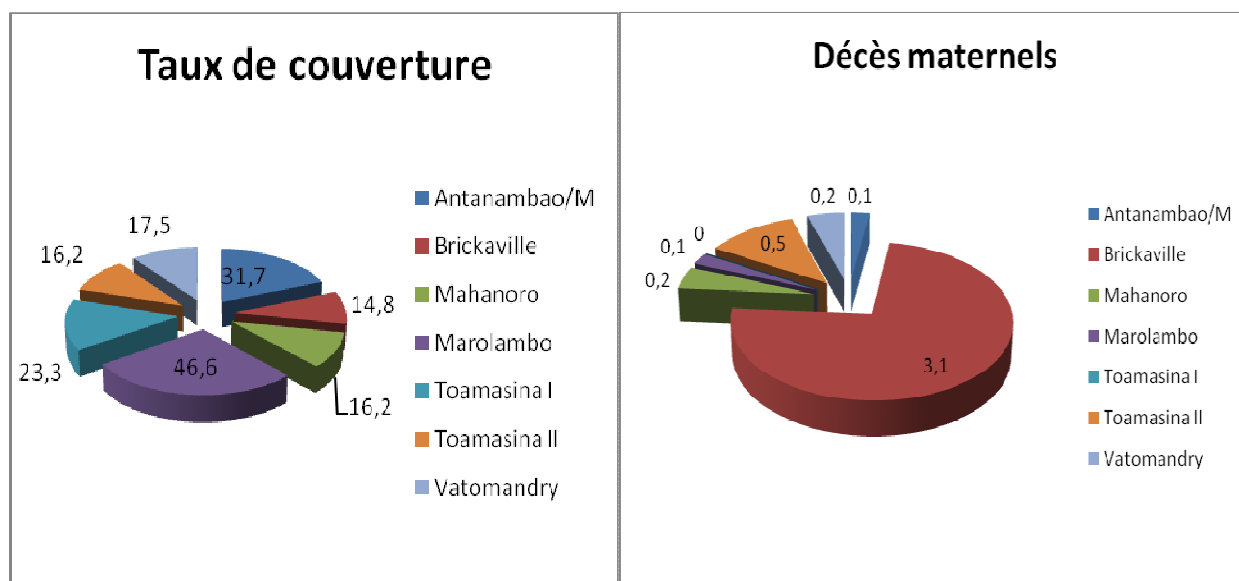
L'augmentation de la production rurale peut entraîner l'amélioration des moyens de communication et de transport. L'amélioration des moyens de communication, à son tour, peut réduire le taux de la mortalité, car on peut déplacer facilement les équipements sanitaires et les médecins seront motivés à se rendre en milieu rural,

En outre, l'existence de moyens de communication vers le milieu rural et la vulgarisation de la vaccination sont des conditions non négligeables pour la réduction du taux de mortalité dans le monde, en général, et dans les pays en voie de développement, en particulier.

Et enfin, le niveau d'éducation des femmes compte beaucoup dans la réduction du taux de décès maternel, car grâce à l'éducation, les femmes vont accoucher à la maternité et non plus ailleurs. Le graphe de la page suivante nous montre le taux de couverture des accouchements et de décès maternel, en l'année 2008.

D'après le graphe de la page suivant, relatif aux décès maternels en 2008, ceux-ci sont inversement proportionnels au taux de couverture des accouchements. Nous pouvons aussi dire que grâce à l'éducation ou les formations suivies, les médecins, les infirmiers et les sages-femmes sont capables d'accomplir avec efficacité leurs tâches.

Graphe n°V : Rapport entre taux de couverture et décès maternels



Source : Tableau de l'Annexe VI

Dans l'ensemble, pour la région Atsinanana, grâce à la hausse du taux de couverture, passant de 19,2 à 21,7, le nombre de décès a connu un léger recul, et il a varié de 0,6 à 0,5. On peut remarquer que le district de Toamasina II est parmi ceux qui ont un faible taux de couverture d'accouchement et qui enregistre un taux de décès maternel, de 0,5. Par contre, le district de Toamasina I a un taux de couverture de 23,3 et 0,0 de décès maternel.

SECTION III : INDICATEURS DE L'EDUCATION

Dans cette section, il est question de présenter et d'analyser les indicateurs d'accès, les indicateurs d'efficacité interne du système éducatif, et les résultats des examens officiels, dans la région Atsinanana. Nous allons ainsi aborder successivement ces différents indicateurs.

3.1 : Indicateurs d'accès

L'accès des enfants au système éducatif sera mesuré à l'aide du Taux Brut de Scolarisation ou TBS, et du Taux Net de Scolarisation ou TNS. Ces indicateurs permet-

tent d'apprécier et d'évaluer, qualitativement, ainsi que quantitativement, la scolarisation des enfants dans une commune, dans un district, dans une région et dans un pays.

Le TBS du Niveau I exprime le rapport entre l'effectif des élèves scolarisés et l'effectif de la population d'âge scolaire, soit la tranche d'âge de 6 à 10 ans. D'autre part, le TNS montre la proportion exacte des enfants de 6 à 10 ans qui vont effectivement à l'école. Ces taux sont calculés respectivement à l'aide des formules ci-dessous.

Niveau I

(01) $TBS = (\text{Effectif des élèves} / \text{Population de 6 à 10 ans}) \times 100$

(02) $TNS = (\text{Effectif des élèves de 6 à 10 ans} / \text{Population de 6 à 10 ans}) \times 100$

Niveau II

(03) $TBS = (\text{Effectif des élèves} / \text{Population de 11 à 14 ans}) \times 100$

(04) $TNS = (\text{Effectif des élèves de 11 à 14 ans} / \text{Population de 11 à 14 ans}) \times 100$

Niveau III

(05) $TBS = (\text{Effectif des élèves} / \text{Population de 15 à 17 ans}) \times 100$

(06) $TNS = (\text{Effectif des élèves de 15 à 17 ans} / \text{Population de 15 à 17 ans}) \times 100$

D'après le tableau ci-après, en général, on constate qu'il y a un accroissement du Taux Brut de Scolarisation et du Taux Net de Scolarisation, dans les trois niveaux, dans la Région. Mais l'écart entre le Taux Brut de Scolarisation et le Taux Net de Scolarisations est assez large, soit 40 points pour le niveau I, et respectivement, 10 et 2 points pour le niveau II et le niveau III.

Tableau n°XVIII : Evolution des TBS et TNS de la Région Atsinanana, durant les Années Scolaires 2000-2001 à 2009-2010

Niveau	Taux	2000-2001	2003-2004	2007-2008	2009-2010
Niveau I	TBS	100	122	145	132
	TNS	62	81	96	88
Niveau II	TBS	14	18	25	30
	TNS	6	10	12	15
Niveau III	TBS	3	5	7	9
	TNS	2	3	4	6

Source: Direction Régionale de l'INSTAT, Toamasina. Février 2011

Le TBS du Niveau I est toujours supérieur à 100 %. La raison est la suivante : soit les enfants sont admis dans le système, avant 6 ans, soit ils y restent à 10 ans et plus. A l'heure actuelle, en milieu urbain, les enfants entrent précocement en CP1, con-

trairement à ce qui se passe en milieu rural, où dans la majorité des cas, les enfants n'y accèdent qu'à l'âge de huit ans en moyenne.

Et pour les niveaux II et III, seule une infime partie des enfants admis en niveau I accèdent au Niveau II, et il en est de même pour le Niveau III. A cet effet, le TBS respectif de ces deux niveaux ne peuvent plus atteindre les 100 %, comme précédemment. Les explications y afférentes peuvent être données par l'analyse des indicateurs d'efficacité interne, que nous allons aborder dans la sous-section suivante.

3.2 : Indicateurs d'efficacité interne pour l'enseignement public

Les indicateurs d'efficacité interne du système éducatif, dans la région Atsinanana, dans l'enseignement public et privé, se trouvent dans l'annexe XVI, XVII, et XVIII, XIX, XX, XXI. Ces indicateurs sont résumés dans le graphe de la page suivante.

Ce graphe nous permet de faire l'analyse de l'efficacité interne de l'enseignement public, du CP1 à la Terminale, dans la région Atsinanana. Nous y constatons que :

➤ pour 55 995 élèves qui entrent en classe de CP1 en 2001, seuls 16 471 peuvent atteindre la classe de CM2.

➤ parmi les 16 471 ayant atteint le CM2, seuls 9 117 sont admis en classe de 6^{ème}, soit 55 % ; 5 583 atteignent la classe de troisième, soit 61 %, et seuls 1 859 sont admis en classe de 2^{nde}, soit 33 %.

➤ pour 1 859 en classe de 2^{de} seuls 1 581 peuvent accéder en Terminale, soit 85% : il n'y a donc que 15 % d'abandon.

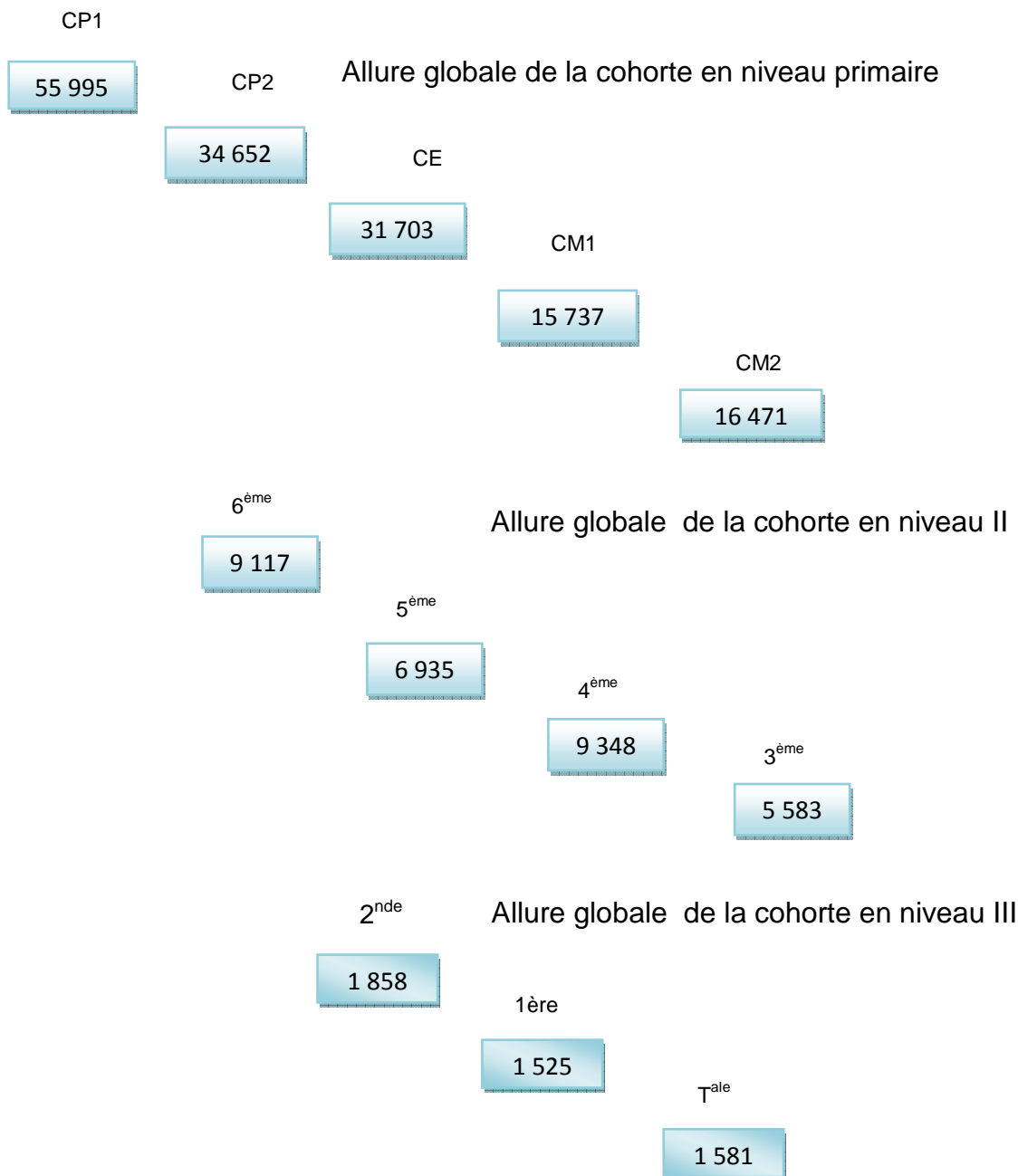
En ce qui concerne le Niveau I : seuls 29 % peuvent accéder en CM2, sans redoublement. Le taux de déperdition scolaire est donc de 71 %. Ce taux varie d'un district à l'autre. Mais, le plus fort taux de déperdition concerne Marolambo, avec 80 %¹, suivi de Mahanoro, pour 79 %, et enfin Antanambao Manampontsy, avec 78 %.

Tout cela est expliqué par plusieurs facteurs : tout d'abord, nous avons déjà vu, dans la première partie, la différence entre l'enseignement général public et l'enseignement général privé. Dans l'enseignement général public, les matériels sont

¹ CF. Annexe VIII : Répartition de l'effectif des élèves et des redoublants de l'année 2001 à 2005 Public

insuffisants, les classes sont surchargées, les enseignants sont encore insuffisants et mal répartis, et il y aussi l'effet des classes multigrades.

Graphe n°VI : Allure globale de la cohorte des élèves dans la région Atsinanana pour l'enseignement public



D'où la difficulté de la gestion des enfants, et leurs mauvais apprentissage. Le travail domestique, en milieu rural, est une des causes qui empêchent aussi les enfants à poursuivre leurs études. En effet, le travail d'enfants dans la tranche d'âge comprise entre 10 et 14 ans fait concurrence avec leurs éducations.

L'âge d'entrée des enfants à l'école, dans le monde rural, ne suit pas les normes, car presque dans tous les districts, les enfants entrent en CP1 à l'âge de 9 à

10 ans, alors qu'ils doivent le faire normalement à 6 ans. Ils sont alors frustrés et démotivés, et abandonnent précocement le système éducatif.

En ce qui concerne le Niveau II : il y a quand même une diminution du taux de redoublement. Mais ce taux de redoublement, suivi de déperdition scolaire, à ce niveau, peut être expliqué par :

Tout d'abord, ce que nous avons vu dans la première partie, l'heure requise pour les élèves n'est pas tout à fait atteinte, le temps d'apprentissage est relativement insuffisant. De la même manière, le déséquilibre entre enseignants scientifiques et littéraires est encore important.

Ensuite, dans la région Atsinanana, et presque dans toutes les régions de Madagascar, il n'y pas d'école secondaire second cycle ou CEG, dans les communes rurales, on n'en trouve que dans les districts. D'où le problème d'accessibilité des élèves pour rejoindre les écoles, car certains élèves traversent une distance de plus de 60 kilomètres à pieds.

Et même s'il y a un CEG dans les communes rurales, infrastructure pauser un problème. Il en est de même de la qualité des enseignants, parce que dans les CEG, en zone rurale, la majorité sont des suppléants, qui ne reçoivent pas de bonnes formations, d'où les mauvais résultats en milieu rural. C'est pour cette raison que les parents décident d'envoyer leurs enfants au niveau des districts.

En ce qui concerne le Niveau III : il y a quand même une diminution du taux de déperdition scolaire, car l'horaire d'enseignement y est, dans l'ensemble, satisfaisant. Il faut reconnaître que l'abandon scolaire provient essentiellement de l'insuffisance d'enseignants ou bien de leur mauvaise répartition.

Dans l'ensemble, l'allure globale de cette cohorte montre que parmi les 55 995 élèves inscrits en CP1, seuls 1 581 peuvent terminer le niveau III, sans redoublement. Autrement dit, il s'agit de 3 %, soit 97 % de taux de déperdition. Cette situation mérite une attention particulière.

En général, le plus fort taux d'abandon se situe en CM2, en 3^{ème}, et en Terminal, car ce sont les classes d'examen : beaucoup d'élèves y redoublent et finissent par abandonner.

3.3 : Indicateurs de l'efficacité interne de l'éducation à l'enseignement privé

A l'instar de ce que nous avons fait plus haut, un graphe relatif à l'analyse de l'efficacité interne de l'éducation dans l'enseignement général privé, dans la région Atsinanana, est présenté à la page suivante. La situation se manifeste comme suit :

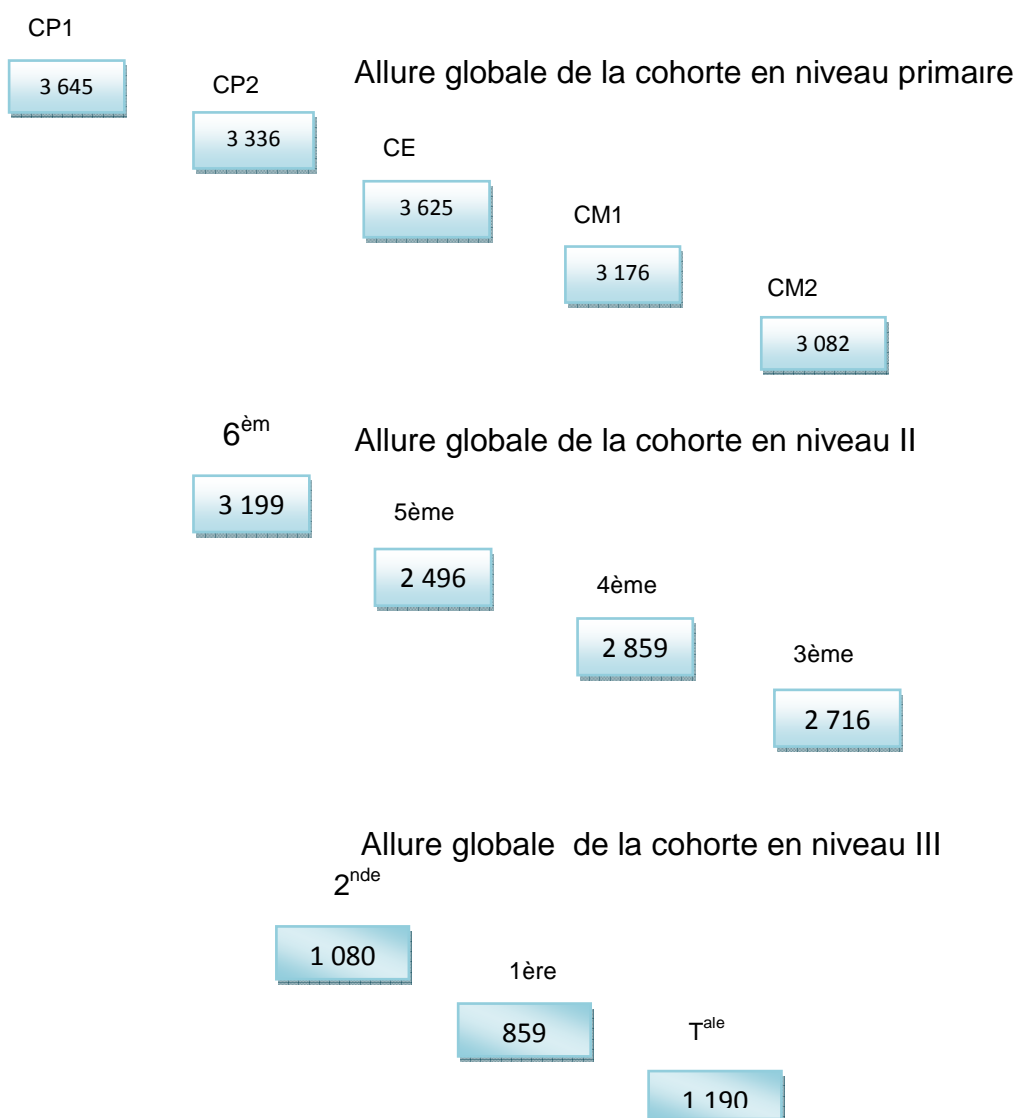
- parmi les 3 645 élèves entrant en classe CP1, 3 082 peuvent atteindre la classe de CM2, soit 85 % et 3 199 accèdent en classe de 6^{ème}
- sur 3 199 élèves admis en classe de 6^{ème}, 2 716 parviennent en classe de troisième
- pour 1 080 en classe de 2^{de}, seuls 1 190 peuvent accéder en Terminal.

Pour le Niveau I : en comparaison avec l'enseignement général public, il y a une énorme différence. Cela peut s'expliquer par le fait que dans l'enseignement général privé, comme nous l'avons évoqué dans la première partie, on peut dire que tous les enseignants se conforment à la discipline imposée par les chefs d'établissement. Compte tenu de l'effectif des élèves par section, ils peuvent suivre individuellement les élèves. En outre, la pédagogie est exclusivement axée sur la réussite de chaque enfant.

De la même manière, la proportion entre les élèves et salle de classe, et ou des enseignants est tout à fait normale. Le temps d'apprentissage est bien rempli, c'est-à-dire matin /soir pour les établissements privés, contre la matinée seulement pour les établissements publics.

Pour le niveau II. Sur les 3 199 élèves admis en classe de 6^{ème}, 2 716 parviennent en classe de troisième. Ce faible taux d'abandon est expliqué par le fait que dans l'enseignement général privé, la qualité des services est meilleure, par rapport à l'enseignement général public. C'est-à-dire suit la norme, tout comme nous l'avons dit dans la première partie, chapitre III, en ce qui concerne le ratio élèves salle de classe, et enseignant. Mais le problème est que seule une minorité de parents ont la possibilité d'envoyer leurs enfants à l'école privé, surtout dans les milieux ruraux, parce que cela coûte cher.

Graphe n°7 : Allure globale de la cohorte des élèves pour l'enseignement privé



Pour le niveau III. C'est la même chose que pour le niveau II, c'est-à-dire la qualité des services est meilleure, parce qu'à ce niveau, les enseignants sont complets, de la même manière l'horaire de l'enseignement dépasse la norme, et il n'y a aucun problème entre enseignants scientifiques et littéraires. C'est la raison pour laquelle la majorité des élèves, suivant l'enseignement privé passe toujours en classe supérieure.

En bref, sur 3 645 élèves inscrits en classe de CP1, seuls 1 190 parviennent en classe de terminal, sans redoublement. En d'autres termes, il s'agit de 33%, soit 67% du taux de déperdition, ce qui signifie que moins de la moitié des élèves entrant en classe de CP1 peuvent accéder à la classe de terminal. Ce taux est totalement faible, même pour les écoles privées, mais il est assez fort, par rapport à l'enseignement général public.

Nous tenons à signaler que le plus fort taux de redoublement, suivi de la déperdition est constaté en classe d'examen. Cela nous amène à voir les résultats à l'examen officiel pour l'obtention du Certificat d'Etudes Primaire Elémentaire ou CEPE.

3.4 : Résultats aux examens officiels CEPE

La production du système éducatif est mesurée par les résultats des examens officiels, soit le Certificat d'Etudes Primaire Elémentaire ou CEPE, ensuite le Brevet d'Etudes du Premier Cycle, et enfin le baccalauréat. A chaque fin de cycle, les élèves doivent passer cet examen, afin de tester leur performance avant de passer au cycle suivant.

Tableau n°XIX : Résultat au CEPE par district dans la Région Atsinanana en 2005

District	Inscrits	Présents	Admis	%
Antanambao Manampontsy	484	467	279	57,6
Brickaville	2 206	2 150	1 221	56,8
Mahanoro	2 702	2 642	1 290	48,8
Marolambo	2 185	2 098	1 066	50,8
Toamasina I	6 786	6 677	5 066	75,9
Toamasina II	2 405	2 340	1 130	48,3
Vatomandry	1 836	1 802	1 060	59,3
Total	18 604	18 176	11 112	61,1

Source : Direction Régionale de l'Education National, ou DREN, février 2011

L'intérêt de ce tableau réside dans le fait qu'il approfondit l'étude d'efficacité interne de l'éducation en général, dans la région Atsinanana, parce qu'il n'y a pas de différence entre l'enseignement général public et privé, c'est-à-dire on va étudier les deux à la fois. Ainsi, d'après ce tableau, portant sur le résultat officiel au CEPE, dans la région Atsinanana, sur les 18 604 inscrits, seuls 18 176 sont présents, soit 442 élèves n'ont pas assisté à l'examen, et seuls 11 112 élèves obtiennent le diplôme du CEPE, soit 61,1%. Mais ce taux varie d'un district à l'autre, trois districts ont les taux de réussite les plus bas, il s'agit de Mahanoro, Marolambo et Toamasina II. Cette situation provient du mauvais état des infrastructures, de l'insuffisance des enseignants et de l'enclavement de la majorité des établissements. Par ailleurs, la majorité des enfants sont mal encadrés, car leurs parents sont analphabètes. Cette situation s'étend jusqu'au BEPC et au Baccalauréat, selon les tableaux de l'annexe XIV, XV. Les causes de ce problème sont multiples. Nous pouvons citer, entre autres, le coût onéreux de l'éducation et le travail des enfants.

CHAPITRE II. SYNTHÈSE DES PROBLÈMES RENCONTRES ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Les problèmes proviennent de la mauvaise qualité du système éducatif, laquelle engendre son inefficacité. Cette inefficacité se manifeste par les faibles taux de promotion des élèves par année d'études, et par des forts taux de redoublement et d'abandon, tels que nous l'avons constaté auparavant.

Plusieurs facteurs entravent l'éducation, aussi faut-il en connaître toutes les causes, pour pouvoir adopter les solutions appropriées. Nous allons d'abord déterminer les facteurs de blocage du système éducatif, pour pouvoir, par la suite, proposer les solutions qui permettront d'en atténuer les impacts.

SECTION I : FACTEURS DE BLOCAGE DE L'ÉDUCATION

Deux facteurs essentiels entravent le système éducatif de la Région Atsinanana. Il s'agit de l'enclavement de la majorité des établissements scolaires, ainsi que du mauvais encadrement des élèves. En outre, il existe d'autres facteurs, non négligeables, qui empêchent l'amélioration du système éducatif. Tous ces facteurs seront analysés pour pouvoir proposer les solutions adéquates.

1.1 Enclavement

Mis à part les chefs lieux de district, la majorité des communes, ainsi que des Fokontany de la Région Atsinanana se trouvent dans des zones enclavées. Cet enclavement se manifeste par la difficulté de circulation des biens et des personnes. Les routes sont en mauvais état et les moyens de communication insuffisants, voire inexistant.

Cet enclavement a des effets négatifs sur l'éducation. On peut citer, entre autres, la démotivation des enseignants, la non-circulation des informations et l'insuffisance d'encadrement des enseignants.

1.1.1 : Démotivation des enseignants

Les enseignants ne sont pas motivés pour rejoindre les établissements situés dans des zones enclavées, pour diverses raisons. D'une part, il y a les difficultés rencontrées pour rejoindre leur poste d'affectation, mais d'autre part, il faut citer les inconvénients pour satisfaire les différents besoins quotidiens, tels que le ravitaillement en produits de première nécessité et la satisfaction au niveau des soins sanitaires.

1.1.2 : Non circulation des informations

Par ailleurs, l'enclavement entrave la libre circulation des informations. En effet, cet enclavement physique est la plupart du temps accompagné de l'insuffisance, voire l'inexistence, des moyens de communication : téléphone, radio et télévision et journaux. L'isolement physique est renforcé par un enclavement psychologique.

De la même manière, il n'y existe aucun centre de documentation, d'information. Les halls d'informations, qui ont vu le jour lors de l'avènement de la Première République, n'ont pas été entretenus et ont donc disparu.

1.1.3 : Insuffisance de suivi et d'encadrement des enseignants

L'enclavement n'encourage guère les encadreurs : Chefs de Zone Administrative et Pédagogique ou Chefs ZAP, les Conseillers et animateurs Pédagogiques, à assumer pleinement leur rôle. Ainsi, les activités de suivi et d'encadrement font défaut. Les enseignants en sont victimes : aucune amélioration de leur façon d'enseigner ne peut être envisagée. Il se trouve également que la majorité des enseignants présents dans ces zones sont des maîtres FRAM, n'ayant reçu aucune formation initiale.

1.2 : Mauvais encadrement des élèves

Comme nous l'avons pu constater, auparavant, les ratios E / S et E / M sont loin de respecter les normes, dans la plupart des CISCO de la Région Atsinanana. Le mauvais encadrement des élèves est dû à l'existence des classes multigrades, l'insuffisance de temps d'apprentissage, et la non participation effective des parents à l'éducation de leurs enfants.

1.2.1 : Existence des classes multigrades

Dès lors qu'il y a inadéquation effectif élèves – nombre de salles de classe et nombre d'enseignants dans un établissement scolaire, l'enseignement doit fonctionner sous forme de classes multigrades. Deux ou plusieurs années d'études sont enseignées dans une même salle de classe, par un seul enseignant. Il existe des classes multigrades à deux, trois ou quatre niveaux (CP1 – CP2 ou CP1 – CP2 – CE ou bien CP1 – CP2 – CE – CM1). Le cas extrême est la classe unique, telle qu'il n'y a qu'une seule salle de classe disponible, et un seul enseignant en poste, pour enseigner en même temps les élèves de la CP1 à la CM2.

Dans ce cas, il est évident que l'efficacité interne ne pourrait jamais être satisfaisante. Non seulement les conditions d'apprentissage ne sont pas idéales, mais le temps consacré à l'enseignement par année d'études se trouve réduit, donc insuffisant.

1.2.2 : Insuffisance du temps d'apprentissage

L'existence des classes multigrades signifie que le temps d'apprentissage des élèves n'est pas suffisant. En effet, un enseignant est chargé de deux ou trois classes. Notons que cela est dû à l'insuffisance des enseignants. Il est donc évident que le temps d'apprentissage des élèves n'est pas complet.

C'est pour cette raison que le système éducatif ne donne pas de bons résultats. En outre, les parents ne s'impliquent pas entièrement dans le suivi systématique de l'apprentissage de leurs enfants.

1.2.3 : Non participation des parents

On estime que 70 % des parents d'élèves sont analphabètes et la majorité vit en milieu rural. Face à cette situation, ils se disent incapables de suivre l'évolution de la scolarité de leurs enfants

Mais par ailleurs, ils utilisent leurs enfants pour les divers travaux familiaux nécessitant de la main d'œuvre : labour, repiquage, sarclage et récolte. Même pour d'autres travaux quotidiens : lessive, nettoyage, etc... En général, ils ne se soucient guère de respecter le temps que doit consacrer leurs enfants à l'étude, le loisir et le repos.

En outre, ils ne daignent pas honorer toutes les charges indispensables à la scolarité de leurs enfants : achat de fournitures, diverses cotisations ou participation collective. Ils trouvent comme raison principale, la faiblesse de leur revenu. Ainsi ce manque d'engagement et d'implication effective des parents constitue une entrave au développement de l'éducation.

1.3 : Autres facteurs de blocage de l'éducation

En plus de l'enclavement de la plupart des établissements scolaires et de la défaillance de l'encadrement des élèves, il y a encore d'autres facteurs qui nuisent au bon fonctionnement de l'enseignement, dans la Région Atsinanana. Entre autres, on peut citer le coût de l'éducation, le travail que doivent effectuer les enfants en âge scolaire et surtout l'exode rural.

1.3.1 : Coût de l'éducation

La notion de coût est différente, suivant les domaines. Mais en général, le coût c'est l'ensemble des dépenses, aussi bien financières que temporelles. Cela se traduit en effort et en investissement personnel que chacun doit supporter, dans le but d'en tirer profit. Le coût de l'éducation se présente de deux manières : le coût direct : « financier » et le coût indirect : « temporel ».

1.3.1.1 : Coût direct

La statistique montre que 80 % de la population de la région Atsinanana sont des agriculteurs. Toutes leurs activités : cultures vivrières ou fruitières, ou bien commerciales, ainsi que les différentes formes d'élevage, ne peuvent satisfaire tous leurs besoins. Ainsi, c'est pour cette raison qu'ils ne peuvent pas honorer toutes les charges indispensables à la scolarisation de leurs enfants : frais de scolarité, cotisations, achat de fournitures scolaires, etc...

1.3.1.2 : Coût indirect

Le coût indirect de l'éducation est perceptible à travers la mauvaise qualité du service, qui entraîne l'inefficacité du système éducatif. Dans ce cas, plusieurs élèves redoublent leur classe. Exemple, si le niveau primaire dure normalement cinq ans, il peut aller jusqu'à sept ans, si l'élève redouble deux fois. Il en est de même, si l'élève redouble dans les deux niveaux suivants. Il perd ainsi beaucoup trop de temps dans le système, alors qu'il doit être déjà dans le secteur productif.

Nous venons de voir les différents coûts qui empêchent les élèves de poursuivre normalement leurs études. Nous allons maintenant aborder le travail des enfants, qui est actuellement un des facteurs majeurs qui menace l'éducation.

1.3.2 : Travail des enfants

Le travail des enfants est une entrave au bon fonctionnement de l'enseignement. Cela est fréquent dans la région Atsinanana, surtout en milieu rural.

Plusieurs parents ne sont pas conscients de l'impact négatif du travail des enfants, sur la scolarité de ces derniers. On peut remarquer cela dans la vie de tous les jours, parce que pendant les jours de classe, des parents envoient leurs enfants faire autres choses, tel que : garder les zébus, travailler dans les bois, vendre de menus articles, etc....

La Région Atsinanana est riche en produit de rente : girofle, café, vanille, riz et surtout letchis. Pour cette raison, plusieurs parents obligent les enfants à les aider à cueillir le girofle, le café et moissonner le riz. Durant la saison de récolte de letchi, les enfants vaquent leur classe pendant une à deux semaines, pour avoir de l'argent de poche.

Tout cela perturbe l'enseignement, et a une conséquence directe sur le système éducatif. Deux cas se présentent, soit l'enfant redouble sa classe, soit il quitte l'école et va rejoindre la ville.

1.3.3 : Exode rural

L'exode rural est le déplacement d'un effectif important de population provenant du milieu rural, pour rejoindre les grandes villes : chef lieu de district ou de Région. La

majorité est composée d'adolescents qui ont abandonné précocement l'école, en espérant trouver aisément du travail en ville.

Or, c'est tout à fait le contraire qui se produit. Aucun travail rémunérateur n'est disponible pour des jeunes sans diplôme et sans compétence, ni expérience spécifique. Pour les jeunes garçons, ils grossissent le rang du secteur informel, en devenant des marchands ambulants ou des porteurs. Quant aux jeunes filles, si elles ne trouvent pas de place de "bonne à tout faire" dans une famille aisée, elles se livrent à la prostitution. En définitive, l'exode rural a des effets négatifs sur le système éducatif de la Région Atsinanana.

SECTION II. PROPOSITIONS DE SOLUTION

Face aux problèmes évoqués précédemment, plusieurs facteurs expliquent l'inefficacité du système éducatif ; nous proposons des solutions pour améliorer la situation parce que si aucune mesure n'est prise, la situation risque d'aller de mal en pis.

En général, la résolution des problèmes dépend de la coopération entre les Maires, les Présidents des Fokontany et de la population, pour le désenclavement. Mais on a aussi besoin de financement pour mettre en place une alphabétisation fonctionnelle, et de la volonté pour la création d'un Comité Villageois de l'Education ou CVE, dans chaque village, disposant d'un établissement scolaire.

2.1 : Désenclavement

Pour améliorer les communications entre les districts, les communes, les Fokontany, la population, les chefs Fokontany, les maires doivent collaborer pour l'entretien ou la réhabilitation des voies d'accès. Même sans financement, ils peuvent tout réaliser, en s'organisant. Par exemple, une ou deux fois par semaine, toutes les forces vives de chaque village entretiennent une portion de route, sous forme de Haute Intensité de Main d'œuvre ou HIMO. Cette pratique n'est pas du tout nouveau, car traditionnellement, il était de coutume, dans la Région Atsinanana, de réaliser des travaux communautaires, sous forme d'entraide : "*asa-tàna-marô*" ou bien "*tambirô*". Il ne s'agirait plus de créer de nouvelles structures, ou des nouvelles organisations, mais plutôt de restaurer les us et coutumes traditionnels, avec quelques touches d'amélioration.

En plus de cela, l'Etat doit doter chaque commune de moyens de communication répondant aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication ou NTIC, tels que les réseaux téléphoniques, les émetteurs de radio et de télévision, ainsi que les postes de réception, pour que toute la population puisse avoir toutes les informations à temps réel, et au moment opportun.

2.2 : Amélioration de l'encadrement des élèves

L'amélioration du rendement scolaire doit passer par l'amélioration de l'encadrement des élèves. Pour atteindre cet objectif, il faut suivre les trois étapes suivantes : d'abord, le recrutement de nouveaux enseignants, ensuite la formation continue, l'encadrement et le suivi des enseignants, et enfin, la sensibilisation et la conscientisation des parents.

*** Recrutement de nouveaux enseignants et motivation**

Nous avons vu dans le chapitre premier que les ratios E/S, ainsi que E/M n'ont pas toujours respecté les normes requises. Aussi, pour résoudre ce problème, il faut, autant que possible, recruter de nouveaux enseignants répondant aux besoins réels, tant en qualité qu'en quantité. Il faut également mettre en place une formation continue, à l'attention des enseignants nouvellement recrutés, et un recyclage systématique pour les anciens.

Comme mesure d'accompagnement, il est préconiser de motiver les enseignants sous forme de sécurisation professionnelle : stabilité de l'emploi, promotion professionnelle et diverses primes et encouragement.

La rotation des postes devrait être également envisagée, et devrait se faire tous les quatre ou cinq ans. Il est donc envisagé que chaque enseignant puisse avoir des expériences, aussi bien en milieu rural qu'urbain.

*** Encadrement et suivi**

Un grand nombre d'enseignants suppléants ou contractuels travaillent dans les zones rurales. Il est donc nécessaire de les encadrer pédagogiquement et administra-

tivement. La formation peut prendre au moins deux formes : d'une part, il y a les Journées Pédagogiques ou JP trimestrielles, et d'autre part, les formations organisées pendant les vacances des élèves.

Une répartition rationnelle et équitable des enseignants chevronnés et expérimentés, dans chaque établissement scolaire, est recommandée. Parce qu'ainsi, tout nouvel enseignant, nouvellement recruté, puisse être bien encadré et suivi, par ceux qui ont plus d'expériences et de compétences que lui.

* Sensibilisation et conscientisation des parents

Comme nous l'avons constaté plus haut, la majorité des parents ne sont pas tout à fait conscients de l'importance de la scolarisation de leurs enfants. Il est donc primordial et urgent de leur faire comprendre ce qu'ils doivent faire réellement.

Des échanges entre parents d'établissements voisins sont encouragés, pour que chaque parent soit imprégné du rôle qu'il doit assumer, afin de normaliser la scolarisation des enfants. Mais il faut reconnaître que la mise en place d'un Comité Villageois d'Education permettra de faciliter les tâches.

L'instauration d'un système de concurrence inter-établissements au point de vue résultats scolaires permettra également de stimuler les parents à s'intéresser davantage à améliorer le suivi et l'encadrement de leurs enfants. Il sera prévu deux sortes de prime : l'une sera individuelle, donc par élève et par année d'études, tandis que l'autre sera collective et concernera tout l'établissement, pour ses performances générales relatives à toutes les classes, soit une moyenne par établissement.

2.3 : Alphabétisation

Comme nous l'avons vu auparavant, il y a deux sortes d'alphabétisation : la première c'est l'alphabétisation traditionnelle, tandis que la seconde c'est l'alphabétisation fonctionnelle. En principe, l'alphabétisation traditionnelle n'est plus utilisée, ainsi il faut mettre en place la seconde, pour aider la population majoritaire rurale à améliorer leur vie quotidienne.

Cette forme d'alphabétisation doit toucher tous les domaines. A titre d'exemple, la formation artisanale permettra d'obtenir des résultats immédiats et efficaces. Non

seulement chaque apprenant pourra réaliser de nouvelles créations, mais pourra améliorer son revenu, en vendant ses productions.

Il en serait de même pour ceux qui seront initiés pour l'élevage moderne, comme la pisciculture ou l'apiculture, ou l'élevage de volailles. Les techniques sont facilement acquises et les résultats seront immédiatement palpables.

Il est également recommander de vulgariser les cultures maraîchères qui permettent d'obtenir des produits satisfaisants, à très court terme. A cet effet, les parents pourront facilement honorer leurs divers besoins relatifs à la scolarisation de leurs enfants : divers droits et cotisations, etc...

2.4 : Création de Comité Villageois d'Education ou CVE

Chaque Fokontany doit mettre en place un Comité Villageois d'Education ou CVE, pour analyser et résoudre tous les problèmes au niveau de l'enseignement. Les membres du CVE servent d'intermédiaires entre les parents d'élèves et les enseignants, et les autorités, tant administratives que religieuses et traditionnelles.

Le CVE a pour rôle de relever toutes les difficultés, les problèmes au niveau de l'éducation, et faire un compte rendu à l'endroit des autorités administratives, religieuses et traditionnelles, pour que l'ensemble de la population puisse trouver une solution commune à ces difficultés.

Cette participation du CVE doit être constatée, lorsqu'il s'agit de près l'assiduité des enseignants, ainsi que des élèves, et détermine les raisons pour lesquelles les enfants désertent les salles de classe, et mène des enquêtes, auprès des parents, pour cette même raison.

Il doit également détecter les parents qui font travailler les enfants pendant les jours de classe et déceler les enfants scolarisables, mais qui ne vont pas à l'école. Il faut noter que le CVE fait son travail bénévolement, et ses actes relèvent de la bonne volonté de ses membres, en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement, pour obtenir de bons résultats.

2.5 : Promotion de l'enseignement agricole

La promotion de l'enseignement agricole est utile et indispensable en milieu rural. Le contenu de l'enseignement doit être adapté à ce milieu. Cela nécessite un investissement plus ou moins important, aussi sa concrétisation revient au pouvoir central. L'objectif est avant tout d'adapter l'enseignement aux besoins immédiats de l'économie rurale. En outre, il s'agit de freiner, voire même éradiquer l'exode rural.

La promotion de l'enseignement agricole découlera de l'augmentation du PIB provenant du secteur agricole. Cette réorientation peut favoriser l'ouverture d'autres filières, comme l'agronomie, l'agroforesterie et l'agrobusiness, en milieu rural.

La mise en place d'une vitrine est également envisageable pour que tous, ceux qui suivent ou non cet enseignement, puissent avoir une vision critique sur cette formation. Cela permettrait d'inciter tout le monde à penser à la formation, car la majorité de la population de la région Atsinanana s'adonne à des activités agricoles.

CHAPITRE III. PRIORISATION DES RECOMMANDATIONS

Tout un chacun a un rôle à jouer dans le développement de sa région, et du pays. Cela doit commencer par les dirigeants et doit se terminer au niveau des instances inférieures, et au niveau de chaque individu.

Nous allons commencer par parler des dirigeants de la région, jusqu'au Fokontany. Et du côté de l'administration académique, du Ministère de l'Education Nationale, jusqu'à la Circonscription Scolaire.

Les parents d'élèves et les associations qui contribuent et ou supervisent le bon fonctionnement de l'enseignement, au niveau des Fokontany, auront leur rôle à jouer. La connaissance de tous ces paramètres permettra d'établir les ordres de priorité dans les actions à mener, à savoir ce qu'on doit réaliser tout de suite, et ce qu'on doit exécuter plus tard.

SECTION I : RECOMMANDATIONS AU NIVEAU DES AUTORITES

Les autorités, tant administratives que politiques, ne doivent pas rester indifférentes aux problèmes touchant de près l'enseignement. Ils doivent assumer leurs responsabilités, pour améliorer la qualité de cet enseignement.

Les autorités qui doivent participer à cette entreprise sont : la région, la commune et les Fokontany. Il va de soi que les premiers responsables qui sont directement impliqués dans cette initiative sont : le MEN, la DREN et la CISCO.

1.1 Au niveau de la Région

La région a un rôle très important à jouer dans le développement général de toutes les localités se trouvant dans sa circonscription administrative. Pour ce faire, on doit commencer par améliorer les infrastructures dont la population a besoin dans sa vie quotidienne.

Dans la région Atsinanana, beaucoup d'endroits sont encore enclavés, si bien que beaucoup d'enseignants refusent de s'y rendre. La raison en est que les voies de communications ne sont pas accessibles : ni les vélos, ni les vélomoteurs ne peuvent

circuler aisément. En plus de cela, même les moyens de communication font défaut, par exemple il n'y pas de téléphone, ni de radio, ni la télévision.

C'est pourquoi les autorités de la région doivent mettre en place des infrastructures, telle la construction de routes, la mise en place des infrastructures de communication téléphonique et la radio. Le financement de tous ces projets pourrait être réalisé à partir des impôts perçus par la région.

1.2 Au niveau de la Commune

Les autorités communales sont aussi conviées à apporter leurs contributions, car tout le monde sait que la commune perçoit plusieurs impôts et taxes. De ce fait, on doit utiliser cet argent, pour continuer ce qu'a déjà fait la région, pour la construction des routes, jusqu'au fin fond de la campagne.

Chaque commune doit posséder un plan de développement communal, que l'on doit exécuter avec le budget, dont les communes disposent, à travers ses recettes, et à travers la participation de la population sous son autorité.

A cet effet, on doit réhabiliter les routes très endommagées reliant la commune et les Fokontany. Par la suite, il appartiendra au Fokontany de les entretenir, au jour qui les conviennent.

1.3 Au niveau du Fokontany

Tout le monde sait que les Fokontany n'ont pas d'entrée d'argent leur permettant de mettre en place des infrastructures. C'est pourquoi les chefs lieu de Fokontany et leur population doivent s'unir pour effectuer les travaux pour lesquels on n'a pas besoin de déboursier de l'argent, telle la réfection des routes réalisées par la région et la commune. On peut aussi citer l'érection de salle de classe, avec les matériaux locaux, lorsqu'il n'y en pas assez, ou bien la réhabilitation de celles qui sont vieilles, la confection des tables-bancs, lorsque le nombre des élèves l'exige.

1.4 Au niveau de l'administration académique

Les responsables de l'enseignement sont les premiers responsables de l'amélioration du niveau de l'enseignement. Cela commence par le Ministère de

l'Education Nationale ou MEN, suivie de la Direction Régionale de l'Education Nationale ou DREN, et la Circonscription Scolaire ou CISCO.

La participation de toutes ces entités va contribuer a l'amélioration du système éducatif et va permettre d'obtenir de bons résultats, à l'avenir.

* Au niveau du Ministère de l'Education Nationale (MEN)

Etant au sommet de l'éducation, le Ministère de l'Education Nationale ou MEN a un rôle important à jouer dans le redressement de l'enseignement. De ce fait, il lui appartient de recruter les enseignants dont les écoles ont besoin, car on constate que le nombre d'élèves sous la responsabilité des enseignants dépasse énormément les normes requises. C'est la raison pour laquelle il y a des classes multigrades. Ce genre d'action doit être financé par le budget général ou par emprunt.

Il faut penser aussi à la motivation des enseignants et à la formation continue, pour parfaire l'enseignement. Et enfin, quoi qu'il en soit, l'éducation peut contribuer au développement national.

* Au niveau Direction Régionale de l'Education National (DREN)

Pour ce qui concerne la DREN, elle doit aider le Ministère dans l'identification des CISCO les plus dépourvues, et d'en faire un rapport auprès du Ministère, si elle n'est pas en mesure d'assister ces CISCO.

Le devoir de la DREN est de suivre de près les efforts d'encadrement initiés par la CISCO, à l'endroit des enseignants suppléants, qui sont de plus en plus nombreux. La DREN doit aussi faire le suivi de la construction des écoles, ainsi que de leur réhabilitation.

* Au niveau de la Circonscription Scolaire (CISCO)

La CISCO a aussi son rôle à jouer, d'autant plus qu'elle est la plus proche des enseignants. De ce fait, il lui appartient de surveiller les enseignants et de les encadrer. Il lui appartient également de recruter de nouveaux enseignants suppléants, si le besoin s'en fait sentir.

Elle doit aussi conscientiser les parents d'élèves sur la nécessité de multiplier les salles de classe, ainsi que les tables bancs.

De ce qui précède, on peut constater que l'amélioration du système éducatif ne peut pas être prise en charge uniquement par quelques entités, d'où la nécessité d'impliquer également la communauté

SECTION II: RECOMMANDATIONS AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTE

Même si les entités politiques et l'administration académique prennent leurs responsabilités, et que la contribution des parents d'élèves et de la communauté n'est pas conséquente, les efforts entrepris seront vains.

Nous allons voir, à présent, qu'elle sera la part que les parents d'élèves et la communauté villageoise de l'éducation doivent prendre pour contribuer à l'amélioration du système éducatif.

2.1 : Au niveau des parents d'élèves

Il est indiscutable que les parents d'élèves jouent un rôle important dans la promotion de l'enseignement. Face à l'augmentation progressive du coût de l'éducation, les parents d'élèves doivent s'unir et s'épauler pour trouver des activités génératrices de revenu ou AGR, telles que la réalisation de jardin scolaire ou l'organisation de foire. L'argent obtenu de ces activités sera destiné à l'achat des fournitures scolaires ou bien pour payer les salaires des enseignants suppléants. Cela va diminuer les charges de chaque ménage en frais de scolarisation de leurs enfants. De cette manière, même les plus démunis pourraient envoyer, sans peine, leurs enfants à l'école.

En ce qui concerne la relation entre les parents d'élèves et les enseignants, les parents doivent tout faire pour que ces derniers ne manquent de rien. En effet, s'ils sont motivés, ils pourront accomplir, en toute sérénité, leur travail, et les résultats scolaires seront meilleurs.

Enfin, l'éducation ne doit pas être uniquement l'affaire des enseignants, les parents doivent aussi y participer. Les parents ne doivent pas perturber les études de leurs enfants en les envoyant aux champs, pendant les jours de classe. Les parents

doivent instaurer une atmosphère de compréhension mutuelle entre eux et leurs enfants, pour que ces derniers puissent travailler de la manière la plus normale possible.

2.2 : Au niveau du CVE

Le Comité Villageois de l'Education ou CVE a pour mission de suivre, avec attention, tout ce qui concerne l'éducation dans la localité où il se trouve. Ses membres doivent faire face à tous les problèmes qui existent dans l'enseignement : tant au niveau des enseignants que celui des parents. Toutes les solutions jugées nécessaires doivent être prises en concertation, pour qu'il n'y ait ni frustration, ni contrainte.

SECTION III : PRIORISATION DES RECOMMANDATIONS

Il est vrai qu'il y a encore beaucoup de choses à faire pour améliorer le niveau de l'enseignement, pour obtenir un résultat satisfaisant et pour atteindre le développement socio-économique.

Cela ne pourra pas se faire en même temps, car on doit passer par plusieurs étapes, et surtout que cela nécessite beaucoup d'argent et la coopération de plusieurs entités. Toujours est-il que certaines choses peuvent être réalisées dans l'immédiat. Nous allons voir, ci-après, ce que l'on peut concrétiser dans le court, le moyen et le long terme.

3.1 : Actions à court terme

Les tâches qu'on peut réaliser dans le court terme concernent ce qu'on peut faire dès l'année prochaine, à la rentrée scolaire ; cela porte précisément sur ce que l'on peut lire dans la planification de la DREN et de la CISCO, qui part de l'estimation du nombre d'élèves qu'on attend à la prochaine rentrée. Cela touche également le nombre d'enseignants à recruter, les nouvelles salles de classe qu'il faut créer, ainsi que les tables bancs qu'il faut confectionner.

La réalisation de ces tâches nécessite la participation de toutes les entités, car elles ont un rapport avec le développement de la région, surtout dans l'amélioration du système éducatif.

De ce fait, le MEN, la DREN et la CISCO doivent se préparer pour recruter le nombre d'enseignants nécessaires, pour accueillir le flux des élèves, et de leur côté, les parents d'élèves doivent, dès-maintenant, identifier les établissements scolaires qui nécessitent des réparations, et le nombre de tables bancs qu'il faut ajouter.

Il est aussi du devoir des parents d'élèves d'avertir les ZAP et la CISCO, s'il faut vraiment construire de nouvelles écoles, pour que le MEN et la DREN prennent les dispositions appropriées. Il ne faut pas oublier de créer le comité villageois de l'éducation, pour suivre tous les problèmes qui existent dans l'enseignement.

3.2 : Actions à moyen terme

Ce qu'on peut faire à moyen terme dépend des emprunts qu'on aura à contracter, et de l'argent qu'on estime obtenir, l'année prochaine. C'est à partir de cela qu'on pourra déterminer le nombre d'écoles à réhabiliter ou à construire. Le recrutement des nouveaux enseignants dépend également de la possibilité financière de l'Etat, et est fonction des besoins des EPP, des CEG et des lycées.

L'amélioration de la situation éducative dépend de tout ce qu'on vient de citer plus haut. Le développement de la région, et partant du pays y est subordonné. Si on prend comme priorité l'éducation de base, l'infrastructure s'y rapportant sera proportionnelle au développement économique. Même si tous les problèmes ne seraient pas résolus en entier, au moins l'amélioration du système éducatif serait constatée.

3.3 : Actions à long terme

En ce qui concerne les actions à long terme, il appartient au pouvoir central de planifier, de définir le fonctionnement du système éducatif. Cette planification doit suivre la réalité locale et régionale, surtout au niveau du recrutement et de la formation continue des ressources humaines. L'objectif est qu'elles soient compétentes et qualifiées, car rien ne pourrait se faire sans leur qualité.

Par conséquent, le graphe de la page suivante est prévu pour synthétiser les différentes étapes du processus de développement de l'éducation, que ce soit au niveau primaire ou secondaire. Le schéma prend en compte toute la hiérarchie de l'administration, aussi bien générale qu'académique.

Le pouvoir central doit en premier lieu, collecter les besoins de toutes les régions, avant de mettre en place une politique nationale du système éducatif. Le plan de développement et le remaniement de l'enseignement de base doivent tenir compte de ces données. Leur réalisation, ainsi que les moyens doivent être pris en charge par les autorités de la région et de chaque localité, suivant les infrastructures mises en place auparavant.

Graphe n°8 : Cadre logique des recommandations à long terme

Action	Programmation Locale	Planification Régionale	Planification Inter-Régionale	Planification Nationale
Localisation	Chef-lieu de Commune	Chef-lieu du District	Chef-lieu De Région	Antananarivo
Acteurs	Directeur d'EPP Chefs ZAP Conseillers Communaux	Chef CISCO et ses adjoints Responsable de chaque division	DREN Cadres de chaque service	Ministère de l'Education Nationale Directeurs Cadres de chaque division
Financement	Budget communal Subventions Cotisations Dons	Budget EPP et CISCO Budget du District Subvention	Budget DREN Budget de Région Subvention Dons	Budget général PDP – PIP Aides, Dons Emprunts
Activités Financées	.Réhabilitation/ Construction de - salle de classe - table bancs .Récompenses - enseignants - élèves .Rémunération du personnel	.Inspection, Conseille et suivi pédagogiques .Recyclage .Dotation en : - matériels didactiques - manuelles scolaires	.Construction des bâtiments scolaires .Formation initiale des enseignants .Inspection administrative, financière et pédagogique	.Perfectionnement .Formation initiale de : - conseillers pédagogiques - inspecteurs .Acquisition de matériels et équipements pour DREN et CISCO .Promotion de l'école agricole

Source : Par moi-même

CONCLUSION

L'analyse de l'efficacité de l'éducation dans le développement commence par la connaissance de la zone d'étude. Madagascar fait partie des pays qui ont priorisé la scolarisation de leur population. La Région Atsinanana n'échappe pas à cette règle. Elle a une superficie de 22 382 km² et est composée de : 07 districts, 84 communes et 1 016 Fokontany. L'effectif total de sa population est de 1 231 405 habitants en 2007.

Elle possède une potentialité économique importante. Elle a été déclarée capitale économique de Madagascar, car elle est dotée du port le plus important du pays. Mais elle connaît des problèmes économiques, dûs à l'importance du chômage dans la ville, suite à l'inadéquation entre la formation et l'emploi.

L'éducation joue un rôle très important dans l'évolution du monde contemporain, car même s'il y a des changements d'ordre socio-économiques, le pays pourra atteindre son objectif : le développement durable. Si l'éducation n'est pas efficace, le développement du pays et de la région sera jonché d'incertitudes.

Les effets de l'éducation sur le développement du pays, et même de la région, dépendent de plusieurs facteurs, à savoir la qualité de services éducatifs, la participation des élèves, des parents, des autorités académiques, administratives, religieuses traditionnelles, voire de toute la population. Mais l'efficacité interne de l'éducation dans la Région Atsinanana est actuellement menacée par plusieurs facteurs tels que :

- la détérioration de la qualité de services offerts, presque à tous les niveaux, surtout dans l'enseignement public ;
- la hausse du coût de l'éducation ;
- le travail des enfants, surtout en milieu rural ; et
- l'enclavement de la majorité des communes et des Fokontany.

L'éducation joue un rôle majeur dans le changement d'ordre socio-économique, au niveau d'une personne et de la société toute entière. Grâce à l'éducation, tous les individus peuvent créer des associations et même de grandes entreprises. Les personnes qui ont reçu une bonne éducation peuvent diriger les sociétés et les grandes entreprises publiques ou privées. Ces derniers ont la capacité d'améliorer le rendement interne, et même externe, pour promouvoir le développement.

Grâce à l'éducation, chaque ménage est en mesure de réguler ou maîtriser tout ce qui l'entoure, comme la limitation du nombre d'enfants, par exemple. Les femmes, ayant reçu une bonne éducation, vont renoncer à l'accouchement traditionnel, afin d'éviter la mortalité néo-maternelle.

Toutefois, la réussite de toutes les solutions proposées dépendra de la conviction et de l'engagement, de tous ceux qui œuvrent pour l'éducation, et des différents partenaires. En effet, si toutes les propositions de solutions sont observées par tous les responsables, l'enseignement ne connaîtra plus de problème, et tout le monde pourra y accéder. De leur côté, les élèves feront leurs études avec plaisir. Le développement socio-économique durable sera une réalité effective.

BIBLIOGRAPHIE

• OUVRAGE SPECIAUX

- ▶ **FLOUZAT Denise**, Economie contemporaine : Croissance, Crise et Stratégies Tome 3, édition PUF, Paris 1980,660 pages.
- ▶ **GUILLAUMONT Patrick**, Economie de développement : dynamique interne du développement, Presse universitaire de France Paris, 1988.
- ▶ **GURGAND Marc** Economie de l'éducation édition la découverte, paris 2005, 106 pages
- ▶ **PAUL Jean Jacques** Economie de l'éducation édition Armand colin, Paris 2007, 127 pages

• AUTRE DOCUMENT

- ▶ **L'UNESCO** au seuil des années 80 rapport annuel 1978 page 19
- ▶ Le Courrier de l'**UNESCO** avec un texte clé de **JACQUES DELOROS : APPRENDRE à APPRENDRE**
- ▶ **MONOGRAPHIQUE** de la Région Atsinanana.
- ▶ Thesaurus de l'éducation **UNESCO : BIE** troisième édition révisé 1979

• SUPPORTS PEDAGOGIQUES

- ▶ **RATOVOSON Seth**, cours d'économie rurale en 3ème année, université de Toamasina 2008.
- ▶ **ROLAND Modongy**, cours d'économie des ressources humaines, université de Toamasina, 2009.

• SITOGRAPHIE

- ▶ <http://www.4.ugo.ca/observer/Duloca/initiative/Dynamiques/Education.htm>
- ▶ <http://www.atheisme.Free.fr/Themes/Education.htm>
- ▶ <http://www.éducation-développement-durable.fr>
- ▶ <http://www.Fr.wikipedia.org/wiki/Gary-Becker>
- ▶ <http://www.sexualityandu-ca/enseignements/arguments-4-1.aspx>
- ▶ <http://www.team.univ-paris1.frteamperso/Simonnet/publi/capital-humain.pdf>
- ▶ <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Education.htm>

ANNEXES

ANNEXE I : Caractéristiques de chaque district dans la région Atsinanana

District	Superficie (km ²)	Nombre de communes	Nombre de Fokontany
Toamasina I	28	1	138
Toamasina II	5 060	17	154
Brickaville	5 297	17	179
Vatomandry	2 732	19	173
Mahanoro	3 857	11	193
Marolambo	3 764	14	125
Antanambao /pontsy	1 641	05	54
Région	22 382	84	1 016

Source : Renseignements politico-administratifs des communes, provenant du service du patrimoine et de l'administration territoriale ou SPAT décembre 2003.

ANNEXE II : Structure des emplois par branche d'activité selon le niveau d'instruction, dans la région Atsinanana, au milieu de l'année 2007.

Branche d'activité	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieure	Ensemble
Agriculture / primaire	92,3	86,5	54,6	18,4	82
Industrielle alimentaire	0,0	0,2	0,7	1,1	0,2
Textile	0,0	0,4	3,3	3,3	0,8
B T P / HIMO	0,5	1,1	2,7	5,1	1,2
Autres industries	0,5	0,9	3,0	7,0	1,3
Commerce	2,1	4,5	11,7	8,5	4,9
Transport	0,2	0,6	2,3	3,8	0,8
Santé privée	0,0	0,0	0,2	2,0	0,1
Enseignement privé	0,0	0,1	1,5	7,8	0,5
Administration publique	0,1	0,5	7,6	28,5	2,1
Autres services privés	4,3	5,2	12,4	14,5	6,2
Total	100	100	100	100	100

Source: Direction Régionale de l'INSTAT, Toamasina. Octobre 2010

**ANNEXE III : Répartition des principales pathologies par tranche d'âge
en 2007**

Pathologies	[0-11]	[1-4]	[5-14]	[15-25]	25 et plus	TOTAL	%
IRA	18 303	23 613	15 909	13 691	28 990	100 506	24,60
Paludismes simples	3 110	5 420	5 349	5 625	10 463	29 967	7,34
Affections cutanées	6 134	8 081	3 352	3 786	7 772	29 125	7,13
Maladies diarrhéiques	2 383	6 450	5 442	4 131	9 769	28 175	6,90
Parasitoses instantanés	1 850	7 379	6 018	3 271	5 694	24 212	5,93
IST/SIDA	26	46	294	8 291	13 594	22 251	5,45
Affections digestives	762	1 539	1 990	4 874	12 076	21 241	5,20
Affections ostéo-articulaires	32	328	1 337	3 185	10 783	15 665	3,83
Affections bucco-dentaires	589	1 222	1 900	3 144	5 814	12 669	3,10
Traumatismes	150	747	2 048	2 589	5 850	11 384	2,79
Autres	5 454	10 569	11 760	20 651	64 895	113 329	27,74
TOTAL	38 793	65 394	55 238	73 238	175 700	408 524	100,00

Source : Direction Régionale de la Santé Publique Octobre 2010

**ANNEXE IV : Récapitulation des données scolaires Privé dans la région Atsinana-
na année 2000-200 et 2005-2006**

Public 2001-2002

DISTRICT	Elèves	Salle	Ens.	Salle Normal	CMG
Antanambao / Brickaville	6 204	96	96	75	61
Mahanoro	23 617	424	368	190	234
Marolambo	32 580	410	431	273	234
Toamasina I	21 225	375	357	190	264
Toamasina li	15 963	202	339	315	0
Vatomandry	23 622	418	390	192	229
Ensemble	16 202	250	265	135	128
Ensemble	139 413	2 175	2 246	1 370	1 150

Privé 2001-2002

DISTRICT	Elèves	Salle	Ens.	Salle Normal	CMG
Antanambao / Brickaville	1 032	41	44	26	2
Mahanoro	605	18	18	11	2
Marolambo	48	5	6	1	2
Toamasina I	11 939	297	435	267	11
Toamasina li	425	17	14	10	3
Vatomandry	669	28	27	20	0
Ensemble	14 718	406	544	335	20

Public 2005-2006

DISTRICT	Elèves	Salle	Ens.	Salle Normal	CMG
Antanambao / Brickaville	12 879	169	214	139	69
Mahanoro	36 504	623	668	324	290
Marolambo	57 977	827	849	580	294
Toamasina I	35 869	536	666	397	229
Toamasina li	19 389	202	368	366	0
Vatomandry	39 542	602	755	474	262
Ensemble	29 625	433	524	402	122
Ensemble	231 785	3 392	4 044	2 682	1 266

Privé 2005-2006

DISTRICT	Elèves	Salle	Ens.	Salle Normal	CMG
Antanambao / Brickaville	1 138	31	35	26	1
Mahanoro	1 022	28	27	18	2
Marolambo	64	3	1	0	1
Toamasina I	15 374	420	457	395	12
Toamasina li	646	17	19	17	2
Vatomandry	637	18	21	21	0
Ensemble	18 881	517	560	477	18

Source : Direction Régionale de l'Education Nationale, Février 2011

**ANNEXE V : Variation du nombre de naissance de 2006 à 2008
dans la région Atsinanana.**

Districts	2006	2007	2008
Antanambao / M	930	1571	2 150
Brickaville	1 106	1220	1 412
Mahanoro	960	846	755
Marolambo	2 736	1 041	1 214
Toamasina I	1 473	1 562	1 778
Toamasina II	1 015	2 514	2 891
Vatomandry	1 293	1 160	1 166
Total	9 515	9 914	11 366

Source : Direction régionale de la santé Public. Octobre 2010

**ANNEXE VI : La diminution des décès maternels durant deux années,
de 2006 à 2008 :**

Districts	2006		2008	
	Taux de couverture	Décès maternel	Taux de couverture	Décès maternels
Antanambao/M	41,2	0,0	31,7	0,1
Brickaville	14,2	0,6	14,8	3,1
Mahanoro	9,3	4,0	16,2	0,2
Marolambo	46,6	0,3	46,6	0,1
Toamasina I	16,08	0,0	23,3	0,0
Toamasina II	12,3	0,3	16,2	0,5
Vatomandry	20,5	0,0	17,5	0,2
Total	19,2	0,6	21,7	0,5

Source : Direction Régionale de la Santé Publique. Octobre 2010

**ANNEXE VII : Evolution des TBS et TNS de la Région Atsinanana
de l'année Scolaire 2000 à 2009**

Niveau	Taux	2000-2001	2003-2004	2007-2008	2009-2010
Niveau I	TBS	100	122	145	132
	TNS	62	81	96	88
Niveau II	TBS	14	18	25	30
	TNS	6	10	12	15
Niveau III	TBS	3	5	7	9
	TNS	2	3	4	6

Source : Direction Régionale de l'Education Nationale, Février 2011

ANNEXE VIII: Répartition de l'effectif des élèves et des redoublants de l'année 2001 à 2005 Public

Désignation		2001	2002	2003	2004	2005
		CP1	CP2	CE	CM1	CM2
Antanambao Man.	Effectif	3 025	1 261	1 005	750	674
	Redoublants	1 690	523	425	5	106
Brickaville	Effectif	9 532	6 178	4 223	2 620	2 368
	Redoublants	4 240	2 149	1 513	127	648
Mahanoro	Effectif	13 240	5 889	3 741	3 047	2 873
	Redoublants	6 813	2 071	1 462	31	1 126
Marolambo	Effectif	10 234	4 625	3 732	1 886	2 069
	Redoublants	5 773	2 026	1 531	143	587
Toamasina I	Effectif	3 571	7 801	3 894	3 128	3 772
	Redoublants	1 216	845	1 327	59	883
Toamasina II	Effectif	10 579	5 417	4 389	2 612	2 809
	Redoublants	3 925	1 449	1 341	19	824
Vatomandry	Effectif	5 814	3 481	2 837	1 694	1 906
	Redoublants	3 097	1 420	1 079	5	518
Total des effectifs		55 995	34 652	31 703	15 737	16 471
Total des redoublants		26 754	10 483	11 338	389	4 692

Source : FPE 2006-2007, situation au 22 Octobre 2006

**ANNEXE XIX : Répartition de l'effectif des élèves et des redoublants
de l'année 2001 à 2005 Privé**

Désignation		2001	2002	2003	2004	2005
		CP1	CP2	CE	CM1	CM2
Antanambao-Man.	Effectifs	-	-	-	-	-
	Redoublants	-	-	-	-	-
Brickaville	Effectifs	296	237	225	183	182
	Redoublants	41	31	24	2	4
Mahanoro	Effectifs	148	132	152	169	157
	Redoublants	16	7	19	3	0
Marolambo	Effectifs	11	8	33	15	26
	Redoublants	1	2	11	0	7
Toamasina I	Effectifs	2 909	2 733	3 005	2 566	2 482
	Redoublants	294	276	304	133	187
Toamasina II	Effectifs	132	106	99	120	116
	Redoublants	26	12	6	0	23
Vatomandry	Effectifs	158	120	111	123	119
	Redoublants	27	30	17	7	5
Total des effectifs		3 645	3 336	3 625	3 176	3 082
Total des redoublants		405	358	381	145	226

Source : FPE 2001 à 2005, situation au 22 octobre respectivement

**ANNEXE X: Récapitulation de l'effectif des élèves et des redoublants de l'année 2006
à 2009 à l'enseignement secondaire première cycle Privé**

Désignation		2006	2007	2008	2009
		6 ^{ème}	5 ^{ème}	4 ^{ème}	3 ^{ème}
Antanambao/Ma	Effectifs	386	187	307	128
	Redoublants	32	38	9	58
Brickaville	Effectifs	1 048	883	1 322	625
	Redoublants	131	123	133	99
Mahanoro	Effectifs	1 549	962	1 626	820
	Redoublants	177	95	264	304
Marolambo	Effectifs	1 076	704	935	579
	Redoublants	187	111	130	193
Toamasina I	Effectifs	2 659	2 508	2 749	2 252
	Redoublants	370	405	441	215
Toamasina II	Effectifs	1 198	872	1 074	595
	Redoublants	157	59	85	69
Vatomandry	Effectifs	1 201	819	1 335	574
	Redoublants	372	219	207	58
Total des effectifs		9 117	6 935	9 348	5 583
Total des redoublants		1 426	1 050	1 269	993

Source : FPE 2001 à 2005, situation au 22 octobre respectivement

ANNEXE XI: Répartition de l'effectif des élèves et des redoublants de l'année 2006 à 2009 à l'enseignement secondaire première cycle Privé

Désignation		2006	2007	2008	2009
		6 ^{ème}	5 ^{ème}	4 ^{ème}	3 ^{ème}
Antanambao/Ma	Effectifs	-	-	-	-
	Redoublants	-	-	-	-
Brickaville	Effectifs	170	171	169	132
	Redoublants	24	6	14	8
Mahanoro	Effectifs	143	149	144	116
	Redoublants	31	36	17	13
Marolambo	Effectifs	41	53	56	78
	Redoublants	0	4	6	21
Toamasina I	Effectifs	2 547	1 851	2 171	2 104
	Redoublants	220	89	87	263
Toamasina II	Effectifs	93	78	149	127
	Redoublants	2	3	15	20
Vatomandry	Effectifs	205	194	170	159
	Redoublants	34	3	10	0
Total des effectifs		3 199	2 496	2 859	2 716
Total des redoublants		311	141	149	325

Source : FPE 2001 à 2005, situation au 22 octobre respectivement

ANNEXE XII : Répartition de l'effectif des élèves et des redoublants de l'année 2007 à 2009 à l'enseignement secondaire second cycle Public

Désignation		2007	2008	2009
		2 ^{nde}	1 ^{ère}	T ^{ale}
Antanambao/Ma	Effectifs	-	-	-
	Redoublants	-	-	-
Brickaville	Effectifs	200	88	120
	Redoublants	45	2	51
Mahanoro	Effectifs	207	113	120
	Redoublants	32	11	26
Marolambo	Effectifs	158	96	59
	Redoublants	52	7	11
Toamasina I	Effectifs	903	832	1 038
	Redoublants	103	81	128
Toamasina II	Effectifs	199	190	138
	Redoublants	-	-	-
Vatomandry	Effectifs	191	212	106
	Redoublants	14	50	23
Total des effectifs		1 858	1 525	1 581
Total des redoublants		246	151	321

Source : FPE 2001 à 2005, situation au 22 octobre respectivement

ANNEXE XIII : Répartition de l'effectif des élèves et des redoublants de l'année 2007 à 2009 à l'enseignement secondaire second cycle Privé

Désignation		2007	2008	2009
		2 ^{nde}	1 ^{ère}	T ^{ale}
Antanambao-Manampontsy	Effectifs	-	-	-
	Redoublants	-	-	-
Brickaville	Effectifs	35	19	31
	Redoublants	5	-	9
Mahanoro	Effectifs	-	-	-
	Redoublants	-	-	-
Marolambo	Effectifs	-	-	-
	Redoublants	-	-	-
Toamasina I	Effectifs	1 045	840	1 159
	Redoublants	14	35	205
Toamasina II	Effectifs	-	-	-
	Redoublants	-	-	-
Vatomandry	Effectifs	-	-	-
	Redoublants	-	-	-
Total des effectifs		1 080	859	1 190
Total des redoublants		19	35	214

Source : FPE 2001 à 2005, situation au 22 octobre respectivement

ANNEXE XIV : Résultats aux examens officiels BEPC

C I S C O	Candidats Inscrits	Candidats Présents	Candidats Admis	% / Inscrits	% / Présents
Toamasina I et II	6 515	6 278	3 801	58,34	60,54
Brickaville	1023	1002	692	67,64	69,06
Vatomandry	690	679	489	70,86	72,02
Antanambao Man.	150	148	33	22,00	22,29
Mahanoro	836	821	286	34,21	34,83
Marolambo	928	887	331	35,66	37,31
Total	10 142	9 815	5 632	55,53	57,38

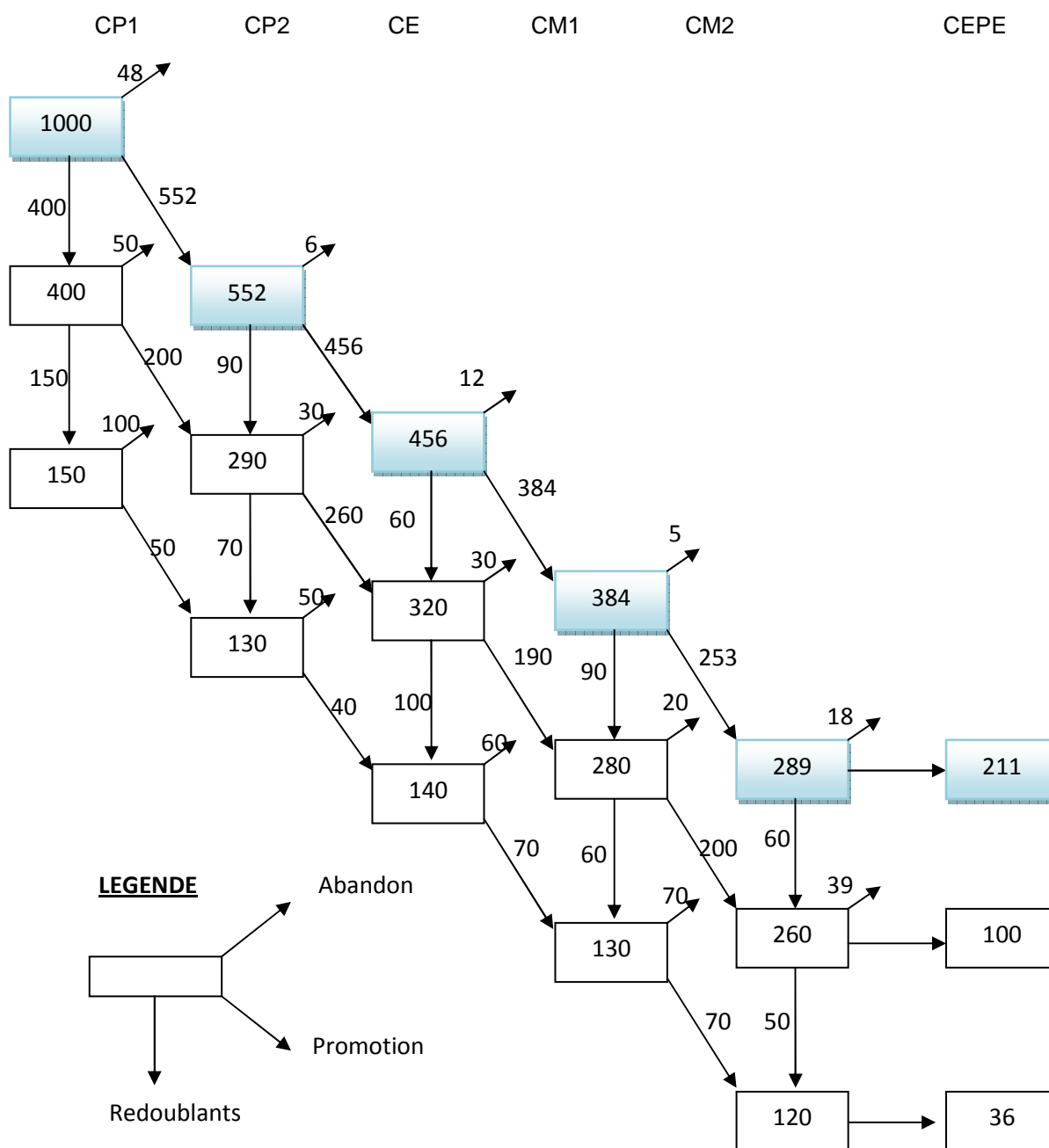
Direction Régional de l'Education National ou DREN, Février 2011

ANNEXE XV : Résultat au Baccalauréat en 2009

Désignation	Effectif	Admis	Taux de réussite
Baccalauréat secondaire	9 834	3 743	38,1

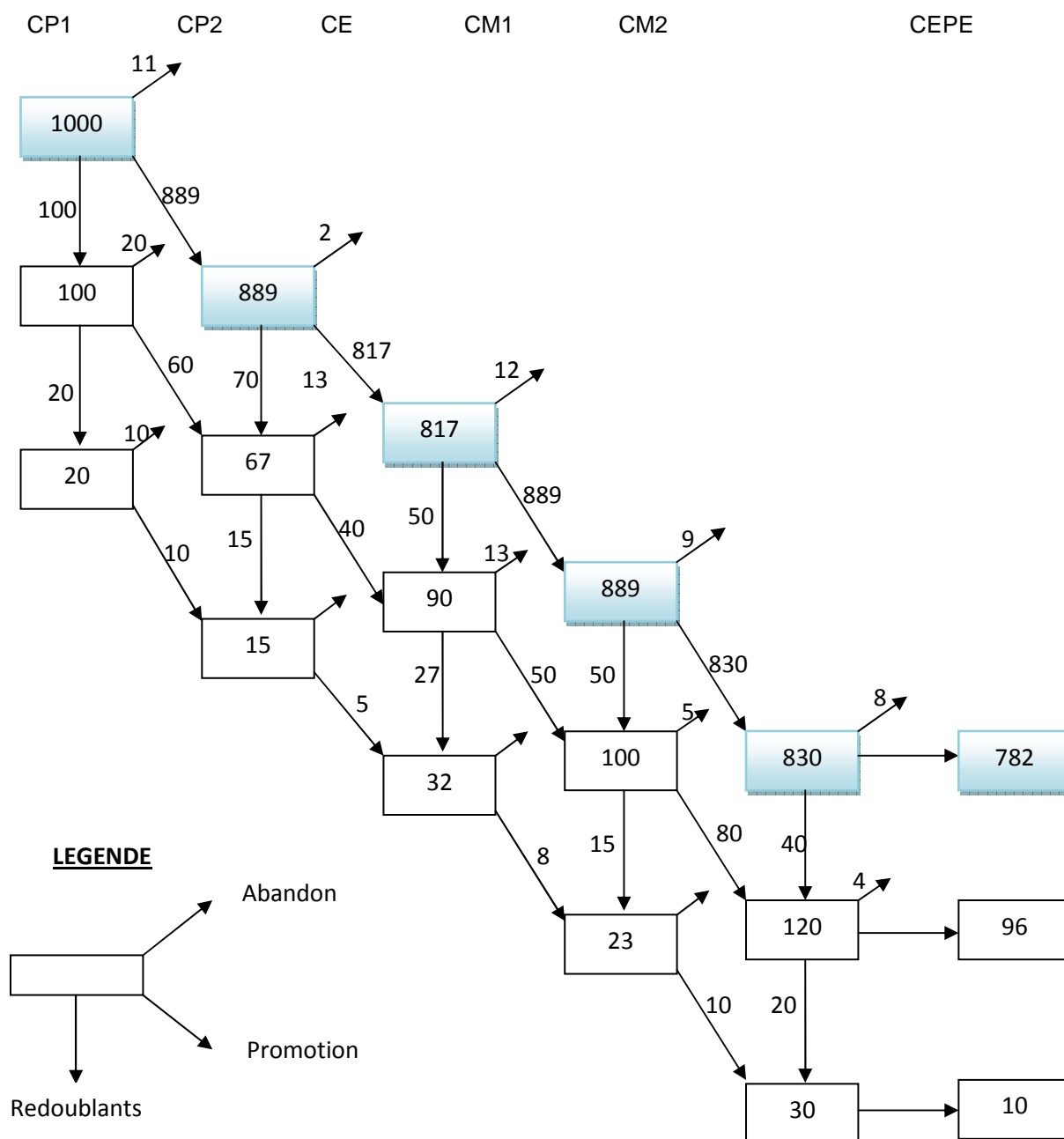
Source : service du Baccalauréat, Toamasina le 21 septembre 2009

ANNEXE XVI : Cohorte fictive reconstituée à partir de 1000 élèves dans les écoles primaires Publiques dans la région Atsinanana



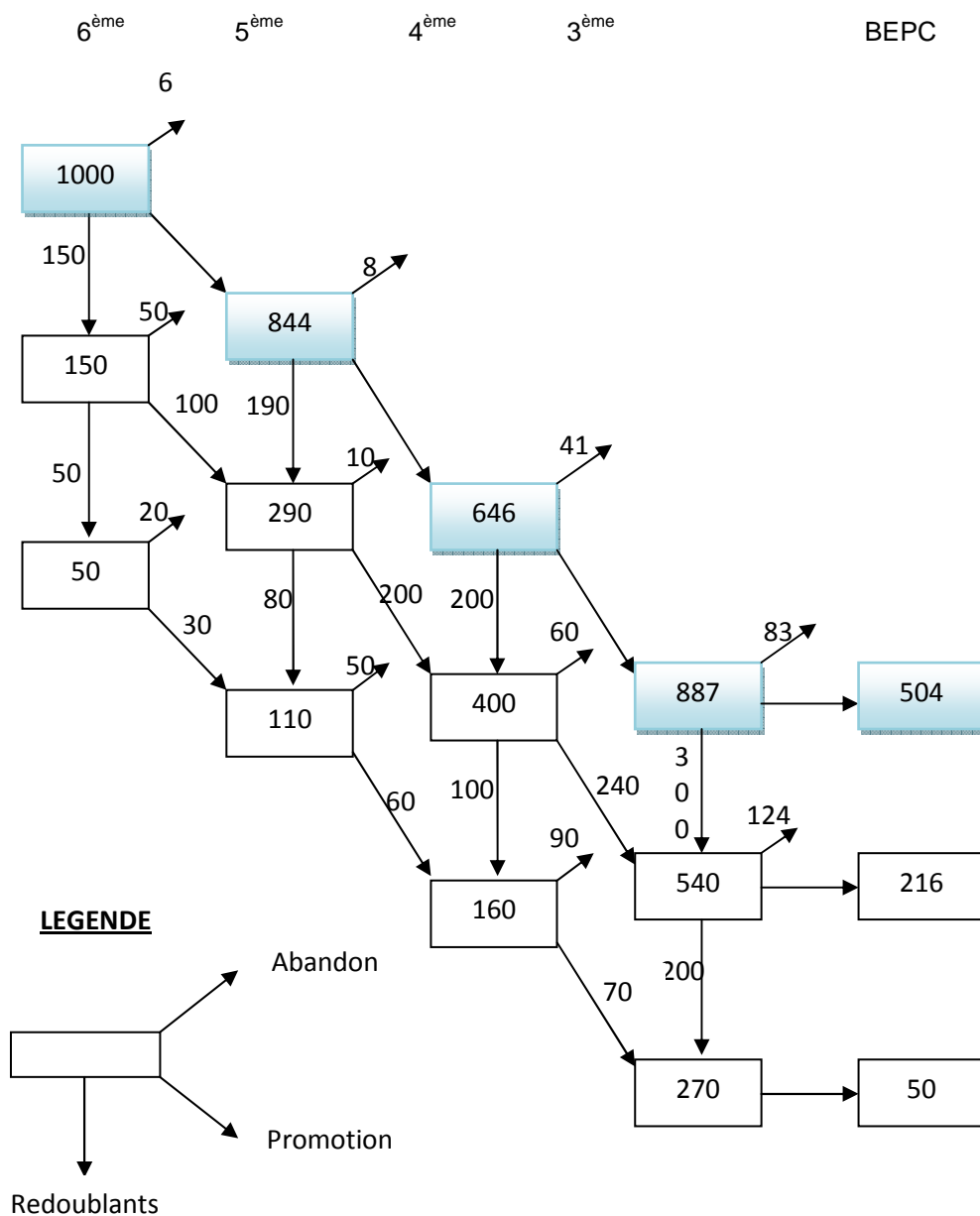
Désignation	CP1	CP2	CE	CM1	CM2
Promotion	100	55	46	38	29
Redoublement	40	9	6	9	6
Abandon	5	0.6	1	0.5	2

ANNEXE XVII : Cohorte fictive reconstituée à partir de 1000 élèves dans les écoles primaires privées dans la région Atsinanana



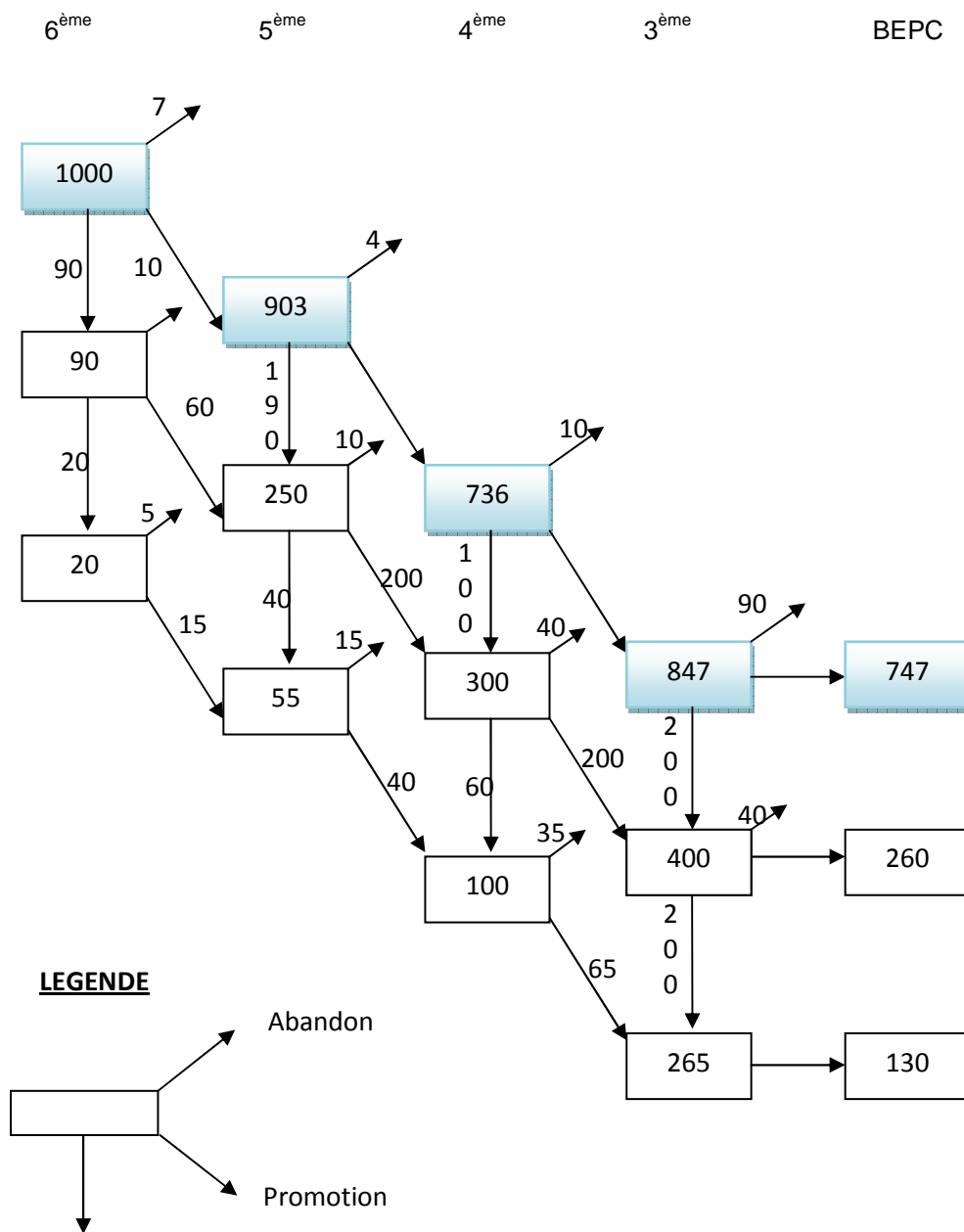
Désignation	CP1	CP2	CE	CM1	CM2
Promotion	100	88,9	81,7	88,9	83
Redoublement	10	7	5	5	4
Abandon	1	0,2	1,2	0,9	0,8

**ANNEXE XVIII : Cohorte fictive reconstituée à partir de 1000 élèves à l'enseignement
secondaire première cycle Public**



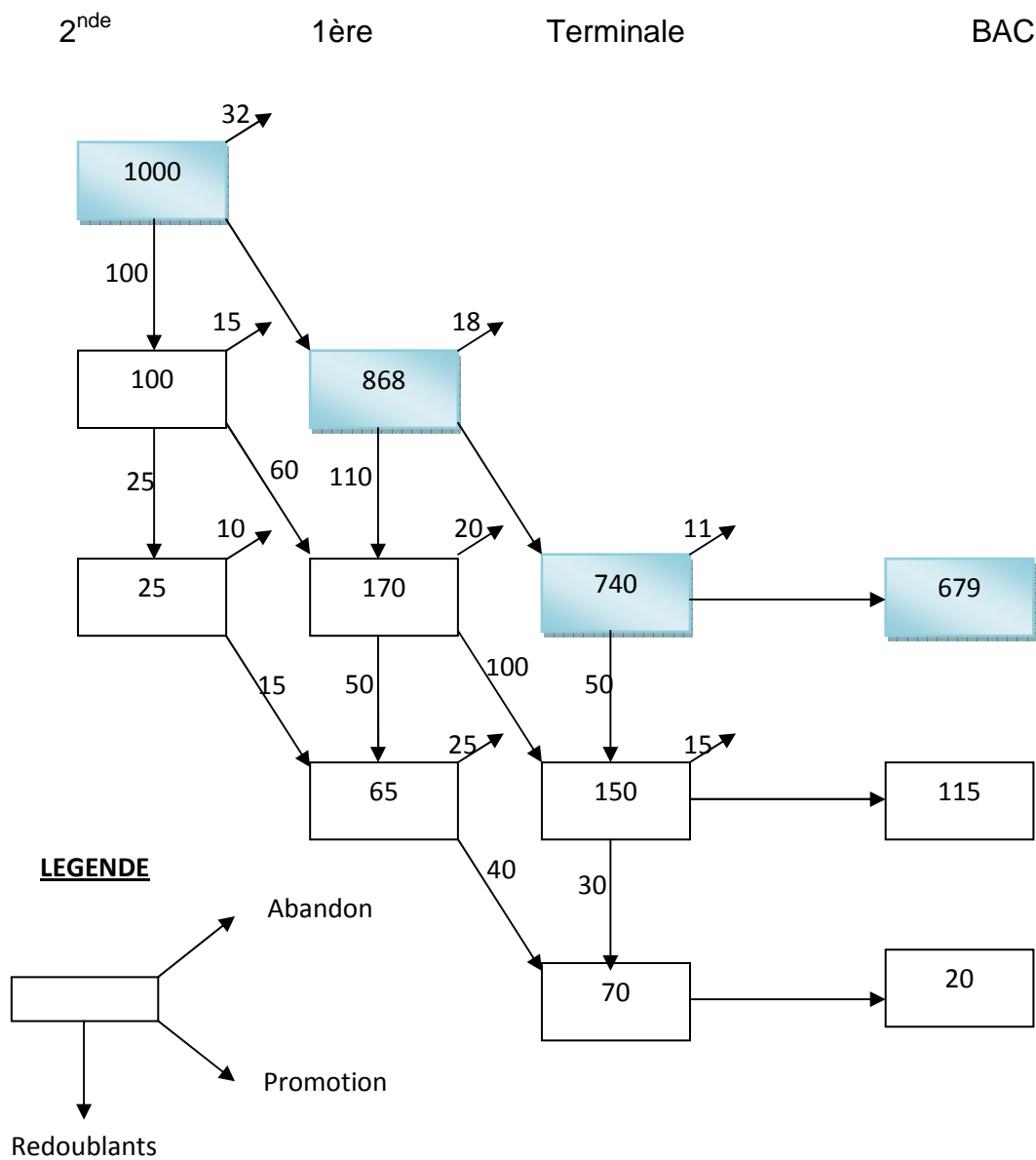
Désignation	6 ^{ème}	5 ^{ème}	4 ^{ème}	3 ^{ème}
Promotion	100	84,4	64,6	88,7
Redoublement	15	19	20	30
Abandon	0,6	0,8	4,1	8,8

ANNEXE XIX : Cohorte fictive reconstituée à partir de 1000 élèves à l'enseignement secondaire première cycle Privé



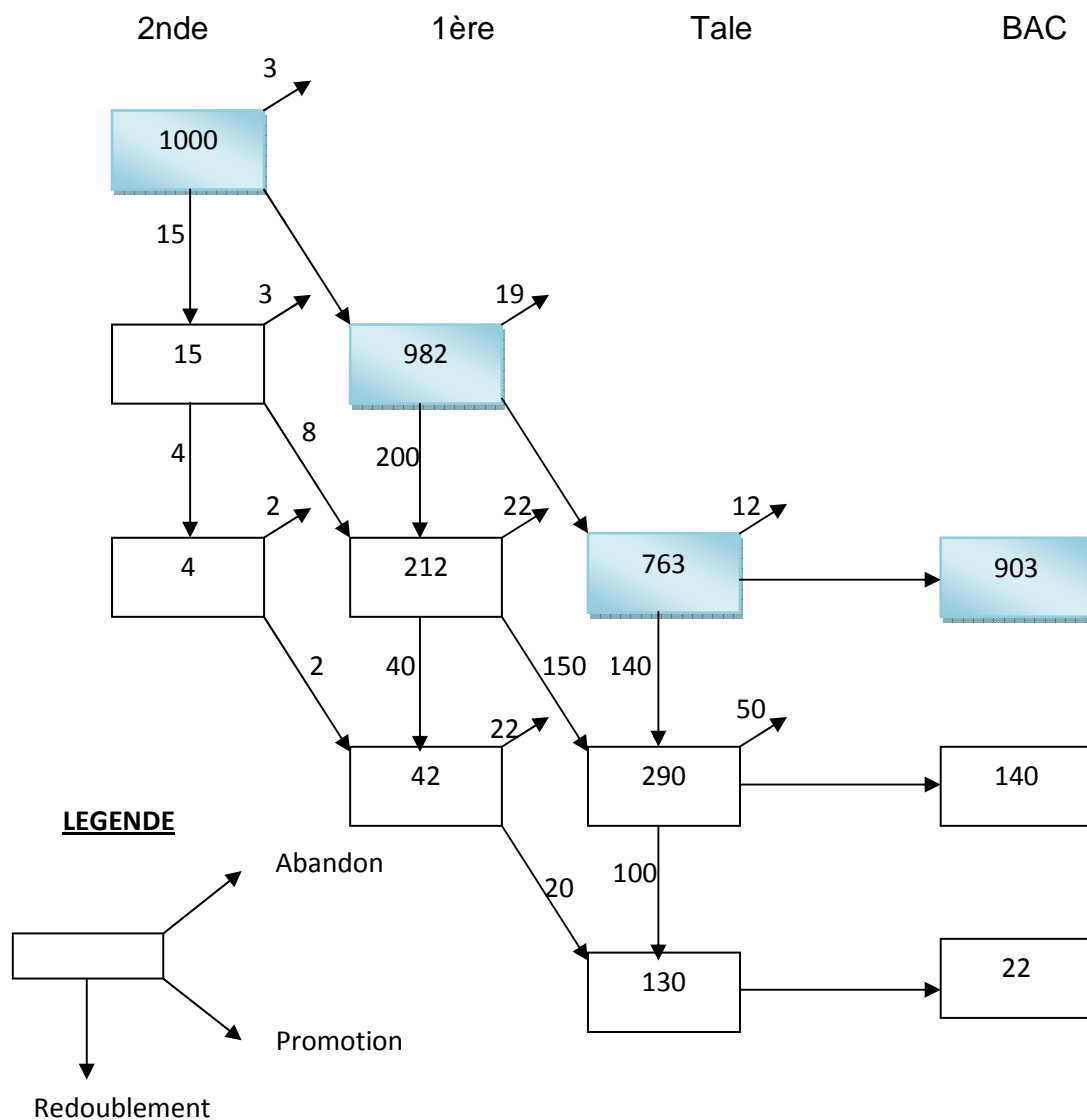
Désignation	6 ^{ème}	5 ^{ème}	4 ^{ème}	3 ^{ème}
Promotion	100	90,3	73,6	84,7
Redoublement	0,9	19	10	20
Abandon	0,7	0,4	1	9

ANNEXE XX : Cohorte fictive reconstituée à partir de 1 000 élèves dans les écoles secondaires secondes cycle Public



Désignation	2 ^{nde}	1 ^{ère}	Terminale
Promotion	100	86,8	74
Redoublement	10	11	0,5
Abandon	3,2	1,8	1,1

ANNEXE XXI : Cohorte fictive reconstituée à partir de 1 000 élèves dans les écoles secondaires secondes cycle Privé



Désignation	2 nd e	1 ^{ère}	Terminale
Promotion	100	98,2	76,3
Redoublement	1,5	20	14
Abandon	0,3	1,9	1,2

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° I	: Evolution de l'effectif de la population de la 2000 à 2007.....	28
Tableau n° II	: Structure de la population de la région Atsinanana par sexe et par tranche d'âge, en 2007.....	29
Tableau n° III	: Répartition spatiale de la région Atsinanana au cours de l'année 2007.....	30
Tableau n° IV	: Evolution de la population par milieu de 2002 à 2007.....	31
Tableau n° V	: Evolution des entreprises dans la région Atsinanana selon leur forme juridique de 2004 à 2007.....	33
Tableau n° VI	: Consommation par tête, suivant le niveau d'instruction, par milieu.....	35
Tableau n° VII	: Personnel Administratif par nombre et par catégorie à la DSRP Atsinanana.....	36
Tableau n° VIII	: Evolution des emplois directs concernés par secteur.....	39
Tableau n° IX	: Etablissements touristiques créés en 2007.....	39
Tableau n° X	: Indicateurs de qualité de service du Niveau I public en 2001-2002 et 2005-2006.....	44
Tableau n° XI	: Indicateur de la qualité de service du Niveau I privé dans la région Atsinanana en 2001-2002 et 2005-2006.....	47
Tableau n° XII	: Indicateurs de la qualité de service au niveau II public dans la région Atsinanana 2006-2007.....	49
Tableau n° XIII	: Indicateurs de la qualité de service au niveau II public dans la région Atsinanana 2008-2009.....	50
Tableau n° XIV	: Indicateurs de la qualité de service au niveau II privé dans la région Atsinanana 2006-2007.....	51
Tableau n° XV	: Indicateurs de la qualité de service au niveau II privé dans la région Atsinanana 2008-2009.....	51
Tableau n° XVI	: Indicateurs de la qualité de service au niveau III public dans la région Atsinanana 2006-2007.....	53
Tableau n° XVII	: Indicateurs de la qualité de service au niveau III privé dans la région Atsinanana 2008-2009.....	54
Tableau n° XVIII	: Evolution des TBS et TNS de la Région Atsinanana de l'année Scolaire 2000 à 2009.....	66
Tableau n° XIX	: Résultat au CEPE par district dans la Région Atsinanana en 2005.....	72

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphe n° I	: Répartition de la superficie des districts de la Région Atsinanana.....	25
Graphe n° II	: Répartition des principales pathologies.....	37
Graphe n° III	: Corrélation fonctionnel et organisationnelle entre éducation et développement....	59
Graphe n° IV	: Evolution du nombre de naissances en 2006,2007 et 2008 dans la région Atsinanana.....	64
Graphe n° V	: Rapport entre taux de couverture et décès maternels.....	65
Graphe n° VI	: Allure globale de la cohorte des élèves dans la région Atsinanana pour l'enseignement public.....	68
Graphe n° VII	: Allure globale de la cohorte des élèves pour l'enseignement privé.....	71
Graphe n° VIII	: Processus de la recommandation à long terme	89

TABLE DE MATIERS

SOMMAIRE.....	3
REMERCIEMENTS.....	4
LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYME.....	5
INTRODUCTION.....	6

PREMIERE PARTIE : GENERALITES RELATIVES A L'EDUCATION ET PRESENTATION DE LA RÉGION ATSIANANA

CHAPITRE I : GENERALITES SUR L'EDUCATION.....	10
SECTION I : QUELQUES DEFINITIONS.....	10
1.1 : Définitions générales.....	10
1.2 : Définitions spécifiques.....	10
SECTION II : HISTORIQUE DE L'EDUCATION.....	11
2.1 : Contexte global.....	11
2.1.1 : Alphabétisation.....	11
2.1.2 : Caractéristiques de l'alphabétisation.....	11
2.1.3 : Alphabétisation traditionnelle.....	11
2.1.4 : Alphabétisation fonctionnelle.....	12
2.2 : Historique de l'éducation à Madagascar.....	12
2.2.1 : Avant l'époque coloniale.....	13
2.2.2 : De la colonisation à 2002.....	13
2.2.3 : De 2002 à nos jours.....	13
SECTION III : ROLE DE L'EDUCATION DANS LE DEVELOPPEMENT.....	14
3.1 : Aspects qualitatifs de l'éducation.....	14
3.1.1 : Attitude et comportement.....	14
3.1.2 : Valeur et motivation.....	15
3.2 : Rôles de l'éducation selon l'analyse empirique.....	15
3.2.1 : Comparaison internationale.....	15
3.2.2 : Comparaison entre groupes inégalement instruits.....	16
3.2.3 : Interprétation d'ordre économique.....	16
3.2.4 : Interprétation d'ordre sociologique.....	16
3.3 : Rôles de l'éducation selon l'analyse néo-classique.....	17
3.3.1 : Analyse macro-économique.....	17
3.3.2 : Apport de l'éducation dans le fonctionnement de production.....	18
3.3.3 : Rôle du capital dans les pays en développement.....	18
3.4 : Coefficient du capital dans la planification du développement.....	20
3.4.1 : Efficacité marginale du capital.....	21
3.4.2 : Différenciation entre main d'œuvre qualifiée et non qualifiée.....	21
3.5 : Analyse micro-économique.....	22
3.5.1 : Taux de rendement du système scolaire.....	23

3.5.2 : Passage de la rentabilité privée à la rentabilité sociale.....	23
CHAPITRE II : PRESENTATION DE LA REGION ATSINANANA.....	24
SECTION I. CARACTERISTIQUES ADMINISTRATIVES.....	24
1.1 : Localisation.....	24
1.2 : Organisation territoriale.....	25
1.3 : Caractéristiques géographiques.....	26
1.3.1 : Relief.....	26
1.3.2 : Végétation.....	26
1.3.3 : Nature du sol.....	26
1.3.4 : Hydrographie.....	27
1.3.5 : Climat.....	27
SECTION II. SITUATION DEMOGRAPHIQUE.....	27
2.1 : Tendances de l'évolution de la population.....	28
2.2 : Facteurs d'évolution de la population.....	28
2.2.1 : Mouvement naturel.....	28
2.2.2 : Solde migratoire.....	29
2.3 : Structure de la population.....	29
2.4 : Répartition spatiale de la population de la région Atsinanana.....	30
2.4.1 : Répartition de la région Atsinanana par district.....	30
2.4.2 : Répartition de la population par milieu.....	31
SECTION III : ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUE.....	32
3.1 : Environnement socio-économiques.....	32
3.1.1 : Potentialités économiques de la région.....	32
3.1.2 : Emploi.....	33
3.1.3 : Revenu.....	34
3.2 : Santé.....	35
3.2.1 : Problème de la maladie.....	36
3.2.2 : Principales pathologies.....	37
3.3 : Tourisme.....	38
3.3.1 : Définition.....	38
3.3.2 : Tourisme dans la région Atsinanana.....	38
3.4 : Pratique religieuse.....	39
CHAPITRE III. ÉDUCATION DANS LA RÉGION ATSINANANA.....	41
SECTION I : CARACTERISTIQUES ET QUELQUES DIVERGENCES ENTRE L'ENSEIGNEMENT GENERAL PUBLIC ET PRIVE.....	41
1.1 : Caractéristiques.....	41
1.1.1 : Formation.....	41
1.1.2 : Destination finale.....	41

1.2 : Quelques divergences entre l'enseignement public et l'enseignement privé.....	42
1.3 : Qualité de services offerts.....	43
SECTION II : QUALITE DE SERVICES OFFERTS POUR LE NIVEAU I.....	43
2.1 : Qualité de services offerts en niveau I public.....	44
2.1.1: Ratio élèves par salle de classe ou E / S.....	44
2.1.2: Ratio élèves enseignants.....	45
2.1.3 : Pourcentage des classes multigrades.....	46
2.2 : Qualité de services offerts en niveau I privé.....	46
2.2.1: Ratio élèves par salles de classe ou E / S.....	47
2.2.2 : Ratio élèves enseignants.....	47
2.2.3 : Pourcentage de classes multigrades.....	48
SECTION III : QUALITE DE SERVICES RESPECTIVE DES NIVEAUX II ET III.....	48
3.1 : Qualité de services offerts en niveau II.....	49
3.1.1 : Qualité de services offerts en niveau II public.....	49
3.1.2 : Qualité de services offerts en niveau II privé.....	50
3.3 : Qualité de services offerts en niveau III.....	52

DEUXIEME PARTIE : ANALYSE DE L'EFFICACITE DE L'ÉDUCATION ET PROPOSITION DE RECOMMANDATIONS

CHAPITRE I : ANALYSE DE L'EFFICACITE DE L'EDUCATION

DANS LE DEVELOPPEMENT.....	57
SECTION I : ANALYSE THEORIQUE DE L'EFFICACITE DE L'EDUCATION.....	57
1.1 : Efficacité endogène.....	57
1.2 : Efficience.....	58
1.3 : Efficacité exogène.....	58
SECTION II : EDUCATION CLE DE DEVELOPPEMENT.....	60
2.1 : Effets qualitatifs de l'éducation sur la vie quotidienne.....	61
2.1.1 : Amélioration de la qualité des individus.....	61
2.1.2 : Changement de comportement.....	61
2.2 : Effets quantitatifs de l'éducation sur le développement.....	62
2.2.1: Effets de l'éducation sur la croissance démographique.....	62
2.2.2 : Effets de l'éducation sur la natalité.....	62
2.2.3 : Impacts de l'éducation sur la mortalité	64

SECTION III : INDICATEURS DE L'EDUCATION.....	65
3.1 : Indicateurs d'accès.....	65
3.2 : Indicateurs d'efficacité interne pour l'enseignement public.....	67
3.3 : Indicateurs de l'efficacité interne de l'éducation à l'enseignement privé.....	70
3.4 : Résultats aux examens officiels CEPE.....	72
CHAPITRE II. SYNTHÈSE DES PROBLÈMES RENCONTRÉS ET.....	73
PROPOSITIONS DE SOLUTIONS.....	73
SECTION I. FACTEURS DE BLOCAGE DE L'EDUCATION.....	73
1.1 Enclavement.....	73
1.1.1 : Démotivation des enseignants.....	74
1.1.2 : Non circulation des informations.....	74
1.1.3 : Insuffisance de suivi et d'encadrement des enseignants.....	74
1.2 : Mauvais encadrement des élèves.....	74
1.2.1 : Existence des classes multigrades.....	75
1.2.2 : Insuffisance du temps d'apprentissage.....	75
1.2.3 : Non participation des parents.....	75
1.3 : Autres facteurs de blocage de l'éducation.....	76
1.3.1 : Coût de l'éducation.....	76
1.3.1.1 : Coût direct.....	76
1.3.1.2 : Coût indirect.....	77
1.3.2 : Travail des enfants.....	77
1.3.3 : Exode rural.....	77
SECTION II. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS.....	78
2.1 : Désenclavement.....	78
2.2 : Amélioration de l'encadrement des élèves.....	79
2.3 : Alphabétisation.....	80
2.4 : Création de Comité Villageois d'Education ou CVE.....	81
2.5 : Promotion de l'enseignement agricole.....	82
CHAPITRE III. PRIORISATION DES RECOMMANDATIONS.....	83
SECTION I : RECOMMANDATIONS AU NIVEAU DES AUTORITES.....	83
1.1 Au niveau de la Région.....	83
1.2 Au niveau de la Commune.....	84
1.3 Au niveau du Fokontany.....	84
1.4 Au niveau de l'administration académique.....	84
SECTION II: RECOMMANDATIONS AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTE.....	86
2.1 : Au niveau des parents d'élèves.....	86
2.2 : Au niveau du CVE.....	87

SECTION III : PRIORISATION DES RECOMMANDATIONS.....	87
3.1 : Action à court terme.....	87
3.2 : Action à moyen terme.....	88
3.3 : Action à long terme	88
CONCLUSION.....	90
BIBLIOGRAPHIE.....	92
ANNEXES.....	93
LISTE DES TABLEAUX.....	115
LISTE DES GRAPHIQUES.....	116